

CC DU HAUT PAYS BIGOUDEN

2024 – EAU POTABLE – V1

RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

V0 du 30/04/2025

V1 du 30/05/2025 : ajout CARE et intégration
annotations CCHPB suite lecture V0



Table des matières

EDITORIAL	4
LA VIE DE VOTRE CONTRAT	8
Les avenants du contrat	8
Les conventions du contrat	8
LES REPRESENTANTS DU CONTRAT	9
LES CHIFFRES CLES DE CETTE ANNEE	14
COMPARATIF DES CHIFFRES CLES AVEC L'ANNEE ANTERIEURE	15
LES TEMPS FORTS DE CETTE ANNEE	17
LES PRINCIPAUX TRAVAUX REALISES DANS L'ANNEE	21
VOTRE PATRIMOINE	24
LE RESEAU	24
Répartition des canalisations par matériaux :	24
Répartition des canalisations par diamètre :	24
LES COMPTEURS	25
VOS BRANCHEMENTS	27
LES VOLUMES CONSOMMES COMPTABILISES HORS VENTE EN GROS (VEG)	27
LA RELATION AVEC LES CLIENTS	28
LES RECLAMATIONS ET INSATISFACTIONS REÇUES	28
LES RECLAMATIONS REÇUES	28
LES INSATISFACTIONS REÇUES	29
LES RECLAMATIONS ET INSATISFACTIONS REÇUES PAR MOTIFS	30
MODE DE CONTACT DES RECLAMATIONS ET INSATISFACTIONS REÇUES	31
LA RELATION AVEC LES CLIENTS	31
CHIFFRES CLES 2024	31
RELATION AVEC LES ABONNES PAR ORIGINE :	31
ENGAGEMENT ENVERS LES ABONNES	32
TARIF AU 1^{ER} JANVIER 2025 POUR UNE CONSOMMATION DE 120 M³	33
LA SYNTHESE DES VOLUMES	35
L'EVOLUTION DES RENDEMENTS ET INDICES	37
LES RENDEMENTS DU RESEAU	37
L'INDICE LINEAIRE DES VOLUMES NON COMPTES (ILVNC)	37
L'INDICE LINEAIRE DE CONSOMMATION (ILC)	37
LA CAPACITE DE STOCKAGE	38
LA CONSOMMATION ENERGETIQUE	38
LES CONSOMMATIONS DE REACTIFS	38
SYNTHESE QUANTITATIVE DES ANALYSES D'EAU BRUTE EN 2024	40
DETAIL DE LA CONFORMITE DE L'EAU AU POINT DE MISE EN DISTRIBUTION	40
LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION	42
Bilan des interventions d'exploitations	42
Source de pertes dans les réseaux d'eau :	42
LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE	43
Répartition des interventions de maintenance selon leur type	43
LES INDICATEURS DU MAIRE (IDM) ISSUS DU DECRET DU N° 2007-675 ET DE L'ARRETE DU 02 MAI 2007	45
ARRET DES RESEAUX 2G ET 3G	49
LE CARE	54
METHODES ET ELEMENTS DE CALCUL DU CARE	55
LE DETAIL DE VOTRE CONTRAT	58
LE PATRIMOINE DE SERVICE	60
Les ressources ou ouvrages de prélèvement d'eaux brutes	60
Les installations de production	60

Les ouvrages de stockage	61
Les installations de surpression	61
LE RESEAU	62
Linéaire par commune	63
Linéaire par anciens secteurs	63
Répartition par matériau, diamètre et âge	64
Les équipements de réseau	65
LES COMPTEURS	66
Inventaire complet du patrimoine	66
LA GESTION CLIENTELE	68
Les branchements par commune :	68
Les clients par commune :	68
Les volumes consommés comptabilisés par commune sur la période de relève :	69
Caractéristiques des consommations hors Vente En Gros (VEG)	70
Les consommations par tranche	71
LA FACTURE 120 M³	74
NOTE DE CALCUL DE REVISION DU PRIX DE L'EAU ET FACTURES 120 M³	75
LES VOLUMES D'EAU	78
Les volumes prélevés mensuels par ressource	78
Les volumes produits mensuels par ressource	79
Les volumes importés mensuels par ressource	80
Les volumes exportés mensuels par ressource	81
LES INDICATEURS	83
Le Rendement IDM (Indicateur du maire)	83
Le Rendement Primaire	84
L'Indice Linéaire de Pertes	85
L'Indice Linéaire de Volumes Non Comptés	86
L'Indice Linéaire de Consommation	87
CONSOMMATION D'ENERGIE	88
CONSOMMATION DE REACTIFS	89
L'EAU BRUTE	91
Synthèse des analyses sur l'eau brute	91
L'EAU TRAITEE	92
L'EAU POINT DE MIS EN DISTRIBUTION	94
Synthèse des analyses sur l'eau point de mise en distribution	94
L'EAU DISTRIBUEE	94
Synthèse des analyses sur l'eau distribuée	94
Commentaire sur l'eau distribuée	94
Suivi des paramètres spécifiques du contrat	95
NOUVELLE DIRECTIVE EUROPEENNE	96
METABOLITES DE PESTICIDES	99
FACE AUX METABOLITES : LE CARBOPLUS® DE SAUR, VERITABLE BARRIERE CONTRE LES MICROPOLLUANTS	105
PFAS	106
CHLORURE DE VINYL MONOMERE (CVM)	108
LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION	112
LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE	115
LES OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT	118
DETAIL DE L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX D'EAU POTABLE	125
DETAIL DE L'INDICE D'AVANCEMENT DE LA PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU : P108.3	126
ATTESTATIONS D'ASSURANCES	127
Attestation Dommages aux Biens	127
Responsabilité civile	128
Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment)	129
Attestation Responsabilité civile Atteinte à l'Environnement	133
Attestation Tous risques chantiers	134

ANNEXES COMPLEMENTAIRES	135
LE GLOSSAIRE.....	136
LES NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES.....	141

EDITORIAL



Madame la Présidente,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégué pour l'année 2024. Ce document illustre avec précision l'activité et l'engagement du Groupe Saur sur le territoire que vous administrez, en pointant les actions conduites pour préserver et valoriser la ressource en eau, ce bien commun essentiel qui connaît, dans notre pays, des tensions grandissantes sur sa qualité et sa disponibilité.

Ainsi, cette édition reflète les défis et les transformations auxquels nous sommes confrontés. Si l'année 2022 a été marquée par une sécheresse sans précédent, l'année 2024 a été traversée par de nombreux aléas climatiques, d'une intensité et d'une répétition inédites. Ces désormais réalités imposent aux collectivités comme à leurs délégataires de s'adapter pour assurer une gestion performante et durable de la ressource en eau.

Face à ces défis, le Groupe Saur s'engage aux côtés des collectivités, en mettant à leur disposition les savoir-faire et expertises de ses collaborateurs ainsi que des solutions adaptées, qu'il s'agisse de traiter les micropolluants, de réutiliser les eaux usées traitées (REUT), ou encore de favoriser la gestion circulaire de l'eau et la production d'énergie renouvelable.

Notre organisation décentralisée, soutenue par nos 16 Centres de Pilotage Opérationnels répartis sur tout le territoire hexagonal, est le gage d'une forte proximité et la garantie d'une collaboration étroite et continue avec vos équipes.

Cette gouvernance partagée, dont le Groupe Saur a toujours été promoteur, et qu'entretient une diffusion transparente des données des services d'eau, est un atout pour la déclinaison opérationnelle de la transition hydrique de nos territoires.

En effet, nous avons la conviction que cette dernière repose sur une approche concertée avec l'ensemble des parties prenantes.

À travers ce rapport, nous souhaitons favoriser un moment d'échange privilégié avec vous et vos équipes, pour imaginer ensemble les meilleures perspectives pour votre service public. Nos équipes locales restent pleinement disponibles pour accompagner votre collectivité dans la mise en œuvre des solutions les plus adaptées à vos besoins et à ceux de vos administrés.

Au nom des collaborateurs du Groupe Saur qui interviennent chaque jour à votre service, je vous remercie de la confiance que vous leur accordez, et nous nous engageons à continuer à œuvrer, avec détermination et en partenariat avec vous, pour préserver durablement notre ressource en eau.

Je vous souhaite une excellente lecture.

Avec mes salutations respectueuses.

Estelle Grelier
Présidente de Saur France



saur

mission water



1 PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

Préserver la ressource la plus précieuse de notre planète

Le détail de la présentation de l'entreprise avec ses solutions et innovations est détaillé sur le SharePoint CCHPB/
présentation de l'entreprise.



2 LE CONTRAT

Le respect des obligations contractuelles, notre principale préoccupation

LA VIE DE VOTRE CONTRAT

Le service de l'eau potable du contrat CC DU HAUT PAYS BIGOUDEN est délégué à SAUR dans le cadre d'une Délégation de service public. Le contrat, signé à la date du 1 janvier 2022, arrivera à échéance le 31 décembre 2030.

Les avenants du contrat

Pas d'avenant à fin 2024.

Les conventions du contrat

Objet	Date d'entrée en vigueur	Date d'échéance de la convention
Achat et vente à CC PAYS BIGOUDEN SUD	15/02/2022	31/12/2030
Achat et vente à DOUARNENEZ COMMUNAUTE	01/01/2024	31/12/2028
Vente à MAHALON	27/04/2022	31/12/2030



LES REPRESENTANTS DU CONTRAT

DIRECTION RÉGIONALE OUEST Direction des Exploitations Bretagne Occidentale



TERRITOIRE CCHPB - Organigramme au 27/11/2024



DUBRAY Stéphane - Responsable de territoire

TYMEN Cindy - régulatrice du territoire (basé à Pluguffan)
100%

GLOANNEC Romain - Référent production

TREFLES Yann - Référent distribution

DUPUY Anais - Référente clientèle

PRODUCTION

ETP

KEROUEDAN Michel 60%
step plozevet / Plovan
step Landudec / pouldreuzic

BARRE Pierre 100%
step Plogastel St Germain / peumerit
step Gourlizon
installations AEP

BOURHIS Benoit 20%
step Ploneour lanvern

REMOND Yann (CDD) 30%
les postes de relèvement

QUINIOU Jules (alternant BTS GEMEAU)
exploitation AEP



DISTRIBUTION

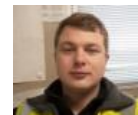
ETP

TREFLES Yann 70%
relation proximité CCHPB
suivi de chantier

RIOU François 70%
recherche de fuite



QUENET Louis 75%
Travaux de terrassement/réparation



ROUSSEAU Valentin 60%
exploitation des réseaux

GOARVOT Ewan (alternant Master environnement)
eaux parasites / étude H2S / ECP

CLIENTELE

ETP

DUPUY Anais 20%
relation proximité CCHPB
suivi technique raccordés/raccordables / médiation, renou ...

CARIOU Roland 20%
relève, renouv compteurs abonnés
activité clientèle (fermeture / ouverture / contrôle ...)

MURH Antoine 30%
relève, renouv compteurs abonnés
activité clientèle (fermeture / ouverture / contrôle ...)

EZZIANE Ilias 10%
relève, renouv compteurs abonnés
activité clientèle (fermeture / ouverture / contrôle ...)

RIOU Julien 100%
geof des affleurants

GUENNEC Enora (alternante BTS GPME)
administratif



Organisation du Secteur Pays Bigouden en 2024

- ▶ Un responsable de territoire, **Stéphane DUBRAY**, votre interlocuteur au quotidien, garant de l'exploitation, manager des agents d'exploitation, coordonnateur des différents services, clientèle, travaux, production, réseaux.
- ▶ Des référents au quotidien dans l'exploitation des réseaux et la clientèle
- ▶ 26 agents SAUR spécialisés en production (exploitation ouvrages eau et assainissement) et en distribution/clientèle (exploitation des réseaux et de la relation client)
- ▶ 2 agents spécialisés dans le géoréférencement des affleurants
- ▶ 4 apprentis en alternance (Formation BTS métiers de l'eau – Master environnement – BTS GMPE)
- ▶ Une régulatrice de la performance exploitation (RGPE)
- ▶ Des techniciens en appuis technique (reporting et process)

Organisation de l'astreinte technique

Un numéro de téléphone unique pour nous joindre 24H/24 et 7 jours sur 7 : **02.77.62.40.09**

La gestion du service de l'eau est assurée en continuité de service par une organisation d'astreinte qui permet de mobiliser plus de 30 personnes 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

Afin d'obtenir une efficacité maximum en répondant de manière adaptée à chaque situation, le service de permanence est constitué :

De techniciens d'exploitation joignables par téléphone 24h/24 : ce sont ces techniciens qui assurent les missions opérationnelles sur le terrain et réceptionnent et assurent eux-mêmes les interventions sur alarmes.

D'électromécaniciens, qui assurent la surveillance des installations électromécaniques et qui sont immédiatement alertés en cas de panne nécessitant des compétences en automatisme, électricité ou mécanique.

D'un encadrant qui assiste les techniciens. Il réceptionne les appels clients et assure la coordination des opérations et l'assistance technique. Il peut décider de renforcer le dispositif en appelant des personnes hors astreinte.

Un cadre est également de permanence sur la Direction Régionale. Sa mission, en cas de problème, est d'assurer les contacts avec les élus, les administrations, la presse, de prendre les décisions adaptées, d'engager tous moyens qu'il juge utiles pour régler la crise et de mobiliser l'échelon régional voire national de SAUR en cas de besoin, en particulier pour la gestion des crises majeures pouvant avoir une répercussion médiatique, sanitaire ou environnementale.

Rappel : pour toute demande d'intervention de nos équipes techniques (signaler une fuite, demander un repérage, autres...), vous pouvez contacter notre service ordonnancement de la façon suivante :

- Pour les urgences : téléphone au 02.97.62.72.00
- Demande non urgente : mail à 22-29ordo@saur.com et/ou cindy.tymen@saur.com avec copie à stephane.dubray@saur.com

Un accueil clientèle de proximité pour les abonnés

Nos bureaux de Pont l'Abbé sont ouverts du lundi au vendredi de 8H à 18H. Ils permettent à nos abonnés d'être reçus et de traiter leurs demandes.

Ils peuvent aussi nous joindre par téléphone au **02.77.62.40.00** en journée et en astreinte 24H/24 et 7 jours sur 7 au **02.77.62.40.09**





3 L'ESSENTIEL DE L'ANNEE

Les temps forts et les chiffres clés de l'année d'exercice

LES CHIFFRES CLES DE CETTE ANNEE



7 ouvrages de prélèvement

3 stations de production



849 537 m³ produits sur la période de relèvement ramenés à 365 jours

484 578 m³ importés sur la période de relèvement ramenés à 365 jours

315 746 m³ exportés sur la période de relèvement ramenés à 365 jours



11 ouvrages de stockage, soit **3 620 m³** de stockage

1 018 369 m³ distribués sur la période de relèvement ramenés à 365 jours



7 stations de surpression

639 km de réseau

11 582 branchements dont **135** neufs



25 fuites sur conduites dont **8 casses par tiers**

6 fuites sur branchements dont **4 casses par tiers**



100% des analyses ARS bactériologiques conformes

100% des analyses ARS physico-chimiques conformes



85,9% de rendement de réseau

0,76 m³/km/j d'Indice linéaire de perte

4,62 m³/km/j d'Indice linéaire de consommation

0,82 m³/km/j d'Indice linéaire des volumes non comptés



848 718 m³ consommés sur la période de relèvement ramenés à 365 jours

Prix de l'eau : **2,78€ TTC/m³** Au 1^{er} janvier 2025 pour une facture de 120 m³



COMPARATIF DES CHIFFRES CLES AVEC L'ANNEE ANTERIEURE

Volumes	2023*	2024	Evolution N/N-1
Volumes produits sur la période de relèvement ramenés à 365 jours (m³)	804 718	842 164	4,7%
Volumes importés sur la période de relèvement ramenés à 365 jours (m³)	497 925	412 473	-17,2%
Volumes exportés sur la période de relèvement ramenés à 365 jours (m³)	222 733	215 802	-3,1%
Volumes distribués sur la période de relèvement ramenés à 365 jours (m³)	1 079 910	1 038 835	-3,8%
Volumes consommés sur la période de relèvement ramenés à 365 jours (m³)	879 064	848 718	-3,5%

Patrimoine	2023	2024	Evolution N/N-1
Linéaire de réseaux (km)	637,158	638,721	0,25%
Nombre de branchements	11 437	11 582	1,28%

Indices clés	2023*	2024	Evolution N/N-1
Rendement de réseau (%)	85,58	85,85	0,3%
Indice Linéaire de Consommation (m³/km/jour)	4,79	4,62	-3,5%
Indice Linéaire de Perte (m³/km/jour)	0,81	0,76	-6,2%
Indice Linéaire de Volumes Non Comptés (m³/km/jour)	0,86	0,82	-4,7%

Qualité de l'eau (ARS)	2023	2024	Evolution N/N-1
Taux d'analyses bactériologiques conformes (%)	100	100	-
Taux d'analyses physico-chimiques conformes (%)	100	100	-

Interventions	2023	2024	Evolution N/N-1
Nombre de fuites sur conduites réparées	33	25	-24%
Nombre de fuites sur branchements réparées	4	6	50%

Prix de l'eau	2023	2024	Evolution N/N-1
Prix de l'eau au 1 ^{er} janvier de l'année suivante pour une facture de 120 m³ (€ TTC / m³)	2,70	2,78	3,0%

* VOLUME et INDICES CLES de l'année 2023 recalculés sans le volume Assainissement de Larzul pris en compte par erreur historiquement

Avis de confidentialité - Ce document contient des informations confidentielles, toute diffusion ou reproduction relève de la responsabilité de son destinataire.

Ex-périmètre St Ronan (Plozévet-Plovan-Pouldreuzic-Tréogat) – code SAUR 2934 :

	2023	2024	Evolution N/N-1
Volume produit sur la période de relèvement ramenée à 365 jours (m³)	369 966	394 263	6,57%
Volume importé sur la période de relèvement ramenée à 365 jours (m³)	39 773	24 634	-38,06%
Volume exporté sur la période de relèvement ramenée à 365 jours (m³)	23 618	77 326	227,40%
Volume distribué sur la période de relèvement ramenée à 365 jours (m³)	386 121	341 571	-11,54%
Volume consommé sur la période de relèvement ramenée à 365 jours (m³)	318 655	284 593	-10,69%
Rendement de réseau (%)	84,5%	87,4%	3,43%
Indice linéaire de perte (m³/km/jour)	0,73	0,60	-17,81%

Date barycentre relèvement : 01/07/2024

Date barycentre relèvement année n-1 : 01/07/2023

Ex-périmètre Plonéour-Lanvern – code SAUR 2962 :

	2023*	2024	Evolution N/N-1
Volume importé sur la période de relèvement ramenée à 365 jours (m³)	423 014	396 833	-6,19%
Volume exporté sur la période de relèvement ramenée à 365 jours (m³)	82 761	50 547	-38,92%
Volume distribué sur la période de relèvement ramenée à 365 jours (m³)	340 253	346 286	1,77%
Volume consommé sur la période de relèvement ramenée à 365 jours (m³)	283 840	293 308	3,34%
Rendement de réseau (%)	87,7%	87,7%	0%
Indice linéaire de perte (m³/km/jour)	0,76	0,87	14,47

*recalculés sans Larzul volume assainissement

Date barycentre relèvement : 19/10/2024

Date barycentre relèvement année n-1 : 25/10/2023

Ex-périmètre Gourlizon-Plogastel-Peumerit-Guiler-Landudec – code SAUR 2964 :

	2023	2024	Evolution N/N-1
Volume produit sur la période de relèvement ramenée à 365 jours (m³)	415 262	455 274	9,64%
Volume importé sur la période de relèvement ramenée à 365 jours (m³)	97 175	63 111	-35,05%
Volume exporté sur la période de relèvement ramenée à 365 jours (m³)	168 396	187 873	11,57%
Volume distribué sur la période de relèvement ramenée à 365 jours (m³)	344 041	330 512	-3,93%
Volume consommé sur la période de relèvement ramenée à 365 jours (m³)	281 076	274 068	-2,49%
Rendement de réseau (%)	88,7%	90,1%	1,58%
Indice linéaire de perte (m³/km/jour)	0,65	0,58	-10,77%

Date barycentre relèvement : 03/10/2024

Date barycentre relèvement année n-1 : 07/10/2023

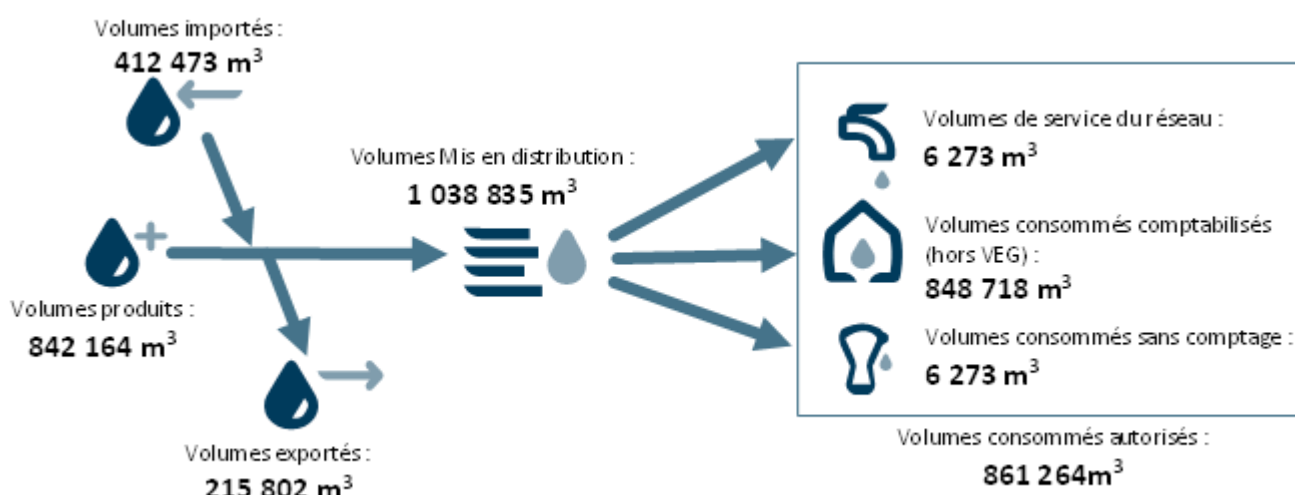
LES TEMPS FORTS DE CETTE ANNEE

Pas de restriction d'usage de l'eau en 2024.

Pour mémoire, l'année 2022 avait été marquée par une forte tension sur la ressource qui avait conduit le Préfet du Finistère à placer le département en état d'alerte renforcée sécheresse dès le **16 juillet** puis en situation de crise sécheresse le **10 août**.

Bilan hydraulique du réseau

Le schéma ci-dessous présente le bilan sur la période de relève des compteurs abonnés.



Le rendement global est légèrement en augmentation (85.85% en 2024 contre 85.58% en 2023*). L'ILP (indice linéaire de perte) moyen s'élève à 0.76 m3/jour/km.

* = après correction volumes Larzul. En effet, il a identifié une erreur dans le calcul des volumes consommés comptabilisés ce qui explique qu'historiquement le rendement de la commune de Plonéour Lanvern était toujours indiqué comme excellent. Il reste toutefois bon (87.7% en 2024. Les volumes facturés en assainissement de l'industriel Larzul étaient pris en compte dans les volumes eau Potable ! Ci-dessous les volumes pris en compte chaque année depuis l'origine du contrat :

2022	20 192 m ³
2023	11 956 m ³

Pour améliorer le rendement sur Ploneour lanvern notamment, nous avons mis en place des outils de recherche de fuite importants avec de la débitmètrie et des comptages de by-pass de vanne pour investiguer en profondeur ce réseau.

Notre surveillance au quotidien du réseau et nos campagnes de recherche de fuite déjà bien en place, avec un agent spécialisé mobilisé sur le sujet, vont se poursuivre. Nous viendrons vous présenter notre plan d'action 2025 visant à améliorer/renforcer la sectorisation/sous sectorisation qui nous semblent nécessaires pour atteindre nos objectifs contractuels très ambitieux.

Nos recherches de fuite nous conduisent parfois sur des fuites après compteur. En 2024, c'est 9 fuites signalées pour des débits allant de 0.7 à 2.8 m³/h.

Le volume dégrévé en 2024 s'élève à 5721 m3 pour un volume passé au compteur de 8675 m3.

Mise à jour du modèle hydraulique et calage

Les experts hydrauliques de SAUR en lien avec les exploitants ont mis à jour et calé le modèle hydraulique du réseau en intégrant toutes les dernières modifications.

Calage du modèle - Dynamique

350 PI mesurés

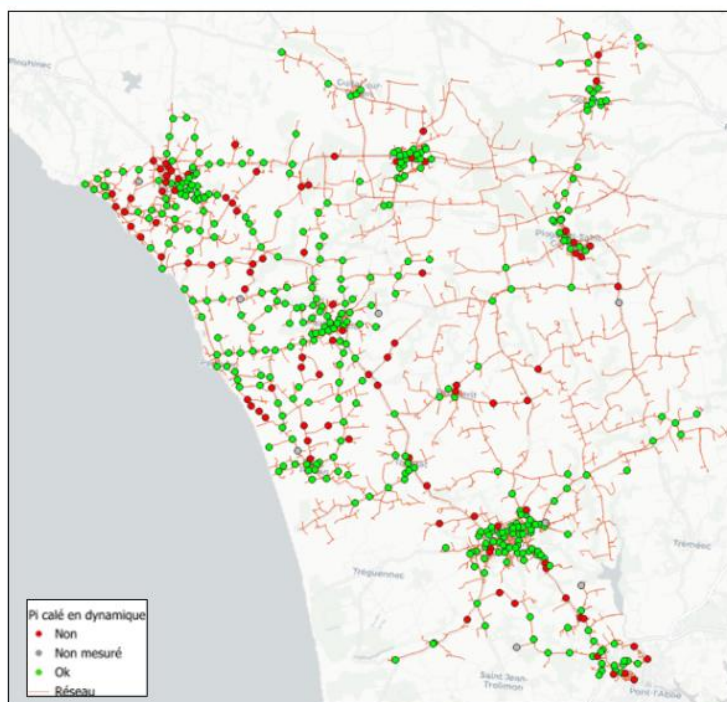
Calage à 81%

■ Non calé

➤ 66

■ Calé

➤ 284



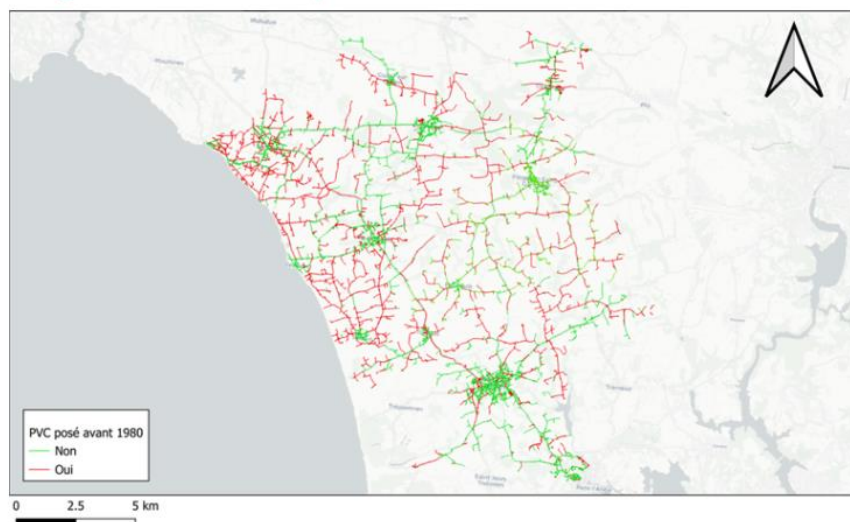
Une carte des pressions a été éditée et une proposition d'un programme de travaux pour réduire les pressions fortes est en cours de finalisation.

La carte des CVM a été mise à jour et permet à CCHPB de programmer un plan de renouvellement des canalisations à risque.

Diagnostic qualité : Analyse CVM

PVC d'avant 1980

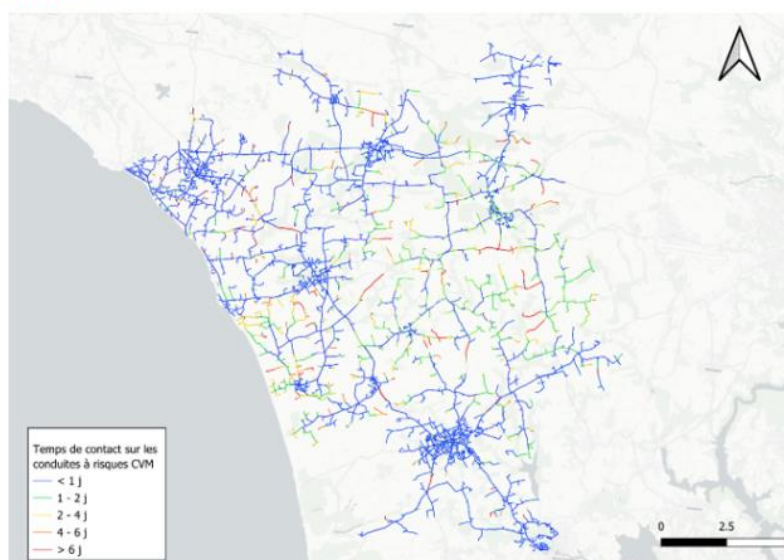
- 337 kml de canalisation concernée par un risque au CVM, soit 53% du réseau -> intégration des nouveaux plans de recollement en cours



Diagnostic qualité : Analyse CVM

Temps de contact

- 78 kml de canalisation à risque avec un temps de contact supérieur à 2 jours, soit 12% du réseau



Etude calco-carbonique.

Notre expert traitement a réalisé cette étude pour les 3 usines de production. Il a été préconisé des travaux d'amélioration sur les filières de traitement (voir chapitre amélioration).

Ce rapport d'étude présenté à CCHPB est sur le sharepoint.



ETUDE DE L'EQUILIBRE CALCO-CARBONIQUE DES EAUX PRODUITES SUR LES UNITES DE PRODUCTION EAU POTABLE de CCHPB

STATION DE KERLAERON - PLOZEVET

Calcul du temps de contact

Débit PRODUCTION en m ³ /h	Volume utile filtres à neutralité en m ³	Temps de contact en min
63	16.4	15

Le temps de contact préconisé pour la Neutralité est de 15 à 20 min. On est donc sur la limite basse, et on ne peut obtenir le pH d'équilibre qu'uniqueusement avec des filtres entièrement chargés.

Le pH d'équilibre obtenu dans ces conditions est de 8.6 pour un TAC de 4.5 °F. A ce pH, le chlore actif représente moins de 10 % du chlore libre. Le chlore actif est la forme efficace du chlore pour l'élimination des virus et des bactéries.

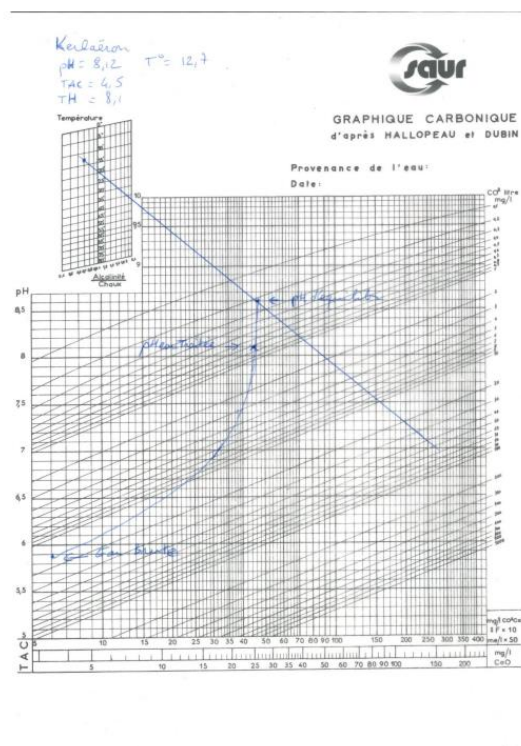
Estimation de la consommation en Neutralité (voir courbe Hallopeau et Dubin) :

Concentration CO ₂ entrée filtre en g/m ³	Consommation Neutralité
16	2.5 g/g de CO ₂

Ce qui conduit à 1 Tonne de Neutralité pour 25 000 m³ produits

Préconisations techniques SAUR :

- Augmenter le temps de contact en rajoutant un filtre à Neutralité ou diminuer le débit de la station.
- Limiter le dégazage de l'eau brute, pour conserver plus de CO₂ agressif, afin de remonter le TAC et diminuer ainsi le pH d'équilibre.



LES PRINCIPAUX TRAVAUX REALISES DANS L'ANNEE

Renouvellement du charbon actif en grain sur l'usine de production de Kerlaeron le 11 juin 2024 (après une mise en service du process en juillet 2021). On notera une très forte baisse des concentrations en ASDM dans les eaux brutes de Saint Ronan.



Des travaux de sectorisation sur le réseau

SAUR a engagé un programme de sectorisation et de sous-sectorisation du réseau qui consiste à poser en dérivation d'une vanne cavalière un comptage de petit diamètre (DN 20 ou 30) pour traquer les fuites de faibles débits (quelques centaines de litres) sur des linéaires limités. Cette technique de recherche de fuite est principalement activée de nuit quand les consommations sont les plus faibles.

Les 10 points de comptage pour sectorisation temporaire ont ainsi été posés. Le DOE de ces travaux a été déposé sur le sharepoint et ces points de sous sectorisation ajoutés au SIG.

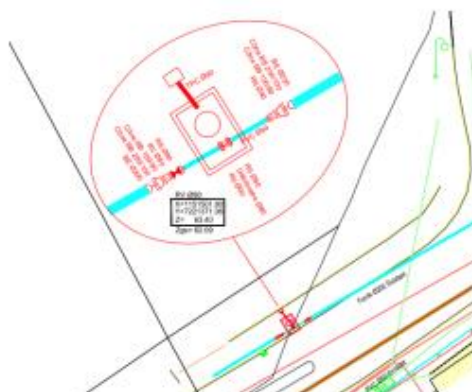


CCHPB – RESEAU EAU POTABLE RENFORCEMENT SURVEILLANCE DES VOLUMES DISTRIBUES

Plan d'action 2024 proposé pour améliorer les rendements / ILP :

Compléter le dispositif en place par la mise en place de compteurs divisionnaires supplémentaires et des comptages en by pass de vannes cavalières (existantes ou à créer) – objectif étant de réduire les secteurs de distribution et identifier/trouver plus rapidement les fuites

- **Comptage supplémentaire en ligne avec télésurveillance pour un suivi en continu (montage type ci-dessous)**



- **Comptage en by pass de vanne cavalière pour une mesure ponctuelle avec compteur (diamètre adapté à la consommation) équipé d'une tête émettrice pour être connectée à une télésurveillance mobile**



Activité CREATION DE BRANCHEMENT : 86 nouveaux branchements créés par SAUR (suivi détaillé sur le sharepoint)

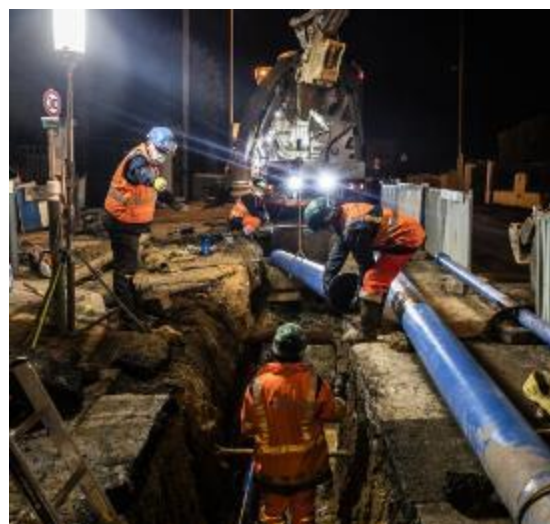


4 LE PATRIMOINE DE SERVICE

Votre patrimoine sous surveillance

VOTRE PATRIMOINE

Synthèse de votre patrimoine	
Ouvrages de prélèvement	7
Stations de production	3
Stations de surpression	7
Ouvrages de stockage	11
Volume de stockage (m³)	3 650



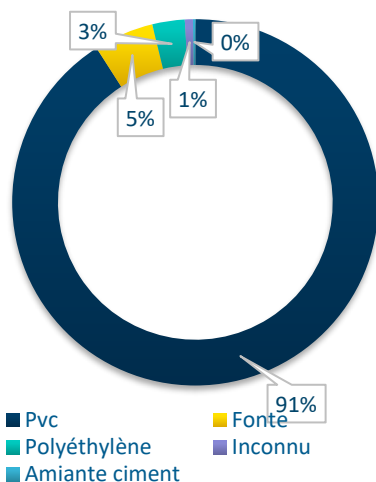
Répartition des canalisations par diamètre :

LE RESEAU

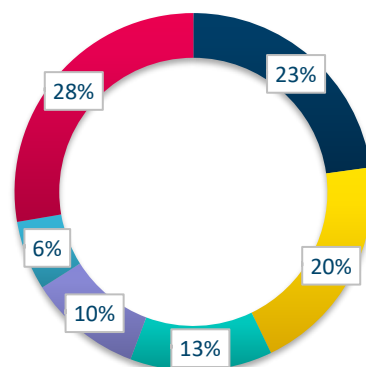
Patrimoine	2024
Linéaire de réseaux (km)	638,721

Répartition des canalisations par matériaux :

Dans les graphiques de répartition du linéaire par diamètre et matériaux, seules les cinq premières catégories sont affichées.



Matériaux	Valeur (%)
Pvc	90,93
Fonte	5,29
Polyéthylène	2,86
Inconnu	0,71
Amiante ciment	0,21



■ 63 ■ 110 ■ 50 ■ 90 ■ 140 ■ Autres

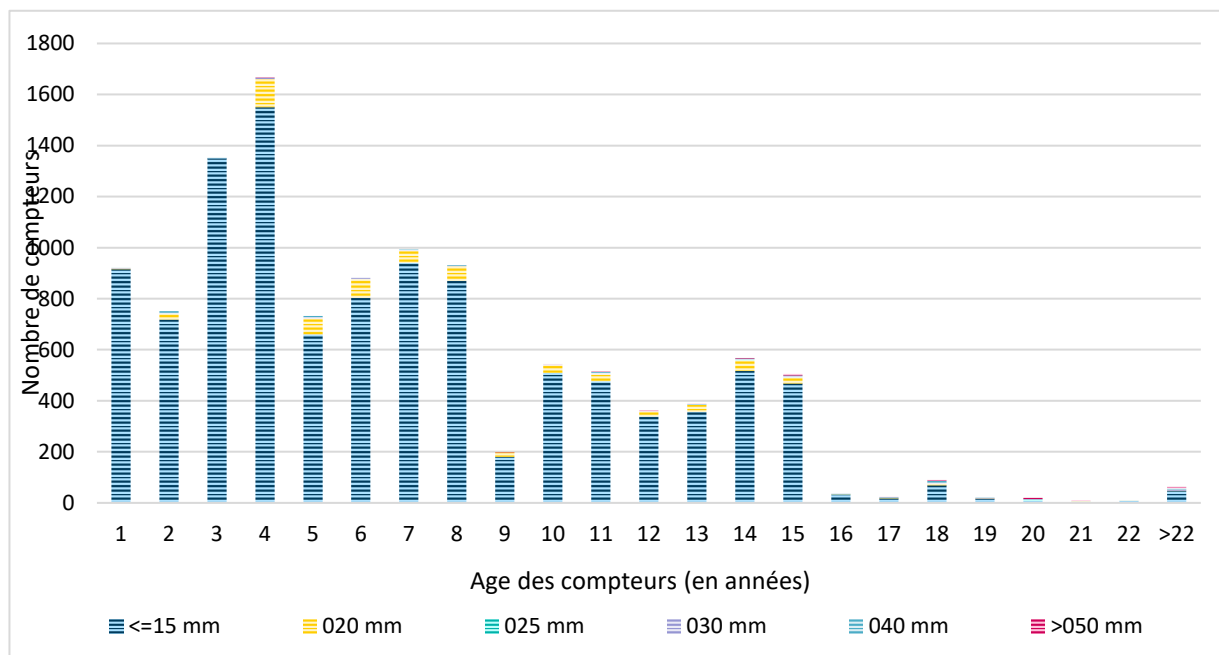
Diamètre	Valeur (%)
63	22,81
110	20,04
50	12,87
90	10,31
140	6,29
Autres	27,69

LES COMPTEURS

Sur 11 589 compteurs, 992 compteurs ont été renouvelés sur l'année 2024 soit 8,6% du parc.

Ci-dessous, barre graphe de la répartition des compteurs répertoriés sur le contrat selon le millésime des compteurs et leur diamètre en 2024.

La liste des compteurs ayant + de 15 ans est en cours d'analyse pour comprendre pourquoi ils sont encore en place et proposer un plan d'action pour les renouveler.





5 LE SERVICE AUX USAGERS

Leur satisfaction au cœur de nos préoccupations

VOS BRANCHEMENTS

	2023	2024
Nombre de branchements	11 437	11 582

Pour une meilleure compréhension :

Le Branchement : Il s'agit de l'ensemble de canalisations et d'équipements qui relient la partie publique du réseau de distribution d'eau au réseau de distribution privé d'un client. Les équipements installés comprennent au minimum un robinet d'arrêt d'eau et un compteur.

Le Compteur : C'est un équipement intégré au branchement qui permet de mesurer le volume d'eau consommé par le client.

Le Client : C'est une personne physique ou morale titulaire d'un contrat.

Les contrats abonnés : Il s'agit du nombre de contrats souscrits. Un client peut signer un ou plusieurs contrats.

Cas général :

1 Client = 1 Contrat = 1 Branchement = 1 Compteur

Cas particuliers :

-1 Client = 1 Branchement = 2 Compteurs

- Compteur domestique
- Compteur d'arrosage

-1 Client = y Contrats = n Branchements = x Compteurs

Exemple : la collectivité souscrit deux contrats : un pour la mairie (1 compteur), la salle des fêtes (1 compteur) la piscine (2 compteurs), etc. un autre contrat pour l'école primaire (1 compteur) et la cantine scolaire (2 compteurs).



LES VOLUMES CONSOMMES COMPTABILISES HORS VENTE EN GROS (VEG)

	2023	2024
Volumes consommés comptabilisés hors VEG (m³)	879 064	848 718

Les volumes consommés comptabilisés : Conformément au décret de décembre 2013, les volumes au niveau de la synthèse sont ajustés sur une période de 365 jours. Les volumes en annexes sont relevés au niveau des compteurs clients pendant la période de relève (352j) pour être le plus représentatifs par rapport à la relève réelle des compteurs.

Les volumes d'eau potable consommés comptabilisés par les clients du périmètre de votre contrat n'incluent pas les ventes d'eau en gros et/ou les volumes exportés.

Attention :

Les volumes consommés comptabilisés hors VEG peuvent être différents des Volumes facturés (dégrèvements). Les volumes consommés comptabilisés hors VEG sont composés des volumes relevés ainsi que des volumes estimés.

Les volumes facturés : Volumes consommés, ajustés en fonction des corrections administratives éventuelles (dégrèvements, réajustements, annulations et réémissions de factures, etc.).

Le présent rapport indique les volumes consommés comptabilisés, tandis que le décompte de gestion présente les volumes facturés.

LA RELATION AVEC LES CLIENTS

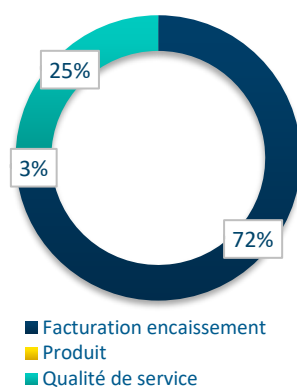
LES RECLAMATIONS ET INSATISFACTIONS REÇUES

Réclamation client : Tout contact avec un client lié au non-respect des engagements contractuels, réglementaires ou internes de Saur vis-à-vis de lui.

Insatisfaction client : Tout contact exprimant un mécontentement non lié à une réclamation.

Motifs de réclamations et insatisfactions (tous modes de transmission)	2023	2024
Facturation encaissement	18	29
Produit	8	1
Qualité de service	16	10
TOTAL	42	40

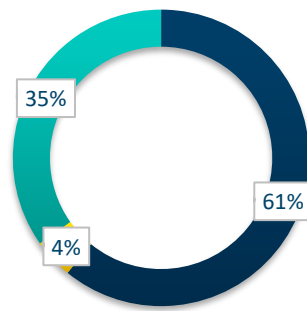
Réclamations /insatisfactions par type



Les réclamations reçues

Motifs de réclamations (tous modes de transmission)	2023	2024
Facturation encaissement	6	14
Produit	0	1
Qualité de service	9	8
TOTAL	15	23

Réclamations par type

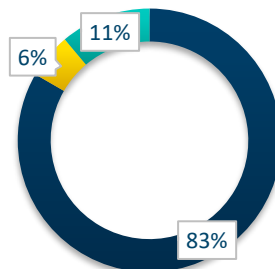


■ Facturation encaissement ■ Produit ■ Qualité de service

Les insatisfactions reçues

Motifs d'insatisfactions (tous modes de transmission)	2023	2024
Facturation encaissement	12	15
Produit	8	0
Qualité de service	7	2
TOTAL	27	17

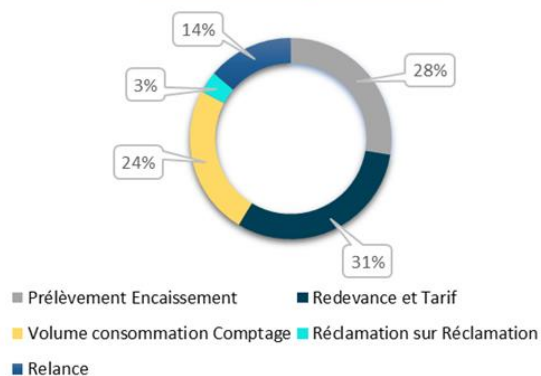
Insatisfactions par type



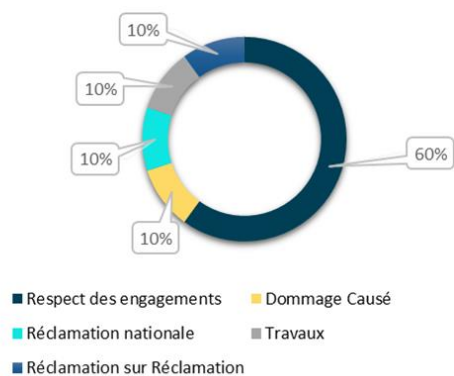
■ Facturation encaissement ■ Produit ■ Qualité de service

Les réclamations et insatisfactions reçues par motifs

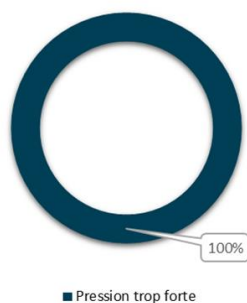
Réclamations / insatisfactions Facturation Encaissement par motifs



Réclamations/insatisfactions QUALITE DE SERVICE par motifs

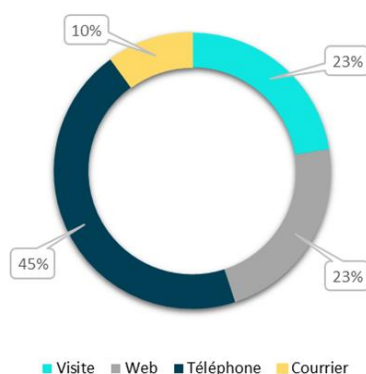


Réclamations/insatisfactions PRODUIT par motifs



Mode de contact des réclamations et insatisfactions reçues

Réclamations /insatisfactions mode de contact



LA RELATION AVEC LES CLIENTS

Chiffres clés 2024

Les mouvements d'abonnés :

787 abonnements

600 résiliations

Modalité de paiement des factures d'eau :

7 201 abonnés mensualisés (62,8%)

6 455 abonnés avec factures dématérialisées (56,3%)

1 961 abonnés avec prélèvement semestriel (17,1%)

Relation avec les abonnés par origine :

La relation avec les abonnés par origine	Nombre
Email	13
Téléphone	3298
Site Internet	1369
Espace client	43
Courrier	472
Visite accueil	1107

Engagement envers les abonnés

Intitulé	Engagement de résultats	Résultats 2024
Délai de remise d'un devis (à compter de la réception de la demande de l'abonné)	< 9 jours	En attente données consolidées service clientèle/travaux
Délai d'information de l'abonné sur la date de commencement d'exécution des travaux (en jours calendaires avant la date de commencement)	< 10 jours	
Délai de réalisation des travaux de branchement neuf (en jours ouvrés)	< 35 jours	
Délai d'information de l'abonné/tiers sur la date de contrôle (en jours calendaires avant la date prévue pour le contrôle)	< 7 jours	
Délai d'information préalable de l'abonné lors d'un contrôle de son ouvrage de prélèvement, puits ou forage (en jours calendaires avant la date prévue pour le contrôle)	< 10 jours	
Délai d'intervention pour l'ouverture d'un branchement neuf	< 2 jours	
Délai d'intervention pour l'ouverture d'un branchement existant	< 2 jours	
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	8,5	2,16
Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	99%	99%
Délai de réponse à toute demande d'un abonné ou d'un tiers :		
Demande relative à la facturation	< 72 heures	En attente données consolidées service clientèle
Autre demande par mail	< 48 heures	
Autre demande par courrier	< 10 jours	
Prise de rendez-vous sur le terrain	2 heures	

TARIF AU 1^{ER} JANVIER 2025

POUR UNE CONSOMMATION DE 120 M³

Tarif de l'Eau potable	
Abonnement, part SAUR	29,37€ HT
Abonnement, part collectivité	43,22 € HT
Consommation, Part SAUR Production et distribution	0,3125 € HT
Consommation, Part SAUR Achat d'eau	0,4579 € HT
Consommation, part collectivité	0,8752 € HT
Redevance Consommation part Consommation (Agence de l'eau) et Redevance Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	0,3630 € HT
Redevance consommation part Performance (Agence de l'eau) et Redevance Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	0,0200 € HT
TVA	5,5%
Prix total de l'eau pour 120 m ³	333,41 € TTC
Soit 2,78 €TTC/m³	

La facture 120m3 2025 est fournie en annexe.



6 BILAN DE L'ACTIVITE DE CETTE ANNEE

Un regard sur notre activité

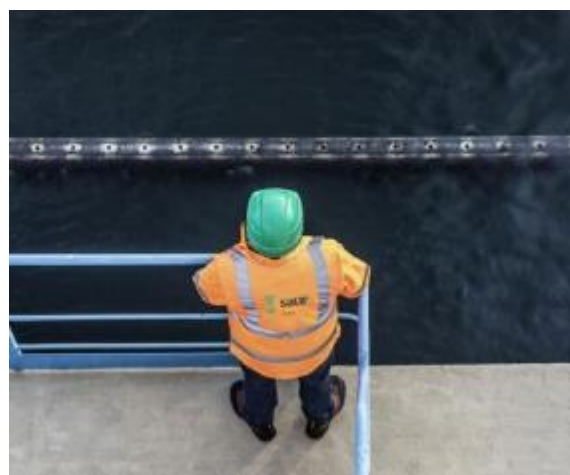
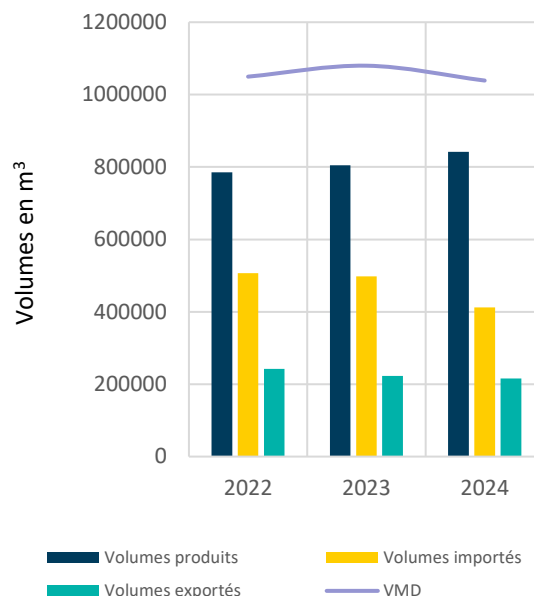
LA SYNTHÈSE DES VOLUMES

Les volumes présentés dans les sections ci-dessous sont extrapolés sur la période de relève de 352j et ramenés sur 365j afin de répondre aux exigences du décret de décembre 2013.

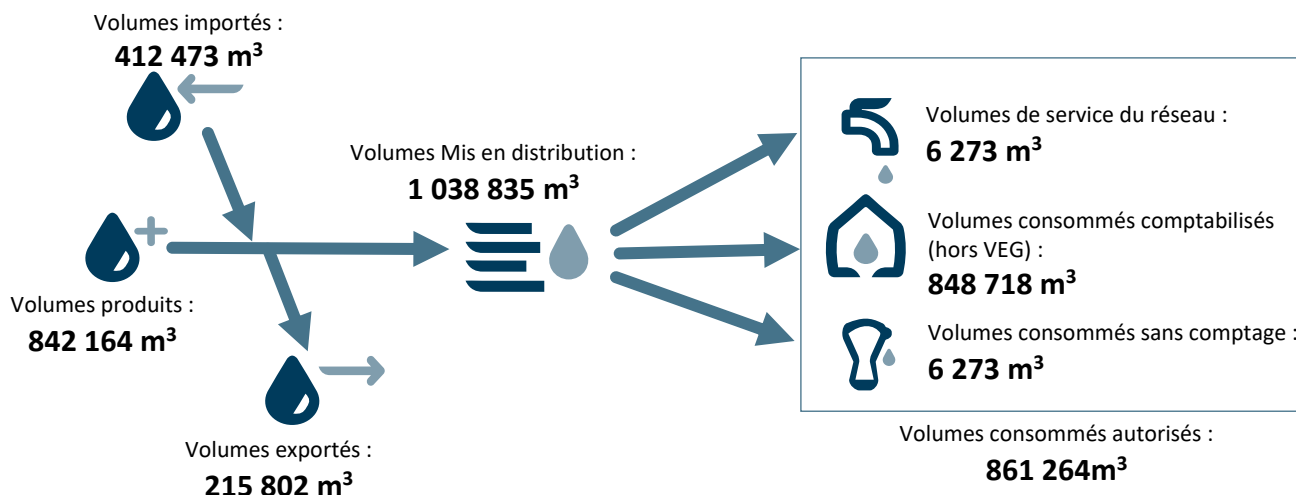
Synthèse des volumes (m³) transitant dans le réseau	2023	2024
Volumes produits	804 718	842 164
Volumes importés	497 925	412 473
Volumes exportés	222 733	215 802
Volumes mis en distribution	1 079 910	1 038 835
Volumes consommés comptabilisés hors VEG	879 064	848 718

- **les volumes produits** sont les volumes issus des ouvrages du service et introduits dans le réseau de distribution.
- **les volumes importés** sont les volumes d'eau en provenance d'un service d'eau extérieur.
- **les volumes exportés** sont les volumes d'eau livrés à un service d'eau extérieur.
- **les volumes mis en distribution** correspondent à la somme des volumes produits et importés, auxquels on soustrait les volumes exportés.
- **les volumes consommés autorisés** sont la somme des volumes consommés comptabilisés hors vente en gros sur 365 jours, des volumes sans comptage (essai de poteaux d'incendie, arrosage, ...) et des volumes de service du réseau (purges, nettoyage de réservoirs, ...).

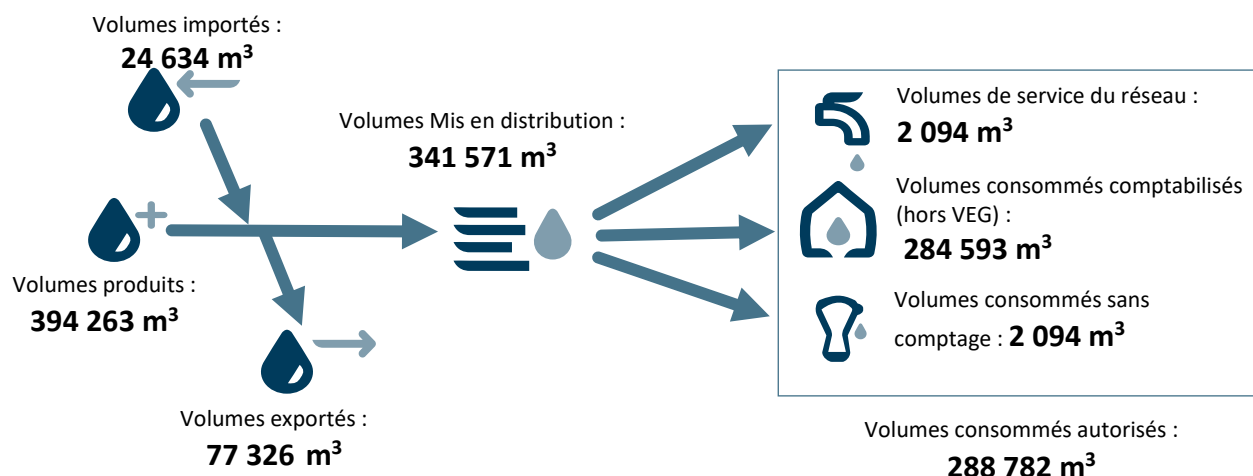
L'évolution des volumes



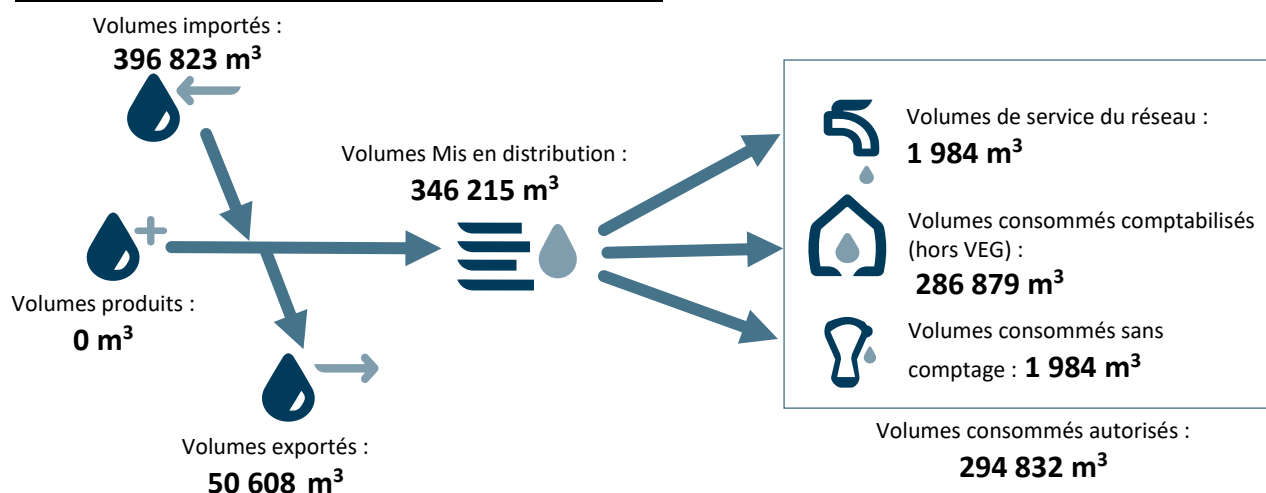
Périmètre global :



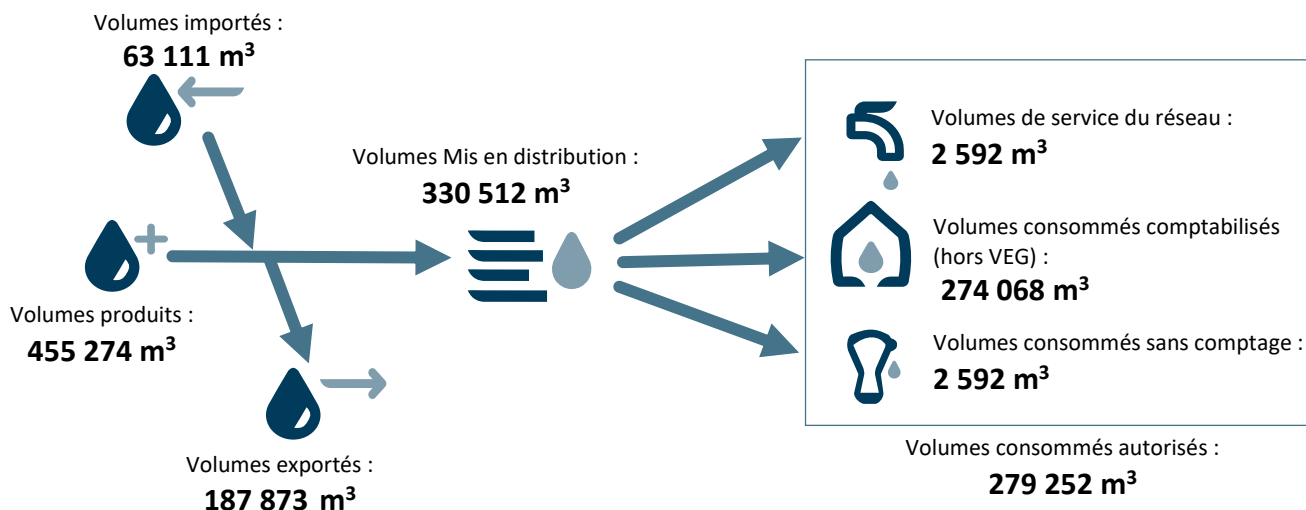
Ex-périmètre St Ronan (Plozévet-Plovan-Pouldreuzic-Tréogat) – code SAUR 2934



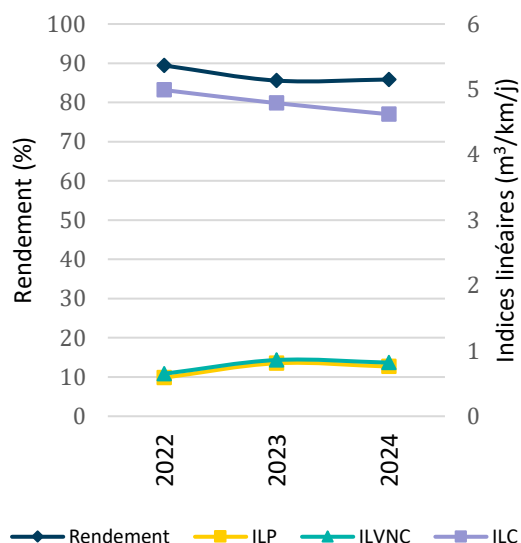
Ex-périmètre Plonéour-Lanvern – code SAUR 2962



Ex-périmètre Gourlizon-Plogastel-Peumerit- Guiler-Landudec – code SAUR 2964



L'EVOLUTION DES RENDEMENTS ET INDICES



LES RENDEMENTS DU RESEAU

	2023	2024
Rendement primaire (%)	81,40%	81,70%
Rendement IDM (%)	85,58%	85,85%

- **le rendement primaire** correspond au ratio des volumes consommés sur les volumes mis en distribution.
- **le rendement IDM** correspond au ratio des volumes d'eau consommés autorisés sur les volumes mis en distribution.

Le vieillissement du réseau est l'un des principaux facteurs de dégradation du réseau. Une politique de gestion patrimoniale adaptée permet d'optimiser les performances de vos réseaux.



L'INDICE LINEAIRE DE PERTES (ILP)

	2023	2024
Indice linéaire de pertes (m³/km/j)	0,81	0,76

- **L'Indice Linéaire de Pertes (ILP)** correspond au volumes perdus par jour et par kilomètre de réseau.

Cet indicateur permet de quantifier, par kilomètre de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés. Il permet de mesurer la performance du réseau en fonction de sa nature.

L'INDICE LINEAIRE DES VOLUMES NON COMPTES (ILVNC)

	2023	2024
Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)	0,86	0,82

- **L'Indice Linéaire des volumes non comptés (ILVNC)** correspond au ratio des volumes non comptés par jour, par kilomètre de réseau.

Cet indicateur permet de quantifier, par kilomètre de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution reflètent la mise en œuvre de la politique de comptage aux points de livraison et l'efficacité de la gestion du réseau.

L'INDICE LINEAIRE DE CONSOMMATION (ILC)

	2023	2024
Indice linéaire de consommation (m³/km/jour)	4,79	4,62

- **L'Indice Linéaire de consommation (ILC)** correspond au ratio des volumes consommés autorisés et des volumes exportés par kilomètre de réseau.

Ce ratio est utilisé pour évaluer la conformité du rendement du réseau.

LA CAPACITE DE STOCKAGE

Synthèse des volumes mis en distribution	
Capacité de stockage du réseau*	3 620 m ³
Volume moyen mis en distribution	2 846 m ³ /j
Capacité d'autonomie	1,3 j

*Le calcul de l'autonomie ne prend pas en compte les volumes des bâches d'eau brute



LES CONSOMMATIONS DE REACTIFS

Produit	2023	2024	Unité
Carbonate calcium	45 200	46 900	kg
Eau de Javel	7 050	6 750	kg

LA CONSOMMATION ENERGETIQUE

Le tableau ci-après présente les consommations d'énergie calculées à partir de la facturation du distributeur pour l'ensemble du contrat au cours de l'exercice, et prennent en compte toutes les corrections de facturation : avoirs et rattrapages.

	2023	2024
Consommation en KWh	701 483	678 745

Face au défi environnemental et climatique et à la nécessité absolue de réduire drastiquement les émissions humaines de CO₂, de nombreuses entreprises françaises se sont engagées dans la transition énergétique.

Dans ce cadre, SAUR a mis en place un plan d'action visant à optimiser ses consommations d'énergie. Des améliorations des conditions d'exploitation sont apportées, et un suivi de l'évolution des consommations d'électricité est réalisé tous les mois sur l'ensemble du parc, afin de détecter d'éventuelles dérives.

A man with glasses and a white lab coat is focused on writing in a form on a laboratory bench. He is holding a pen in his right hand. The background shows a window with a view of greenery outside and some laboratory equipment on the bench, including a digital scale and some containers.

7 LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

La qualité de l'eau, notre priorité

L'eau potable est une denrée alimentaire, c'est pourquoi elle fait l'objet d'un suivi régulier et rigoureux. SAUR œuvre chaque jour afin de vous fournir, en toutes circonstances, de l'eau de grande qualité.

Le code de la santé publique (CSP, articles L1321-1 à 10 et R1321-1 à 63) précise les dispositions à respecter par la personne publique responsable de la production et de la distribution des eaux. Ce chapitre présente les résultats de conformité de l'eau par rapport à la réglementation, en distinguant les paramètres bactériologiques et physico-chimiques.

Par ailleurs, il vous est présenté en annexe une synthèse des problématiques émergentes de qualité d'eau, en lien avec les évolutions du contexte réglementaire :

- la problématique des pesticides et de leurs métabolites,
- la problématique des PFAS,
- la problématique des nouveaux paramètres et seuils réglementaires liés à la Transcription de la Directive Européenne Eau,
- la problématique des nouvelles exigences pour l'autocontrôle réalisé par la PRPDE, liée à l'arrêté du 30 décembre 2022,
- la problématique de la mise en place des PGSSE, en lien avec l'arrêté du 3 janvier 2023.

SAUR est bien entendu à disposition pour vous accompagner dans la gestion de ces nouvelles problématiques le cas échéant.

SYNTHESE QUANTITATIVE DES ANALYSES D'EAU BRUTE EN 2024

L'eau brute constitue la ressource et peut être issue d'eau souterraine (sources, forages) ou d'eau de surface (rivières, lacs, barrages ...).

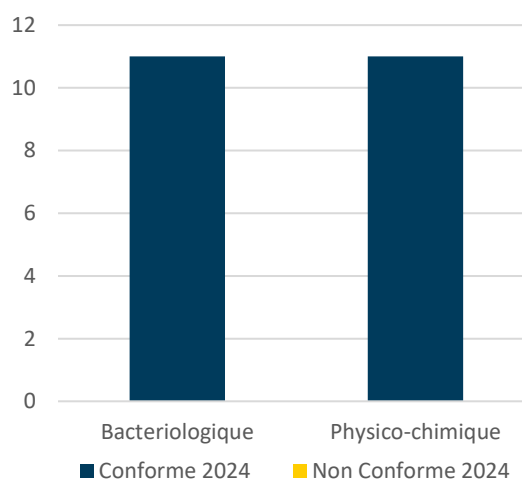
	2023	2024
Nombre d'échantillons Bactériologiques analysés	1	1
Nombre d'échantillons physicochimiques analysés	29	29
Nombre d'échantillons analysés (ARS)	29	29



DETAIL DE LA CONFORMITE DE L'EAU AU POINT DE MISE EN DISTRIBUTION

L'eau au point de mise en distribution est considérée comme représentative de la qualité de l'eau sur le réseau de distribution d'une zone géographique déterminée. Provenant d'une ou plusieurs sources, sa qualité peut être considérée comme uniforme en distribution.

Nombre d'analyses d'eau au point de mise en distribution conformes et non conformes :



Taux de conformité des analyses d'eau au point de mise en distribution :

Type d'analyse	2023	2024
Analyses Bactériologiques	100%	100%
Analyses Physicochimiques	100%	100%



8 LES INTERVENTIONS REALISEES

Préserver et moderniser votre patrimoine

LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION

Bilan des interventions d'exploitations

Tout au long de l'année, SAUR réalise des opérations sur les installations et le réseau de la collectivité afin d'assurer la bonne distribution de l'eau.

Synthèse du nombre d'interventions par type	2023	2024
Nettoyage des réservoirs	10	12
Réparation de fuites ou de casses sur conduite	33	25
Réparation de fuites ou de casses sur branchement	4	6
Interventions d'entretien	69	109

Le détail des interventions se trouve en annexe.

Mise en sécurité des ouvrages de stockage

L'article L4121-1 du Code du Travail impose à l'employeur d'assurer la sécurité et la santé des travailleurs. Le risque de chute de hauteur est un risque majeur identifié dans le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels de SAUR. Les agents qui interviennent dans le cadre du lavage, de la maintenance ou de l'exploitation des réservoirs sont exposés à ce risque.

Fortement sensibilisée depuis le décès en 2018 d'un agent salarié de l'entreprise lors d'une intervention de lavage de réservoir sur tour dans la Manche, SAUR met en œuvre des mesures conservatoires afin de supprimer ce risque lorsqu'il est présent. L'état des lieux dressé par un groupe de travail national spécialisé en Prévention des Risques a conduit à la révision des procédures d'intervention en hauteur et à la réalisation d'audits de sécurité ciblés. Ces audits ont pour objectif d'évaluer les éventuelles carences constatées au regard des normes actuelles, de présenter les mesures correctives nécessaires et d'estimer le montant des travaux pour la mise en conformité des ouvrages concernés. Suivant l'avancement, nos équipes sont amenées à vous présenter les conclusions, accompagnées, lorsque cela s'avère nécessaire, de l'estimation des travaux (sécurisation des voies d'accès, installation de protections collectives...).

Nous sommes convaincus de l'importance que vous accordez à cette exigence de sécurité à déployer dans vos ouvrages et vous invitons à vous reporter au chapitre dédié aux propositions d'amélioration si l'un de vos ouvrages a fait l'objet d'un audit cette année



Source de pertes dans les réseaux d'eau :

L'origine des fuites, qu'elles soient dues à des fissures de canalisation, à des colliers de prise en charge défectueux ou à des joints détériorés, nécessite une action pour les détecter rapidement et efficacement. L'instrumentation des réseaux par l'installation de capteurs permanents ou temporaires connectés à des systèmes de télégestion offre une solution concrète. Ces capteurs améliorent les techniques de corrélation acoustique, facilitant ainsi la détection des fuites.

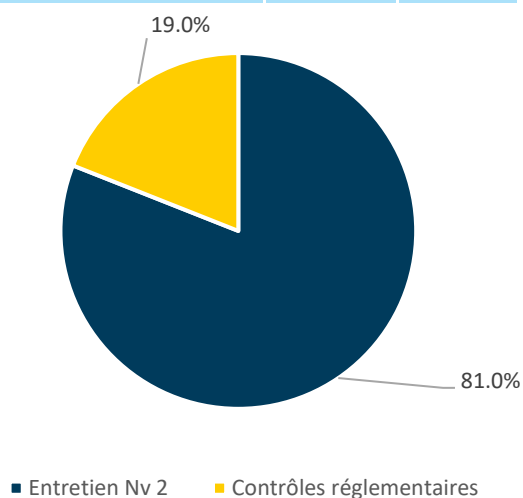
Le vieillissement du réseau reste un défi majeur. Pour atténuer son impact, une politique de gestion patrimoniale adaptée s'impose. En vous proposant d'investir dans la modernisation et la mise à niveau des infrastructures, il est possible d'optimiser les performances de vos réseaux tout en prolongeant leur durée de vie, assurant ainsi une distribution fiable de l'eau potable.

LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE

Les opérations de maintenance ont pour but de maintenir ou de rétablir un groupe fonctionnel, un équipement ou du matériel dans un état spécifié, ou de leur restituer les caractéristiques de fonctionnement requises.

Répartition des interventions de maintenance selon leur type

Nombre d'interventions de maintenance selon leur type	2023	2024
Entretien niveau 2	55	98
Contrôles réglementaires	19	23



Les interventions de contrôles réglementaires ont pour objectif de vérifier la conformité des installations et des équipements suivants, dans le but de garantir la sécurité du personnel :

- installations électriques
- systèmes de levage
- ballons anti-béliers

Les interventions d'entretien de niveau 1 : désigne les opérations de maintenance préventive et/ou corrective **simples** (réglages, remplacement de consommables, graissages ...). Ce type d'entretien n'est pas abordé dans le rapport.

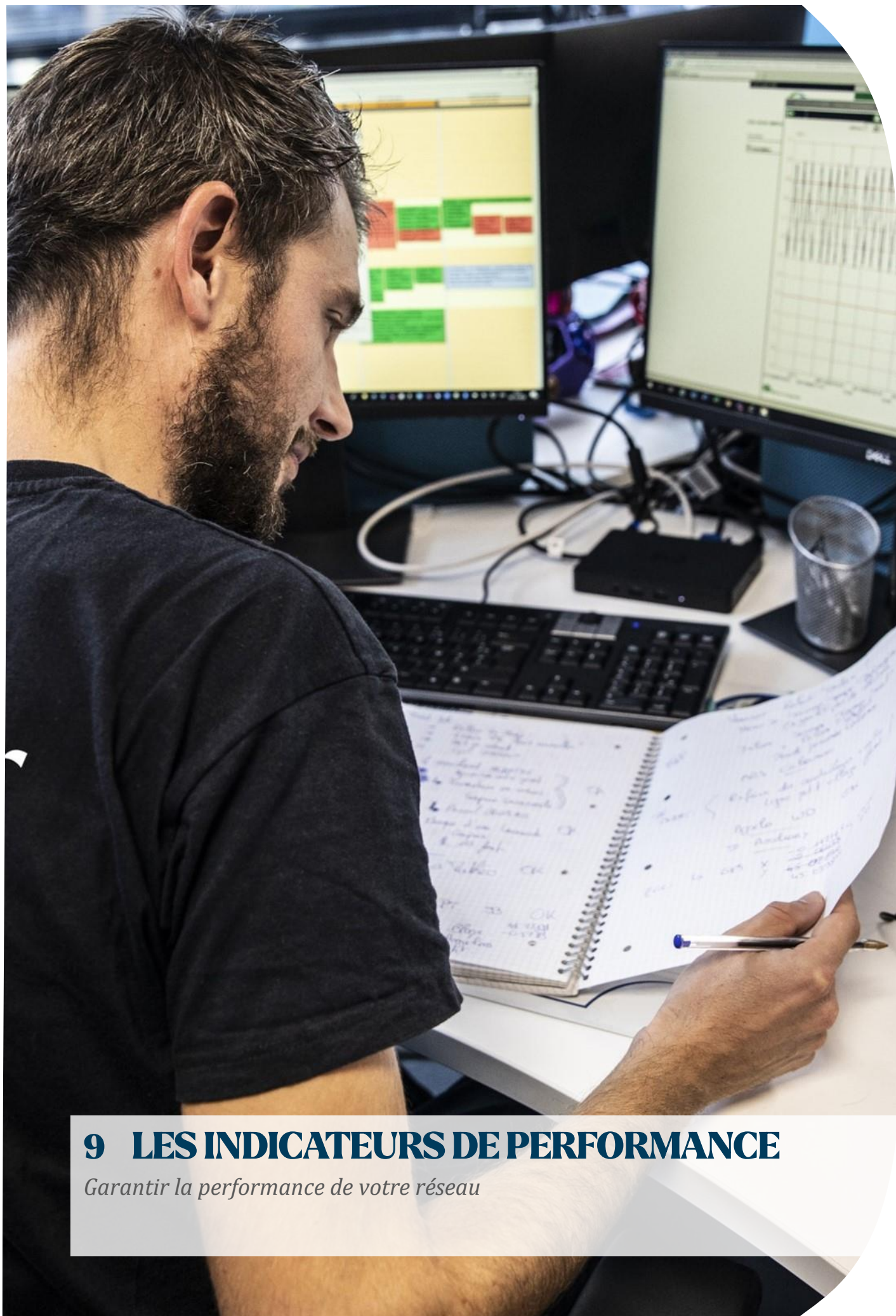
Les interventions d'entretien de niveau 2 : désigne les opérations de maintenance préventive et/ou corrective de **complexité moyenne** (réparations réalisées en ateliers spécialisés, remplacement d'équipements ou sous équipements). L'entretien 2ème niveau n'inclut pas les opérations de renouvellement dans le cadre du compte de renouvellement et/ou du programme de renouvellement

Ces interventions de maintenance peuvent être soit de nature :

- curative : opération faisant suite à un dysfonctionnement ou à une panne.
- Préventive : opération réalisée lors du fonctionnement normal d'un équipement afin d'assurer la continuité de ses caractéristiques de marche et d'éviter l'occurrence d'une panne.

Contrôles métrologiques : ils permettent de vérifier la justesse des appareils de mesures (débitmètres, préleveurs entrée / sortie STEP, échelles de mesure hauteurs ...) afin d'assurer et contrôler la fiabilité des données récoltées.





9 LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Garantir la performance de votre réseau

LES INDICATEURS DU MAIRE (IDM) ISSUS DU DECRET DU N° 2007-675 ET DE L'ARRETE DU 02 MAI 2007

Les indicateurs descriptifs du service de l'année 2024

QUALITE DE L'EAU		
P101.1 : Taux de conformité des prélèvements d'eau distribuée effectués dans le cadre du contrôle sanitaire par rapport aux normes de qualité microbiologique	P102.1 : Taux de conformité des prélèvements d'eau distribuée effectués dans le cadre du contrôle sanitaire par rapport aux normes de qualité pour les paramètres physico-chimiques	Somme des volumes consommés comptabilisés et des volumes vendus en gros
100%	100%	1 064 520 m³
Pourcentage de prélèvements conformes, réalisés par l'Agence Régionale de Santé (ARS) dans le cadre du Contrôle Sanitaire, ou par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire, conformément à l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution jugé conforme selon la réglementation en vigueur.	Pourcentage de prélèvements conformes, réalisés par l'Agence Régionale de Santé (ARS) dans le cadre du Contrôle Sanitaire, ou par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire, conformément à l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution jugé conforme selon la réglementation en vigueur.	Volumes sur la période de relèvement ramenés à 365 jours.

PERFORMANCE DE RESEAU			
P104.3 : Rendement du réseau de distribution	Somme des volumes produits et des volumes importés	P108.3 : Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Volumes prélevés dans le milieu naturel
85,85%	1 254 637 m³	100%	842 167 m³
Voir le détail du calcul de l'indicateur dans la section dédiée.	Volumes sur la période de relèvement ramenés à 365 jours. Données de consolidation.	Niveau d'avancement (%) de l'ensemble des démarches administratives et opérationnelles visant à protéger le ou les points de prélèvement situés dans l'environnement naturel	<u>Donnée fournie à titre indicatif</u> Les volumes prélevés sont ceux issus des exhaures. Volumes sur l'année civile

PERFORMANCE DE RESEAU			
P107.2 : Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	VP.140 Total de la longueur des canalisations renouvelées au cours des cinq dernières années	VP.077 Longueur totale du réseau de distribution au 31/12	P103.2 : Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable
0,34%	10,995 km	639,751 km	120/120
Rapport de la longueur de réseau (à l'exclusion des branchements) renouvelée au cours des cinq dernières années par rapport à la longueur totale du réseau de distribution.	Données de consolidation de l'indicateur P107.2.	Données de consolidation de l'indicateur P107.2.	Voir le détail du calcul de l'indicateur dans la section dédiée.

PERFORMANCE DE RESEAU		
P106.3 : Indice linéaire des pertes d'eau sur le réseau	P105.3 : Indice linéaire des volumes non comptés	P110.3 : Indice linéaire de consommation
0,76 m³/km/j	0,82 m³/km/j	4,62 m³/km/j
L'indice linéaire des pertes en réseau évalue les pertes dues aux fuites sur le réseau de distribution. Ces pertes d'eau comprennent à la fois les pertes apparentes (telles que des volumes détournés et des problèmes de comptage) et les pertes réelles (comme les fuites dans les canalisations, sur le réseau, et au niveau des réservoirs).	L'indice linéaire des volumes non comptés évalue la somme des pertes dues aux fuites et des volumes d'eau consommés sur le réseau de distribution qui ne sont pas mesurés.	L'Indice linéaire de consommation évalue la quantité d'eau consommée par kilomètre de réseau. Il est utilisé pour évaluer si le rendement du réseau satisfait aux exigences du décret du 27 janvier 2012 en matière de conformité.

SERVICE A L'USAGER		
D102.0 : Prix TTC du service d'eau potable au m³ pour 120 m³ au 01/01/ N+1	D102.0 : Prix TTC du service d'eau potable au m³ pour 120 m³ au 01/01/ N	D101.0 : Estimation du nombre d'habitants desservis par le service public d'eau potable
2,75€	2,70€	Attente info CCHPB
Le détail du prix de l'eau se trouve dans le chapitre dédié.	Le détail du prix de l'eau se trouve dans le chapitre dédié.	Donnée de consolidation de l'indicateur D102. Sont considérées le nombre de personnes desservies par le service, y compris les résidents saisonniers. Le nombre d'habitant est établis selon les données INSEE.

SERVICE A L'USAGER		
D151.0 Délai maximal d'ouverture des branchements eau potable pour les nouveaux abonnés défini par le service	P152.1 : Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	P155.1 : Taux des réclamations du service de l'eau potable pour 1 000 abonnés
2 jours	99%	0,17 ‰
Temps d'attente maximum contractuel pour la fourniture de l'eau aux nouveaux abonnés dotés d'un branchement fonctionnel.	Pourcentage du nombre d'ouvertures de branchements réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service clientèle.	Cet indicateur englobe toutes les réclamations écrites de nature diverse concernant le service de l'eau, à l'exception de celles liées aux tarifs pratiqués.

SERVICE A L'USAGER		
P151.1 : Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées pour 1 000 contrats abonnés	VP.020 Nombre d'interruptions de service non programmées	VP.056 Nombre de contrats abonnés desservis
2.16 ‰	25	11 583 abonnements
	Les coupures prises en compte sont les coupures par suite d'incident sur le réseau sans considération du nombre d'abonnés impactés ou de la cause et les coupures dû à une non-conformité de l'eau distribuée, sans que les abonnés concernés aient été informés à l'avance.	Données de consolidation des indicateurs 151.1 et P155.1.

SERVICE A L'USAGER		
P154.0 : Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	VP.268 Montant des factures impayées au 31/12/2024	Chiffre d'affaires, facturé en 2023 (hors travaux)
1.78%	48 501	2 719 095€ TTC
Le taux de factures impayées au 31/12/ 2024 représente la proportion des factures émises au titre de l'année 2023 qui demeurent impayées à la date du 31/12/2024.	Données de consolidation de l'indicateur P154.0. Concerne les factures émises au titre de l'année 2023 qui demeurent impayées à la date du 31/12/2024.	Données de consolidation de l'indicateur P154.0.

SOLIDARITE		
P.109.0 Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité du service de l'eau potable	VP.119 Montants en Euro des abandons de créances	VP.232 Volumes consommés comptabilisés incluant les volumes vendus en gros propre à la consommation
Cet indicateur est calculé automatiquement dans le SISPEA	En cours de consolidation	1 064 520
Montant des abandons de créances annuels et des montants versés à un fond de solidarité divisé par le volumes consommés facturés.	Données de consolidation de l'indice P.109.0-1.	Volumes sur la période de relèvement ramenés à 365 jours. Données de consolidation de l'indice P.109.0-1.



10 LES PROPOSITIONS D'AMELIORATION

Améliorer votre patrimoine, une priorité

ARRET DES RESEAUX 2G ET 3G

Les réseaux 2G et 3G, notamment utilisés pour la gestion de l'eau potable et de l'assainissement, seront progressivement arrêtés d'ici 2029, avec d'abord l'arrêt de la 2G entre fin 2025 et fin 2026 puis l'arrêt de la 3G entre fin 2028 et fin 2029. Cette évolution technologique implique donc le remplacement de certains équipements actuellement en service.

Vous êtes concernés par cette évolution et une partie de vos équipements sensibles (de télégestion assurant la surveillance 24h/24 de vos installations et de télérelève le cas échéant) **doit faire l'objet d'un changement de technologie dès cette année.**

Nous vous proposons de suivre un plan d'action s'appuyant sur les étapes suivantes :

- réactualisation des inventaires des installations et équipements concernés,
- chiffrage du coût de remplacement par des modèles compatibles 4G et 5G,
- définition du mode de financement et de mise en place des solutions de communication adaptées.

Afin de vous accompagner au mieux dans cette transition **vous serez contacté très prochainement par votre interlocuteur SAUR** qui vous expliquera en détail le niveau d'urgence pour votre territoire, l'impact du changement sur vos installations et les mesures de remplacement à engager pour garantir la continuité de service.

Pour en savoir plus et comprendre plus largement quelles sont les conséquences de l'arrêt de la 2G et de la 3G pour votre territoire :

- la Fédération Française des Télécoms a publié récemment une FAQ <https://www.fftelecoms.org/nos-travaux-et-champs-dactions/reseaux/foire-aux-questions-sur-la-fermeture-des-reseaux-2g-et-3g/> ;
- l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse) et la DGE (Direction générale des Entreprises) se tiennent également à votre disposition.

TRAVAUX CONCESSIONS PREVUS AU CONTRAT

Les travaux d'amélioration (voir listing ci-dessous) prévus au contrat sont tous réalisés.

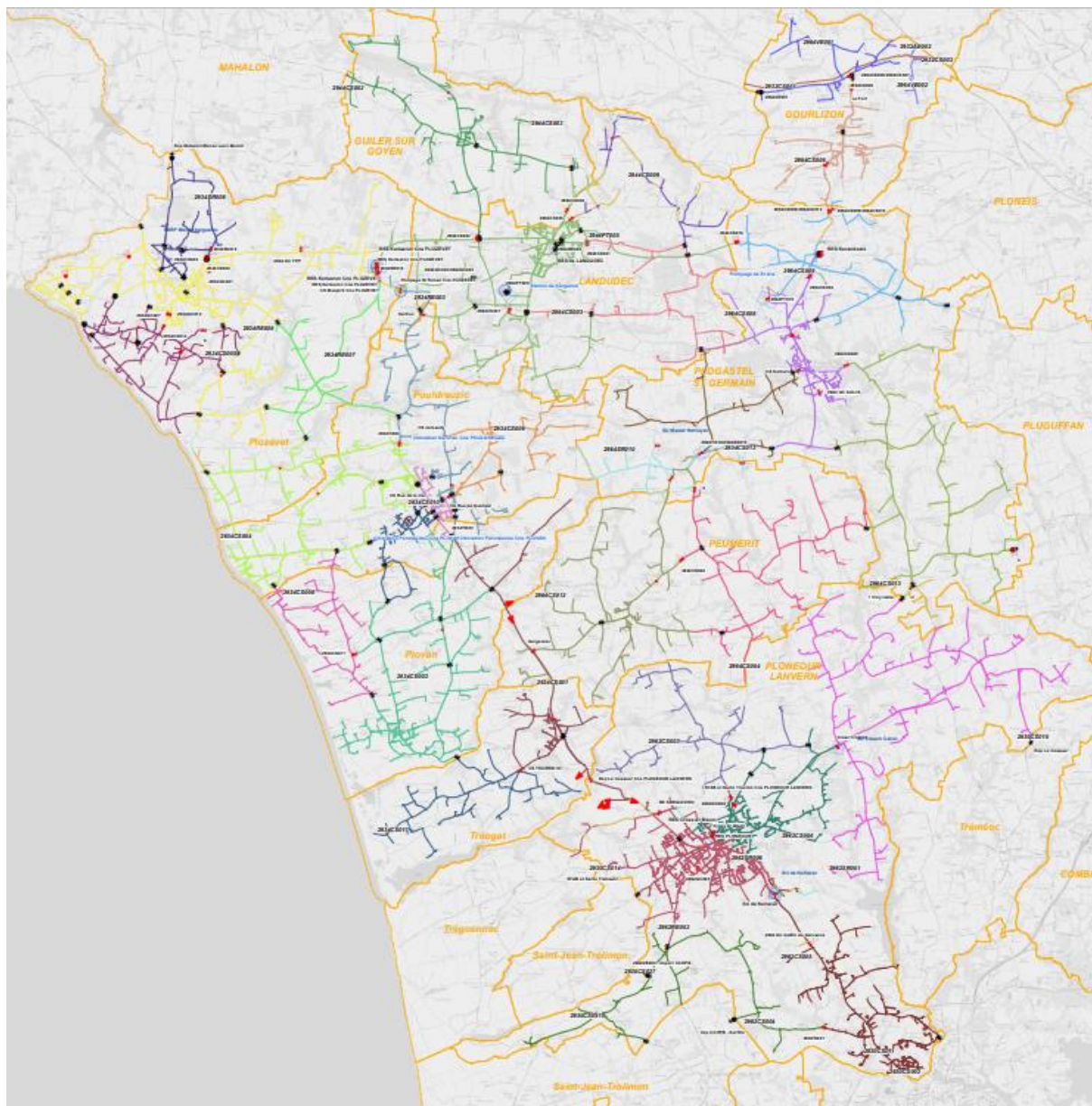
AMELIORATIONS / INVESTISSEMENTS	Etat avancement
Licence EMI sur 9 ans (plateforme de suivi des ressources de production) : voir chapitre « Surveillance de la ressource »	Terminé
Création de 10 regards de comptage pour sectorisation temporaire : voir chapitre « Garantir un rendement de réseau optimal »	Terminé (posé en 2024)
Mise en place de 5 débitmètres de sectorisation : voir chapitre « Garantir un rendement de réseau optimal »	Terminé
Mise en place d'une télégestion pour 10 gros consommateurs : voir chapitre « Garantir un rendement de réseau optimal »	Terminé
Modélisation hydraulique – refonte et recalage : voir chapitre « Garantir un rendement de réseau optimal »	Terminé en 2024, présenté en mars 2025 à CCHPB
Mise en place d'une gestion patrimoniale du réseau : voir chapitre « Pérennisation de votre patrimoine réseau »	Terminé
Mise en place d'une anti-intrusion sur deux sites : réservoir de Plonéour-Lanvern et reprise de Créac'h Calvic : voir chapitre « Des travaux d'amélioration pour réduire les risques »	Terminé
Sécurisation de l'usine de Kergamet avec la mise en place d'un onduleur en amont de l'automate : voir chapitre « Des travaux d'amélioration pour réduire les risques »	Terminé
Déplacement en extérieur des deux unités de javellisation de Créac'h Calvic et de Kerlavar : voir chapitre « L'assainissement de l'atmosphère des locaux »	Terminé

TRAVAUX SUR LE RESEAU	
-----------------------	--

POURSUIVRE LE DEVELOPPEMENT DE LA SOUS-SECTORISATION DU RESEAU

Le principe est de multiplier les comptages en dérivation de vanne cavalière pour former des secteurs de taille très réduite et avoir de la précision sur les débits nocturnes distribués.

SAUR proposera l'implantation de ces points de mesure en fonction des secteurs à investiguer.

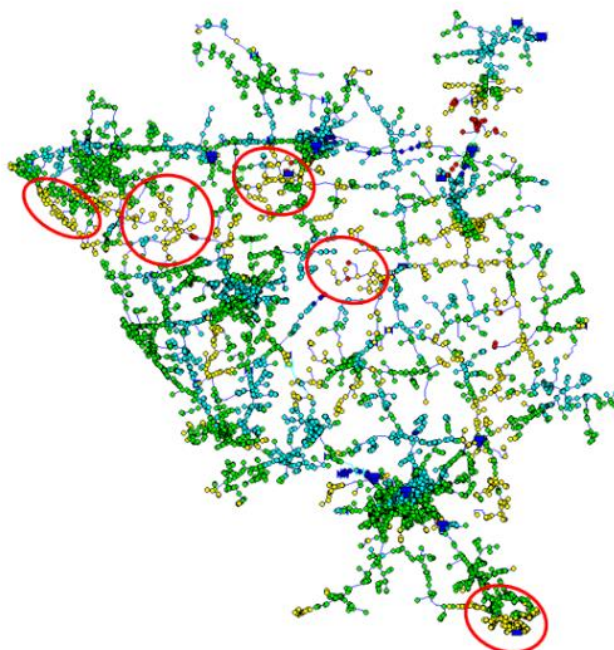
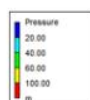


REDUIRE UN MAXIMUM LES PRESSIONS AVEC DES STABILISATEURS

La carte des pressions, produite à partir du modèle mis à jour en 2024, indique des zones où les pressions peuvent être réduite. L'implantation des stabilisateurs à installer est en cours de définition avec les consignes à régler.

Plusieurs zones :

- Topographie
- Refoulement/Distribution
- Consignes à optimiser
- Zones à recalculer



LA MISE A L'EQUILIBRE DES EAUX MISES EN DISTRIBUTION

L'étude calco-carbonique réalisée en 2024 a donné les pistes d'amélioration suivantes :

Usine de SAINT AVE :

- **Limitier le dégazage de l'eau brute**, pour garder du CO₂ agressif, qui permettra de remonter le TAC et diminuer le pH d'équilibre (création d'un by-pass de la rampe de dégazage en place serait à réaliser)

Usine de KERLAERON :

- **Augmenter le temps de contact** en rajoutant un filtre à Neutralite ou diminuer le débit de la station.
- **Limitier le dégazage de l'eau brute**, pour conserver plus de CO₂ agressif, afin de remonter le TAC et diminuer ainsi le pH d'équilibre.

La refonte de la filière de traitement va intégrer ces propositions.



11 LE CARE

Le compte rendu financier sur l'année d'exercice

LE CARE

Le CARE (Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation)

SAUR SAS

ANNEE 2024

Compte annuel de résultat de l'exploitation

COLLECTIVITE

CCHPB EP ST RONAN PLONEOUR CCH

ACTIVITE

Eau Potable

En Application du décret du 14 mars 2005

En milliers d'euros	2023	2024	Ecart en montant
PRODUITS	2 789,0	2 748,1	-40,9
Exploitation du service	1 054,0	950,6	
Collectivités et autres organismes publics	1 454,0	1 550,0	
Travaux attribués à titre exclusif	220,0	178,8	
Produits accessoires	60,9	68,7	
CHARGES	3 103,3	2 995,1	-108,2
Personnel	472,9	388,3	
Energie électrique	122,7	142,7	
Achats d'eau	327,1	237,9	
Produits de traitement	46,5	29,8	
Analyses	7,1	7,0	
Sous-traitance, matières et fournitures	255,0	185,3	
Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1)	5,8	3,7	
Autres dépenses d'exploitation	152,2	167,6	
<i>Télécommunications, poste et télégestion</i>	9,5	9,6	
<i>Engins et véhicules</i>	77,9	85,9	
<i>Informatique</i>	39,7	46,0	
<i>Assurances</i>	-5,1	5,7	
<i>Locaux</i>	7,7	8,8	
<i>Divers</i>	22,5	11,6	
Contribution des services centraux et recherche	88,7	86,5	
Collectivités et autres organismes publics	1 454,0	1 550,0	
<i>Part collectivité</i>	1 173,0	1 271,5	
<i>Autres organismes publics</i>	281,0	278,5	
Charges relatives aux renouvellements	154,9	144,8	
<i>Pour garantie de continuité du service</i>	38,3	36,7	
<i>Programme contractuel</i>	36,6	45,2	
<i>Fonds contractuel</i>	80,0	63,0	
Charges relatives aux investissements contractuels		26,4	
Charges relatives investissements du domaine privé	9,5	7,4	
Pertes sur créances irrécouvrables & contentieux	7,0	17,6	
RESULTAT AVANT IMPOT	-314,3	-247,0	67,3
RESULTAT	-314,3	-247,0	67,3

Conforme à la circulaire FP2E du 31/01/2006
Réf : 01291400

Validé le 14/05/2025

(1) Si impôts locaux, taxes et redevances contractuelles :
y compris redevance domaniale : département, région, Etat et redevance
d'occupation du domaine public de la collectivité.

METHODES ET ELEMENTS DE CALCUL DU CARE

Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) ci-joint est préparé conformément à l'article 2 de la loi du 08/02/1995, qui impose au délégataire de service public l'obligation de publier un rapport annuel. Ce rapport a pour objectif d'informer le délégant sur les comptes financiers, la qualité de service et l'exécution du service public délégué.

La présentation du CARE est en conformité avec les directives de la circulaire n° 740 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau, et elle tient compte des recommandations formulées par le Comité "Secteur public" de l'Ordre des experts-comptables, telles que présentées dans ses ouvrages "Le rapport annuel du délégataire de service public" et "L'eau et l'assainissement, déclinaison sectorielle du rapport annuel du délégataire de service public", publiés dans la collection "Maîtrise de la gestion locale".

En plus de cette circulaire, celle du 31/01/2006, en application du décret 2005-236 du 14/03/2005, a été ajoutée. Cette circulaire inclut les chiffres de l'année en cours, et à partir de l'exercice 2006, ceux de l'année précédente sont également mentionnés. La variation constatée (en pourcentage) entre l'année en cours et l'année précédente est systématiquement indiquée.

L'annexe au Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation a pour objectif d'expliquer les méthodes de préparation de la partie financière du rapport annuel, y compris ses composantes. Elle commence par présenter les différents niveaux d'organisation du rapport.

Modalités d'établissement du compte annuel du résultat de l'exploitation et composantes des rubriques :

Le CARE regroupe, par nature, l'ensemble des produits et des charges imputables au contrat de délégation de service public permettant de déterminer l'économie du contrat.

1) PRODUITS • la rubrique "Produits" comprend :

Exploitation du Service : le montant total, hors TVA, des produits d'exploitation (part fermière) se rapportant à l'exercice.

Collectivités et autres organismes publics : le montant total, hors TVA, des produits collectés pour le compte de la Collectivité ainsi que les diverses taxes et redevances perçues pour le compte des organismes publics.

Travaux attribués à titre exclusif : le montant total, hors TVA, des travaux réalisés dans le cadre du contrat, par application d'un bordereau de prix annexé à ce contrat.

Produits accessoires : les montants hors TVA facturés, conformément aux dispositions du contrat de délégation, aux clients abonnés au service, dans le cadre de prestations ponctuelles.

2) CHARGES • les charges relatives au contrat, reprises dans le CARE, conformément à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006 peuvent être classifiées de la manière suivante

Des charges directement affectées au contrat : il s'agit essentiellement des charges du Secteur, ainsi que celles des services mutualisés du Territoire. Elles comprennent :

- Des charges directes faisant l'objet d'une comptabilisation immédiate sur le contrat,
- Des charges réparties dont une quote-part est imputée au contrat en fonction de clés de répartition techniques, différentes selon la nature des charges afin de tenir compte de la clé économiquement la mieux adaptée (gestion technique, gestion clientèle, engins et véhicules...).
- La gestion technique (ingénieurs et techniciens d'exploitation, chimistes, logiciels techniques, télégestion, cartographie...) est répartie sur chaque contrat en fonction du Chiffre d'Affaires du Territoire.
- La gestion clientèle (frais de personnel du service clientèle, plateforme téléphonique, frais de facturation, frais d'affranchissement, frais de relance...) est imputée sur chaque contrat proportionnellement au nombre de clients du contrat.
- Les frais « engins et véhicules » sont imputés sur chaque contrat du Territoire proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Territoire.
- Des Charges réparties entre les contrats : ces charges sont réparties au prorata de la Valeur Ajoutée Analytique (VAA) du contrat. Il s'agit notamment :
 - Des « Frais de Territoire et de secteur » représentant des frais d'encadrement du contrat répartis par nature de charge,
 - Des "Frais de structure centraux" représentant la contribution du contrat aux services Centraux et à la Recherche et Développement.
- Des Charges économiques calculées : il s'agit de charges (investissements réalisés par le délégataire) dont les paiements sont effectués à une périodicité différente de l'exercice. Afin de faire ressortir de façon régulière l'économie du contrat, ces charges sont lissées sur toute la durée de celui-ci.

CHARGES • La rubrique "charges" comprend :

Personnel : Cette rubrique correspond au coût du personnel de la société, incluant les salaires et charges sociales et les frais annexes de personnel (frais de déplacement, vêtements de travail et de sécurité, plan d'épargne entreprise...) ainsi qu'au coût du personnel intérimaire intervenant sur le contrat.

L'imputation des frais de personnel d'exploitation est réalisée sur la base de fiches de pointage. Cela intègre également une quote-part d'encadrement, de personnel technique et clientèle.

Cette rubrique comprend également la « Participation légale des salariés aux résultats de l'entreprise ».

Énergie électrique : Cette rubrique comprend la fourniture d'énergie électrique exclusivement dédiée au fonctionnement des installations du service.

Achats d'Eau : Cette rubrique comprend les Achats d'eau en gros auprès de tiers ou auprès d'autres contrats gérés par l'entreprise effectués exclusivement pour la fourniture d'eau potable dans le cadre du contrat.

Produits de traitement : Cette rubrique comprend exclusivement les produits entrant dans le process de production.

Analyses : Cette rubrique comprend les analyses réglementaires ARS et celles réalisées par le Déléataire dans le cadre de son autocontrôle.

Sous-traitance, Matières et Fournitures : Cette rubrique comprend :

- Sous-traitance : les prestations de sous-traitance comprennent les interventions d'entreprises extérieures (terrassement, hydrocurage, espaces verts, cartographie ...) ainsi que des prestations réalisées par des services communs de l'entreprise telles que des prestations d'hydrocurage, de lavage de réservoir, de recherche de fuites par corrélation acoustique.
- Matières et Fournitures : ce poste comprend :
 - Les charges relatives au remplacement de compteurs qui ne sont pas la propriété de l'entreprise ;
 - La location de courte durée de matériel sans chauffeur ;
 - Les fournitures nécessaires à l'entretien et à la réparation du réseau ;
 - Les fournitures nécessaires à l'entretien du matériel électromécanique ;
 - Le matériel de sécurité ;
 - Les consommables divers.

Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles : Cette rubrique comprend :

- La contribution économique territoriale (CET) ;
- La contribution sociale de solidarité ;
- La taxe foncière ;
- Les redevances d'occupation du domaine public.

Autres dépenses d'exploitation :

- "Télécommunications, poste et télégestion" : ce poste comprend les frais de lignes téléphoniques dont ceux relatifs à la télésurveillance ainsi que les dépenses d'affranchissement (hors facturation).
- "Engins et véhicules" : ce poste comprend les charges de location longue durée des véhicules, consommation de carburant, entretien et réparations, assurances. Le total des charges de la section "Engins et véhicules" fait l'objet d'une imputation sur chacun des contrats du Territoire proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Territoire.
- "Informatique" : ce poste comprend les frais liés au matériel et logiciels des personnels intervenant sur le contrat. Il comprend également les frais liés aux logiciels métier, nécessaires à la réalisation du contrat ainsi que les frais de facturation :
 - SAPHIR et NAÏA, logiciel de gestion de la relation clientèle ;
 - QUALITE-PRODUIT, logiciel de suivi de la qualité ;
 - GAM&EAU et NEO, logiciel de suivi de la production, suivi de la force motrice et de planification ;
 - J@DE, logiciel de gestion et des achats ;
 - eSigis, logiciel de cartographie ;
 - GEREMI, logiciel de télésurveillance.
- "Assurances" : ce poste comprend :
 - La prime d'assurance responsabilité civile relative au contrat. Cette assurance a pour objet de garantir les tiers des dommages matériels, corporels et incorporels dont la responsabilité incomberait au délégataire ;
 - Les primes dommages ouvrages ;
 - Les autres primes particulières d'assurance s'il y a lieu ;
 - Les franchises appliquées en cas de sinistre.
- "Locaux" : ce poste comprend les charges relatives à l'utilisation des locaux.
- "Divers" : autres charges.

Frais de contrôle : Ces frais concernent le contrôle contractuel du service, lorsque sa charge incombe au délégataire.

Contribution aux Services Centraux et Recherche : Une quote-part de frais de structures nationale et régionale, telle que décrite au chapitre 1, est imputée sur chaque contrat.

Collectivités et autres organismes publics : Ce poste comprend :

- La part communale ou intercommunale ;
- Les taxes (TVA) ;
- Les redevances (Agence de l'eau, voies navigables de France, etc).

Charges relatives aux Renouvellements : ce poste comprend plusieurs notions compatibles :

- « Garantie pour continuité de service » implique que le délégataire assume entièrement et à ses risques tous les coûts d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires pour maintenir la continuité du service. Ces dépenses doivent être couvertes par le délégataire sans qu'il y ait d'ajustement (à la hausse ou à la baisse) de sa rémunération contractuelle. Le montant indiqué dans cette rubrique comprend la somme des dépenses réelles pour le renouvellement non planifié et l'entretien électromécanique.
- "Programme contractuel de renouvellement" : cette rubrique correspond aux engagements contractuels du délégataire, sur un programme prédéterminé de travaux. Il s'agit généralement d'un lissage économique sur la durée du contrat.
- "Compte (ou Fonds contractuel) de renouvellement" : le délégataire est tenu de prélever régulièrement sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans la mesure où l'obligation du délégataire au titre d'un exercice donné est strictement égale à la dotation au compte (ou fonds contractuel), c'est le montant de cette dotation qui doit alors figurer sur le CARE.

Charges relatives aux Investissements : Elles comprennent les différents types d'obligations existant dans le contrat :

- Programme contractuel d'investissements ;
- Fonds contractuel d'investissements ;
- Annuité d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire ;
- Investissements incorporels.

Les montants engagés par le délégataire au titre des investissements réalisés sur le contrat font l'objet d'un amortissement financier présenté sur le CARE sous forme d'une annuité constante.

Les charges relatives au remboursement d'annuités d'emprunts contractés par la collectivité et que le délégataire s'est engagé contractuellement à rembourser font l'objet d'un calcul actuariel consistant à ramener chaque annuité en investissement début de période et à définir le montant de l'annuité constante sur toute la durée du contrat permettant d'obtenir une Valeur Actuelle Nette (VAN) égale à zéro.

Charges relatives aux Investissements du domaine privé : Le montant de cette rubrique comprend l'amortissement du matériel, des engins et véhicules, du gros outillage et des compteurs propriété de l'entreprise affectés au contrat ainsi que les frais financiers relatifs au financement de ces immobilisations calculés sur la base de la valeur nette comptable moyenne de celles-ci.

Perte sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement : Ce poste comprend :

- Les annulations de créances incluant notamment celles au titre du Fonds de Solidarité Logement (FSL Eau) ;
- Les provisions pour créances douteuses ;
- Les frais d'actes et de contentieux.

3) RESULTAT AVANT IMPOT

Il s'agit de la différence entre les produits et les charges.

4) IMPOT SUR LES SOCIETES

Cet impôt ne s'applique que pour les contrats ayant un Résultat avant Impôt bénéficiaire. Le taux d'impôt sur les sociétés appliqué au résultat des contrats est de 33.33%.

5) RESULTAT

Il s'agit du Résultat restant après éventuel Impôt sur les Sociétés.

LE DETAIL DE VOTRE CONTRAT





12 LE PATRIMOINE DE SERVICE

Votre patrimoine sous surveillance

LE PATRIMOINE DE SERVICE

Les ressources ou ouvrages de prélèvement d'eaux brutes

Nom de l'ouvrage de prélèvement	Type d'ouvrage	Année de mise en service	Débit autorisé en m ³ /h	Date du rapport hydrologique	Date avis du CDC ou CSHPF	Date arrêté préfectoral	Installation alimentée par l'ouvrage	Commune
CAPTAGE	CAPTAGE	1965	35 m ³ /h 700 m ³ /j	28/05/1994	05/01/1995	19/07/1995	STATION KERGAMET CNE LANDUDEC	LANDUDEC
FORAGE F1	FORAGE	CONSTRUIT EN 1985	18 m ³ /h 280 m ³ /j		05/01/1995	19/07/1995	STATION KERGAMET CNE LANDUDEC	LANDUDEC
FORAGE F2	FORAGE		5 m ³ /h		05/01/1995	19/07/1995	STATION KERGAMET CNE LANDUDEC	LANDUDEC
CAPTAGE ST AVE CNE	CAPTAGE	1997	30 m ³ /h 720 m ³ /JOUR 262000 m ³ /AN	21/03/2000	16/03/2006	14/04/2006 MODIFIÉ LE 31/05/2006	POMPAGE DE ST AVE CNE PLOGASTEL-ST-GERMAIN	PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN
FORAGE DE TY NEVEZ SCUILLER	FORAGE	2018	20 m ³ /h 480 m ³ /JOUR 175200 m ³ /AN	21/03/2000	16/03/2026	14/04/2006 MODIFIÉ LE 31/05/2006	POMPAGE DE ST AVE CNE PLOGASTEL-ST-GERMAIN	PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN
FORAGE DE KERLOSQUET CNE LANDUDEC	FORAGE	22/02/2018	60 m ³ /h	24/11/2010 COMPLÉTÉ LE 31/06/2016	25/01/2018	22/02/2018	POMPAGE ST RONAN CNE PLOZEVET	PLOZEVET
CAPTAGE DE ST RONAN	CAPTAGES		-	24/11/2010 COMPLÉTÉ LE 31/06/2016	25/01/2018	22/02/2018	POMPAGE ST RONAN CNE PLOZEVET	PLOZEVET

Les installations de production

	Année de mise en service	Capacité nominale	Nature de l'eau	Télésurveillance	Groupe électrogène	Commune
Pompage de St Ave Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN	1997	50 m ³ /h	Souterraine	Oui	Non	PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN
Pompage St Ronan Cne PLOZEVET	1966	75 m ³ /h	Souterraine	Oui	Non	PLOZEVET
Station Kergamet Cne LANDUDEC	2011	60 m ³ /h	Souterraine	Oui	Non	LANDUDEC

Groupe électrogène mobile sur le territoire, propriété CCHPB

Les ouvrages de stockage

Châteaux d'eau et réservoirs :

Libellé	Capacité stockage	Cote trop plein	Cote radier	Cote sol	Télesurveillance	Commune
Réservoir de Landudec	200 m ³	144	140	124,2	Oui	LANDUDEC
Réservoir de Croas Ar Bléon - Cuve 1	250 m ³	91	85,5	73,3	Oui	PLONEOUR-LANVERN
Réservoir de Croas Ar Bléon - Cuve 2	250 m ³	91	86	73	Oui	PLONEOUR-LANVERN
Réservoir de 1000m3	1000 m ³	87	84	84	Oui	PLOZEVET
Réservoir de 500m3	500 m ³	121,8	115,6	84	Oui	PLOZEVET
TOTAL	2200 m3					

Bâches de reprise et bâches de surpression :

Nom de la bache	Capacité stockage	Télesurveillance	Commune	Type
Bâche eau traitée Station Kergamet Cne LANDUDEC	100 m ³	Oui	LANDUDEC	Bâche de reprise
Bâche de reprise Pompage de St Avé Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN	50 m ³	Oui	PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN	Bâche de reprise
Bâche semi-enterrée de Kergonda / Kerguivien	400 m ³	Oui	PLONEOUR-LANVERN	Bâche de surpression
Bâche de Kérandoaré Cne Plogastel St Germain	400 m ³	Oui	PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN	Bâche de surpression
Bâche surpression de Créach Calvic	50 m ³	Oui	PLONEOUR-LANVERN	Bâche de surpression
Bâche surpression de Kerlavar	370 m ³	Oui	PLONEOUR-LANVERN	Bâche de surpression
TOTAL	1420 m3			

Les installations de surpression

Désignation	Commune	Année de mise en service	Débit nominal	Télesurveillance	Groupe électrogène	Description
SU Réservoir	LANDUDEC	2023 (Renouvellement)	60 m3/h	Oui	Non	Surpression
SU Menez Kerveyen Cne	PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN	1980	6 m3/h	Oui	Non	Surpression
SU de Kerandouaré	PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN	2022 (Création)	120 m3/h	Oui	Non	Surpression
SU Creach Calvic	PLONEOUR-LANVERN	1980	60 m3/h	Oui	Non	Surpression
SU Kerlavar	PLONEOUR-LANVERN	1953	60 m3/h	Oui	Non	Surpression
SU Croas Ar Bleon	PLONEOUR-LANVERN	1998	120 m3/h	Oui	Non	Surpression
SU Menez kerguelen	PLOZEVET	2009	10 m3/h	Oui	Non	Surpression

LE RESEAU

Le réseau se constitue d'équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant, soit de façon gravitaire ou sous pression, l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (bornes d'incendie, d'arrosage etc.) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué d'équipements hydrauliques, de conduites de transport appelés feeders et de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Matériau	Diamètre (mm)	Longueur (ml)
Amiante ciment	100	618,49
Amiante ciment	125	1,71
Amiante ciment	150	13,6
Amiante ciment	60	292,49
Amiante ciment	80	401,03
Fonte	-	0,32
Fonte	100	3892,41
Fonte	125	5050,44
Fonte	150	9675,23
Fonte	200	13263,68
Fonte	250	144,77
Fonte	300	661,27
Fonte	400	292,49
Fonte	60	105,77
Fonte	63	125,1
Fonte	80	641,24
Inconnu	-	4110,42
Inconnu	100	7,7
Inconnu	110	224,04
Inconnu	140	0,34
Inconnu	200	1,2
Inconnu	25	11,87
Inconnu	32	13,2
Inconnu	40	4,39
Inconnu	50	14,53
Inconnu	60	8,06
Inconnu	63	144,61
Inconnu	90	4,37
Polyéthylène	-	35,96
Polyéthylène	110	2727,68
Polyéthylène	140	1748,18
Polyéthylène	160	622,77
Polyéthylène	25	4,96
Polyéthylène	32	113,84
Polyéthylène	40	1109,72
Polyéthylène	50	8722,61
Polyéthylène	63	2964,16
Polyéthylène	75	75,35
Polyéthylène	90	169,15
Pvc	-	551,54
Pvc	100	7,44
Pvc	110	125269,35
Pvc	125	9127,53
Pvc	140	38463,72
Pvc	150	20,75
Pvc	160	33243,34

Matériau	Diamètre (mm)	Longueur (ml)
Pvc	200	6765,98
Pvc	225	4604,96
Pvc	25	568,22
Pvc	250	4197,77
Pvc	32	16230,6
Pvc	40	23189,41
Pvc	50	73594,71
Pvc	60	76,36
Pvc	63	142672,5
Pvc	75	37382,12
Pvc	80	3,65
Pvc	90	65761,92

Linéaire par commune

Commune	Linéaire Total (ml)
GOURLIZON	30742
GUILER-SUR-GOYEN	22808
LANDUDEC	62724
PEUMÉRIT	45197
PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN	81791
PLONÉOUR-LANVERN	154640
PLOVAN	51064
PLOZÉVET	104493
POULDREUZIC	60618
SAINT-JEAN-TROLIMON	17
TRÉOGAT	24627

Linéaire par anciens secteurs

Ex-périmètre St Ronan (Plozévet-Plovan-Pouldreuzic-Tréogat) – code SAUR 2934 :

Commune	Linéaire
PLOVAN	51 064
PLOZÉVET	104 493
POULDREUZIC	60 618
TRÉOGAT	24 627
TOTAL	240 802

Ex-périmètre Plonéour-Lanvern – code SAUR 2962 :

Commune	Linéaire
PLONÉOUR-LANVERN	154 640
SAINT-JEAN-TROLIMON	17
TOTAL	154 657

Ex-périmètre Gourlizon-Plogastel-Peumerit-Guiler-Landudec – code SAUR 2964 :

Commune	Linéaire
GOURLIZON	30 742
GUILER-SUR-GOYEN	22 808
LANDUDEC	62 724
LE JUCH	52
PEUMÉRIT	45 197
PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN	81 791
TOTAL	243 336

Répartition par matériau, diamètre et âge

Matériau	Diamètre	Inconnu	1950-1959	1960-1969	1970-1979	1980-1989	1990-1999	2000-2009	2010-2019	2020-2024	Linéaire Total (ml)
Amiante ciment	60	252	0	39	0	0	0	1	0	0	292
Amiante ciment	80	0	0	0	401	0	0	0	0	0	401
Amiante ciment	100	619	0	0	0	0	0	0	0	0	619
Amiante ciment	125	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Amiante ciment	150	0	0	0	0	14	0	0	0	0	14
Fonte	63	0	0	0	26	0	0	0	0	0	26
Fonte	80	0	0	503	0	0	0	0	0	0	503
Fonte	100	78	0	2 454	1 062	52	5	0	0	13	3 664
Fonte	125	133	0	4 243	0	0	14	0	6	0	4 395
Fonte	150	2 799	0	3 923	0	0	58	15	1 574	1 964	10 333
Fonte	200	46	0	6 211	1	149	0	7	6 749	99	13 263
Fonte	250	0	0	26	0	0	0	0	119	0	145
Fonte	300	0	0	0	597	0	0	0	64	0	661
Fonte	400	0	0	0	0	119	0	0	171	2	292
NC	25	12	0	0	0	0	0	0	0	0	12
NC	32	12	0	0	1	0	0	0	0	0	13
NC	40	0	0	0	0	0	0	0	0	5	5
NC	50	0	0	0	15	0	0	0	0	0	15
NC	60	0	0	0	0	0	0	0	0	8	8
NC	63	12	0	0	0	95	7	0	0	30	144
NC	90	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4
NC	100	0	0	0	0	0	0	0	0	8	8
NC	110	65	0	1	8	14	37	25	0	69	219
NC	200	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
NC	NC	3 481	0	41	38	7	33	33	0	48	3 678
Polyéthylène	25	2	0	0	0	0	0	3	0	0	5
Polyéthylène	32	60	0	0	0	0	0	0	70	0	130
Polyéthylène	40	0	0	0	0	0	0	615	485	25	1 125
Polyéthylène	50	35	0	0	0	0	79	1 183	5 714	1 932	8 942
Polyéthylène	63	0	0	0	0	0	0	4	1 678	4 289	5 972
Polyéthylène	75	0	0	0	0	0	0	0	0	75	75
Polyéthylène	90	0	0	0	0	0	0	0	161	9	170
Polyéthylène	110	37	0	0	2	0	0	0	1 614	1 325	2 979
Polyéthylène	125	0	0	0	0	0	0	0	0	219	219
Polyéthylène	140	0	0	0	0	0	0	0	1 064	692	1 756

Matériau	Diamètre	Inconnu	1950-1959	1960-1969	1970-1979	1980-1989	1990-1999	2000-2009	2010-2019	2020-2024	Linéaire Total (ml)
Polyéthylène	160	0	0	0	0	0	0	0	301	322	623
Polyéthylène	NC	26	0	0	9	1	0	0	0	0	36
Pvc	25	334	0	233	0	0	0	0	0	0	567
Pvc	32	8 013	0	1 981	6 041	0	21	0	0	0	16 057
Pvc	40	8 152	0	5 158	8 728	260	618	12	60	3	22 991
Pvc	50	19 534	0	12 936	27 418	2 822	5 208	4 669	183	49	72 821
Pvc	60	0	0	0	0	0	0	0	0	76	76
Pvc	63	23 024	0	27 964	47 694	8 332	9 829	11 784	9 644	3 069	141 340
Pvc	75	12 105	0	241	17 400	4 122	1 705	27	147	18	35 766
Pvc	80	0	0	0	0	0	0	0	4	0	4
Pvc	90	11 639	0	4 537	42 201	5 375	677	585	387	162	65 561
Pvc	100	2	0	0	0	0	0	0	6	0	7
Pvc	110	13 594	0	4 043	41 648	16 618	12 736	18 418	12 917	6 651	126 623
Pvc	125	24	0	1 479	4 126	2 570	800	467	0	7	9 474
Pvc	140	319	0	152	16 570	13 371	4 862	2 552	72	172	38 068
Pvc	150	0	0	0	0	0	0	0	6	13	19
Pvc	160	814	0	0	1 509	5 048	2 528	12 210	5 027	5 594	32 733
Pvc	200	8	0	0	0	5 544	0	754	433	27	6 766
Pvc	225	0	0	0	0	0	0	3 430	0	1 176	4 606
Pvc	250	0	0	0	0	0	0	4 194	4	0	4 198
Pvc	NC	539	0	0	0	0	8	0	0	1	548

Les équipements de réseau

Type équipement	Nombre
Borne de puisage	9
Compteur / débitmètre	83
Régulateur / Réducteur	45
Ventouse	302
Vidange / Purge	1475

LES COMPTEURS

Diamètre Age	<=15mm	20mm	25mm	30mm	40mm	50mm	>50mm	Total
1	915	3	0	3	1	0	0	922
2	719	21	0	2	9	0	0	751
3	1349	0	0	1	2	0	0	1352
4	1550	110	0	6	0	0	1	1667
5	660	62	0	5	5	0	0	732
6	804	73	0	5	0	0	0	882
7	941	46	0	4	4	0	0	995
8	870	57	0	2	3	0	0	932
9	180	18	0	0	0	0	1	199
10	509	30	0	3	1	0	1	544
11	476	28	0	4	5	0	1	514
12	339	18	0	0	1	0	4	362
13	356	28	0	1	3	0	1	389
14	517	41	3	1	4	0	2	568
15	468	22	1	5	3	0	6	505
16	31	2	1	3	2	0	0	39
17	17	2	0	0	3	0	1	23
18	69	6	0	4	7	0	4	90
19	16	1	0	3	1	0	0	21
20	8	0	3	2	2	0	5	20
21	5	3	0	0	0	0	2	10
22	9	1	0	0	0	0	0	10
>22	46	2	0	3	7	0	4	62
Total	10854	574	8	57	63	0	33	11589

Inventaire complet du patrimoine

Disponible sur le SharePoint EAU patrimoine



13 LE SERVICE AUX USAGERS

Leur satisfaction au cœur de nos préoccupations

LA GESTION CLIENTELE

Les branchements par commune :

Le Branchement : Il s'agit de l'ensemble de canalisations et d'équipements qui relient la partie publique du réseau de distribution d'eau au réseau de distribution privé d'un client. Les équipements installés comprennent au minimum un robinet d'arrêt d'eau et un compteur.

Le Compteur : C'est un équipement intégré au branchement qui permet de mesurer le volume d'eau consommé par le branchement.

Commune	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution n/n-1
GOURLIZON	467	472	473	473	480	1,5%
GUILER-SUR-GOYEN	278	281	289	290	292	0,7%
LANDUDEC	759	766	776	775	784	1,2%
PEUMERIT	471	483	488	491	497	1,2%
PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN	1 090	1 105	1 115	1 128	1 134	0,5%
PLONEOUR-LANVERN	3 333	3 408	3 548	3 614	3 696	2,3%
PLOVAN	553	562	567	572	578	1%
PLOZEVET	2 258	2 290	2 304	2 325	2 336	0,5%
POULDREUZIC	1 321	1 350	1 381	1 420	1 432	0,8%
SAINT-JEAN-TROLIMON	0	0	2	1	2	100%
TREOGAT	342	345	344	348	351	0,9%
Total	10 872	11 062	11 287	11 437	11 582	1,28%

Les clients par commune :

Le Client : C'est une personne physique ou morale qui consomme de l'eau et qui a au moins un contrat-client le liant avec le service de distribution de l'eau.

Commune	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution n/n-1
GOURLIZON	462	467	469	469	475	1,3%
GUILER-SUR-GOYEN	274	277	285	285	286	0,4%
LANDUDEC	738	757	767	767	775	1%
PEUMERIT	465	477	482	486	491	1%
PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN	1 067	1 082	1 093	1 108	1 113	0,5%
PLONEOUR-LANVERN	3 261	3 347	3 484	3 553	3 637	2,4%
PLOVAN	547	557	562	567	573	1,1%
PLOZEVET	2 230	2 265	2 279	2 299	2 312	0,6%
POULDREUZIC	1 302	1 332	1 361	1 397	1 407	0,7%
SAINT-JEAN-TROLIMON	0	0	2	1	2	100%
TREOGAT	341	344	343	347	350	0,9%
Total	10 687	10 905	11 127	11 279	11 421	1,27%

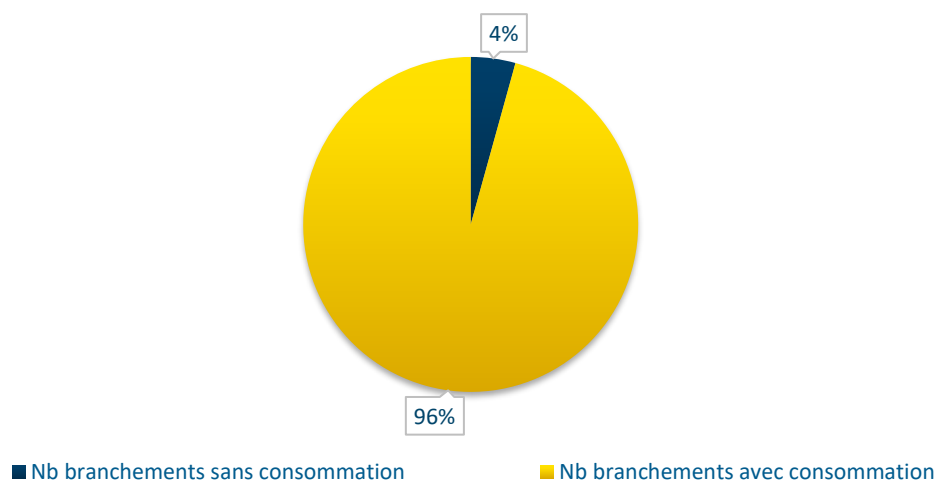
Les volumes consommés comptabilisés par commune sur la période de relève :

Commune	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution n/n-1
GOURLIZON	53 922	58 028	48 507	53 435	54 772	2,5%
GUILER-SUR- GOYEN	21 629	23 434	22 776	22 262	21 361	-4%
LANDUDEC	69 994	72 716	71 123	73 809	71 593	-3%
PEUMERIT	39 859	35 424	37 573	36 844	34 382	-6,7%
PLOGASTEL- SAINT- GERMAIN	104 204	91 871	96 918	92 416	96 168	4,1%
PLONEOUR- LANVERN	298 678*	296 707*	296 983*	295 660*	288 726	-2,3%
PLOVAN	46 441	44 530	44 662	43 698	41 536	-4,9%
PLOZEVET	162 113	150 825	162 929	145 549	150 766	3,6%
POULDREUZIC	92 439	97 734	92 995	87 518	88 143	0,7%
SAINT-JEAN- TROLIMON	0	0	345	137	198	44,5%
TREOGAT	23 284	28 826	27 935	24 509	24 085	-1,7%
Total	912 563	900 095	902 746	875 837	871 730	-0,47%

* prend en compte volume assainissement de Larzul

Caractéristiques des consommations hors Vente En Gros (VEG)

Commune	Nb branchements sans consommation	Nb branchements avec consommation
GOURLIZON	13	467
GUILER-SUR-GOYEN	19	273
LANDUDEC	31	753
PEUMERIT	14	483
PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN	52	1082
PLONEOUR-LANVERN	161	3535
PLOVAN	29	549
PLOZEVET	101	2235
POULDREUZIC	62	1370
SAINT-JEAN-TROLIMON	0	2
TREOGAT	17	334
Total	499	11083



Les consommations par tranche

Les branchements par tranche

Nombre de branchements		Particuliers et autres			Communaux
Commune	2024	Dont < 200 m³ / an (tranche 1)	Dont 200 < conso < 6000 m³/an (tranche 2)	Dont > 6000 m³/an (tranche 3)	Communaux
GOURLIZON	480	456	15	1	8
GUILER-SUR-GOYEN	292	278	8	0	6
LANDUDEC	784	752	23	1	8
PEUMERIT	497	475	16	0	6
PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN	1 134	1 085	31	1	17
PLONEOUR-LANVERN	3 696	3 583	77	3	33
PLOVAN	578	550	20	0	8
PLOZEVET	2 336	2 279	39	0	18
POULDREUZIC	1 432	1 386	30	0	16
SAINT-JEAN-TROLIMON	2	2	0	0	0
TREOGAT	351	338	7	0	6
Répartition (%)	-	96,56	2,3	0,05	1,09
Total	11 582	11 184	266	6	126

Les volumes consommés comptabilisés par tranche

Volumes consommés comptabilisés		Particuliers et autres			Communaux
Commune	2024	Dont < 200 m³ / an (tranche 1)	Dont 200 < conso < 6000 m³/an (tranche 2)	Dont > 6000 m³/an (tranche 3)	Communaux
GOURLIZON	54 772	28 426	15 902	7 220	3 224
GUILER-SUR-GOYEN	21 361	15 584	5 568	0	209
LANDUDEC	71 593	41 108	17 930	12 172	383
PEUMERIT	34 382	26 684	7 173	0	525
PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN	96 168	62 097	24 085	7 588	2 398
PLONEOUR-LANVERN	288 726	191 099	43 437	49 012	5 178
PLOVAN	41 536	26 724	14 090	0	722
PLOZEVET	150 766	107 460	41 579	0	1 727
POULDREUZIC	88 143	68 045	18 407	0	1 691
SAINT-JEAN-TROLIMON	198	198	0	0	0
TREOGAT	24 085	18 198	5 430	0	457
Total de la collectivité	871 730	585 623	193 601	75 992	16 514
Consommation moyenne par TYPE de branchement	75,26	52,36	727,82	12 665,33	131,06

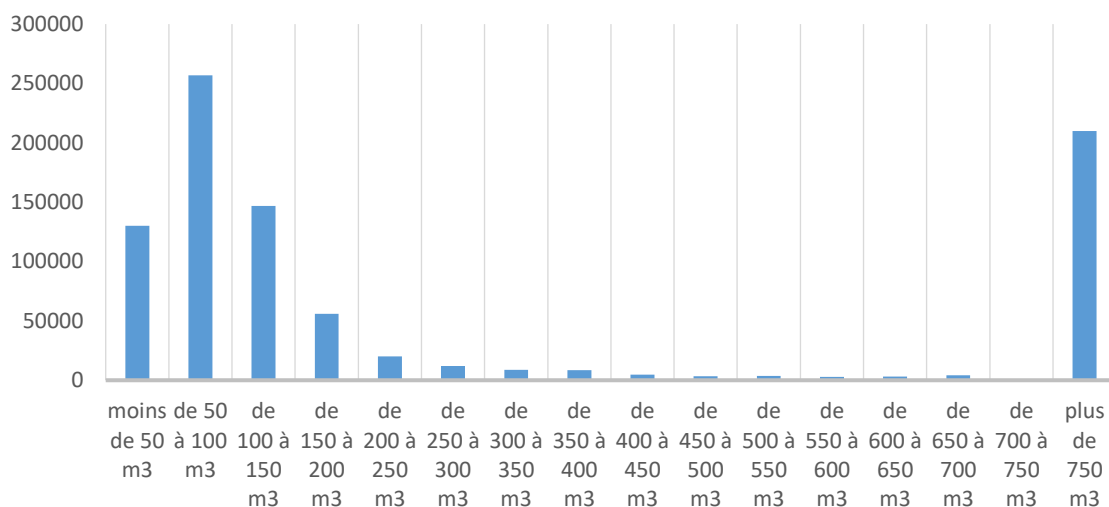
Les consommations de plus de 6 000 m³/an

Commune	Client	2023	2024	Evolution
GOURLIZON	SARL AVICOR	9 084	7 220	-20,5%
LANDUDEC	S.A.S BEL AIR LAND	12 337	12 172	-1,3%
PLOGASTEL- SAINT-GERMAIN	MANOIR DU HILGUY	5 962	7 588	27,3%
PLONEOUR- LANVERN	BZH LAVAGE	8 301	7 170	-13,6%
PLONEOUR- LANVERN	SASU LARZUL	30 484	31 657	3,8%

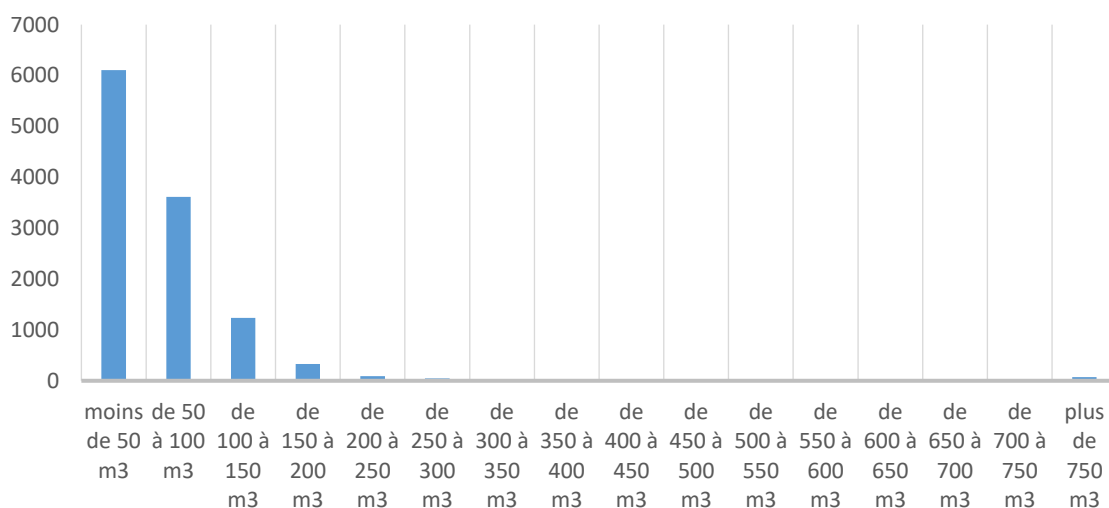
Spectre des consommations

Tranche	Volumes Consommés comptabilisés par tranche en m³	Nombre de branchements
moins de 50 m³	130124	6103
de 50 à 100 m³	256755	3616
de 100 à 150 m³	146906	1238
de 150 à 200 m³	55987	331
de 200 à 250 m³	20173	90
de 250 à 300 m³	11944	44
de 300 à 350 m³	8782	27
de 350 à 400 m³	8526	23
de 400 à 450 m³	4701	11
de 450 à 500 m³	3291	7
de 500 à 550 m³	3650	7
de 550 à 600 m³	2903	5
de 600 à 650 m³	3162	5
de 650 à 700 m³	4053	6
de 700 à 750 m³	724	1
plus de 750 m³	210049	69

Répartition des consommations par tranche



Répartition du nombre de branchement par tranche



Dégrèvements suite fuite après compteur (en application Loi Warsmann)

- Nombre de dossiers reçus : 33
- Nombre de demandes accordés après analyse : 23
- Nombre de refus (fuite équipements sanitaires et/ou volume < 2 fois conso normale) : 10
- Volumes dégrévés : 5 721 m³

LA FACTURE 120 m³



Numéro de facture	Référence client	Facture du
Simulation	*****	22.04.2025
• Nom du client : *****		
• Adresse desservie : *****		
PLONEOUR LANVERN		

Message

Contacts

- Gérer votre compte sur internet
www.saurclient.fr
- Service Clients**
02 77 62 40 00 (prix d'un appel local)
Du lundi au vendredi, de 8h00 à 18h00
- Dépannage 24h/24**
02 77 62 40 09 (prix d'un appel local)
- TSA 32005
56408 AURAY CEDEX
- Accueil**
Rue Teilhard de Chardin- ZA Sequer nevez 29120
PONT L ABBE
Du Lundi au Vendredi, de 8h à 18h

Votre facture de simulation du 22 avril 2025

Cette simulation a été menée pour une consommation de 120 m³

	€ TTC
Distribution de l'eau potable	284,92
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT PAYS BIGOUDEN	
Organismes publics	48,49
Total facture	333,41
	333,41
détail au verso	

Répartition de votre facture



FACTURE SPECIMEN

Adresse desservie :	Consommation	Compteur	Diamètre	Ancien relevé	Nouveau relevé	Information
***** PLONEOUR LANVERN	120m³	000964	060/065 m			Conso. simulée
Votre facture en détail						
Périodes	Tranches en m³	Quantité ou volume	Prix unitaire en € HT	Montant en € HT	TVA %	Montant en € TTC
► Distribution de l'eau potable				270,06		284,92
Abonnement				72,59		76,59
Part Communautaire du Haut Pays Bigouden	Année 2025			43,22	5,50	
Part SAUR	Année 2025			29,37	5,50	
Consommation				197,47		208,33
Part Communautaire du Haut Pays Bigouden	Année 2025	120	0,8752	105,02	5,50	
Part SAUR Production et distribution	Année 2025	120	0,3125	37,50	5,50	
Part SAUR Achat d'eau	Année 2025	120	0,4579	54,95	5,50	
► Organismes publics				45,96		48,49
Consommation				45,96		48,49
Consommation eau potable (agence de l'eau)	Année 2025	120	0,3300	39,60	5,50	
Performance des réseaux d'eau potable (agence de l'eau)	Année 2025	120	0,0200	2,40	5,50	
Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)	Année 2025	120	0,0330	3,96	5,50	
Le prix moyen de votre consommation (hors abonnement) s'élève à : 2,14 € / m³ soit 0,00214 € / litre		HT exonéré de TVA : 0,00 €		TVA 5,50 % : 17,39 €		Total facture TTC : 333,41 €
		HT soumis à TVA : 316,02 €		TVA sur les débits : 17,39 €		

NOTE DE CALCUL DE REVISION DU PRIX DE L'EAU ET FACTURES 120 M³

SAUR

Partenaire : COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT PAYS BIGOUDEN

Référence contrat : 291400/01

Date : 19/04/2025

Produit : Eau Potable		Type de contrat : Affermage		Type d'encaissement : Société				
Abonnement part SAUR								
Prix (HT) à compter du 01/01/2025		Redevance : Abonnement part SAUR						
Devise : Euro		Date d'actualisation : 10/10/2024		K : 1.174846				
Prix révisé = [K=1.174846] * Prix de base								
Détermination du coefficient résultant de la formule de variation des prix								
Formule de révision : 0.15+0.364xICHTE/ICHTEo+0.092x010534763/010534763o+0.333xFS2/FS2o+0.061xTP10A2010/TP10A2010o								
K = 0.15 + 0.364 ICHT-E/ICHT-Eo + 0.092 E/Eo + 0.333 FS2/FS2o + 0.061 TP10a/TP10ao								
Applications des indices : Valeur connue								
K intermédiaire : 1.174846								
Valeurs de base des paramètres utilisés				Valeurs actualisées au 01/10/2024				
Indice		Valeur de base	Date application	Date publication	Réf. publication	Durée	Racc.	Valeur actualisée
ICHTE	COUT HORAIRE DU TRAVAIL - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	122.40000	01/06/2024	13/09/2024	Site Internet LE MONITEUR			134.20000
010534763	ELECTRICITE TARIF BLEU PROFESSIONNEL HEURES CREUSES BASE 2015	123.70000						177.20945
	Substitué avec coeff. 1.2685 par 010764285	010764285	01/05/2024	27/09/2024	SITE INTERNET INSEE		1.2685	139.70000
FS2	FRAIS ET SERVICES DIVERS (REMPLACEMENT PSDB.C.T)	131.50000	01/08/2024	27/09/2024	Site Internet LE MONITEUR			166.90000
TP10A2010	CANALISATIONS, EGOUTS,ASST, ADDUCT EAU AVEC TUYAUX - 2010	110.60000						129.30000
	Substitué avec coeff. 1 par TP10F	TP10F	01/07/2024	13/09/2024	Site Internet LE MONITEUR		1	129.30000

Détail du calcul du coefficient de variation									
Résultat= $0,15 + 0,364 \times \text{ICHTE} / \text{ICHTEo} + 0,092 \times 010534763 / 010534763o + 0,333 \times \text{FSD2} / \text{FSD2o} + 0,061 \times \text{TP10A2010} / \text{TP10A2010o}$									
.	0,15								0,150000000
.	+	0,364	x	134,2 / 122,4					+ 0,399091503
.	+	0,092	x	177,20945 / 123,7					+ 0,131796842
.	+	0,333	x	166,9 / 131,5					+ 0,422644106
.	+	0,061	x	129,3 / 110,6					+ 0,071313743
.									=====
.									1,174846194
K définitif : 1,174846									
CRITERES TARIFAIRES									
Référence client sur tiers : (Autre);(GAEC CORNEC (4318027667))									

Référence client sur tiers Autre

n.r. = non assujéti à la redevance		Tranches						
Critère		Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base
Valeur		25,00	29,37					

Référence client sur tiers GAEC CORNEC (4318027667)

n.r. = non assujéti à la redevance		Tranches						
Critère		Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base
Valeur		12,50	14,69					

SAUR

Partenaire : COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT PAYS BIGOUDEN

Référence contrat : 291400/01

Date : 19/04/2025

Produit : Eau Potable		Type de contrat : Affermage		Type d'encaissement : Société				
Consommation part SAUR - Production et distribution								
Prix (HT) à compter du 01/01/2025		Redevance : Consommation part SAUR - Production et distribution						
Devise : Euro		Date d'actualisation : 10/10/2024				K : 1,174846		
Prix révisé = [K=1,174846] * Prix de base								
Détermination du coefficient résultant de la formule de variation des prix								
Formule de révision : 0,15+0,364xICHTE/ICHTEo+0,092x010534763/010534763o+0,333xFSD2/FSD2o+0,061xTP10A2010/TP10A2010o								
K = 0.15 + 0.364 ICHT-E/ICHTE-Eo + 0.092 E/Eo + 0.333 FSD2/FSD2o + 0.061 TP10a/TP10ao								
Applications des indices : Valeur connue								
K intermédiaire : 1,174846								
Valeurs de base des paramètres utilisés				Valeurs actualisées au 01/10/2024				
Indice		Valeur de base	Date application	Date publication	Réf. publication	Durée	Racc.	Valeur actualisée
ICHTE	COUT HORAIRE DU TRAVAIL - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	122,40000	01/06/2024	13/09/2024	Site Internet LE MONITEUR			134,20000
010534763	ELECTRICITE TARIF BLEU PROFESSIONNEL HEURES CREUSES BASE 2015	123,70000						177,20945
	Substitue avec coeff. 1,2685 par 010764285	010764285	01/05/2024	27/09/2024	SITE INTERNET INSEE		1,2685	139,70000
FSD2	FRAIS ET SERVICES DIVERS (REMPLACEMENT PSDB.C.T)	131,50000	01/08/2024	27/09/2024	Site Internet LE MONITEUR			166,90000
TP10A2010	CANALISATIONS, EGOUTS,ASST, ADDUCT.EAU AVEC TUYAUX - 2010	110,60000						129,30000
	Substitue avec coeff. 1 par TP10F	TP10F	01/07/2024	13/09/2024	Site Internet LE MONITEUR		1	129,30000

Détail du calcul du coefficient de variation									
Résultat=0,15+0,364xICHTE/ICHTEo+0,092x010534763/010534763o+0,333xFSD2/FSD2o+0,061xTP10A2010/TP10A2010o									
.	0,15								0,150000000
.	+	0,364	x	134,2 / 122,4					+ 0,399091503
.	+	0,092	x	177,20945 / 123,7					+ 0,131796842
.	+	0,333	x	166,9 / 131,5					+ 0,422644106
.	+	0,061	x	129,3 / 110,6					+ 0,071313743
.									-----
.									1,174846194
K définitif : 1,174846									
CRITERES TARIFAIRES									
Tranche (m3/an)									

n.r.= non assujetti à la redevance									
		Tranches							
		[1 , 200]		[201 , 6000]		6001 - Maximum			
Critère		Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Valeur		0,2660	0,3125	0,3330	0,3912	0,2660	0,3125	n.r.	n.r.

SAUR	Partenaire : COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT PAYS BIGOUDEN		Date : 19/04/2025
	Référence contrat : 291400/01		
	Produit : Eau Potable	Type de contrat : Affermage	Type d'encaissement : Société
Consommation part SAUR - Achat d'eau			
Prix (HT) à compter du 01/01/2025	Redevance : Consommation part SAUR - Achat d'eau		
Devise : Euro	Date d'actualisation : 14/02/2025		
CRITERES TARIFAIRES			
Tranche (m3/an)			

n.r.= non assujetti à la redevance									
		Tranches							
Critère		Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Valeur		0,4579							



14 BILAN DE L'ACTIVITE DE CETTE ANNEE

Un regard sur notre activité

LES VOLUMES D'EAU

Attention : Les données présentées ci-dessous sont exprimées sur des années calendaires, comme l'indiquent les tableaux de détails mensuels.

Les volumes produits sont les volumes issus des ouvrages du service et introduits dans le réseau de distribution.

Les volumes importés sont les volumes d'eau en provenance d'un service d'eau extérieur.

Les volumes exportés sont les volumes d'eau livrés à un service d'eau extérieur.

Les volumes prélevés mensuels par ressource

Les volumes prélevés sont les volumes issus des exhaures des ouvrages de prélèvement d'eaux brutes (captage, puits etc...).

PLOGASTEL ST GERMAIN - Captage St Avé

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	25 212	24 787	28 453	22 545	27 821	24 280	24 062	14 737	11 565	8 919	13 793	17 082	243 256
2024	18 128	17 012	22 675	21 573	24 853	22 151	22 321	16 911	13 324	10 565	22 038	18 391	229 942

PLOGASTEL ST GERMAIN - Forage Ty Nevez Scuiller

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	0	2	0	0	0	354	2 935	9 047	9 497	8 673	6 358	7 344	44 210
2024	6 832	4 561	2 265	2 198	997	1 272	1 493	9 931	9 712	9 428	1	6	48 696

PLOZEVET - Forage de KERLOSQUET

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	135	76	6	5	301	35	4495	8871	6603	5919	2939	27	29 414
2024	0	297	1	2	6	0	940	7936	3902	0	245	0	13 329

PLOZEVET - Captage St Ronan (calculé)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	23 818	25 954	35 260	32 268	32 995	39 916	28 775	30 097	26 968	24 165	32 663	27 809	360 686
2024	29587	27021	35290	34228	37455	30178	32829	30499	25264	33052	37661	29754	382 818

PLOZEVET - Exhaure St Ronan

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	23 953	26 030	35 266	32 273	33 296	39 951	33 270	38 968	33 571	30 084	35 602	27 836	390 100
2024	29 587	27 318	35 291	34 230	37 461	30 178	33 769	38 435	29 166	33 052	37 906	29 754	396 147

LANDUDEC - Captage Kergamet

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	11 821	12 098	14 196	11 445	11 456	14 992	8 407	5 185	1 204	5 517	8 362	13 714	118 397
2024	14 646	14 123	15 511	15 074	14 176	11 976	8 696	8 109	1 616	2 003	1 312	14 023	121 265

LANDUDEC - Puits Kergamet (calculé)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	0	0	0	0	0	0	0	2292	3369	0	0	0	5661
2024	0	0	0	0	0	1014	0	745	2 841	2 986	7 705	0	15291

LANDUDEC - Forage 1

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	0	83	0	5	990	1 489	6 995	8 859	7 670	5 030	3 311	33	34 465
2024	0	30	65	58	2	798	7 182	10 637	8 423	9 926	1 543	8 370	47 034

LANDUDEC - Forage 2

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	0	31	1 370	1 226	1 189	1 271	0	856	964	37	1	0	6 945
2024	0	1	1	0	0	2	0	610	294	0	5	218	1 131

Les volumes produits mensuels par ressource

Les volumes produits sont les volumes générés par les installations de production du service en vue d'être injectés dans le réseau de distribution. Les volumes de service au sein de l'unité de production ne sont pas inclus dans les volumes produits. En fonction des circonstances, ces volumes sont enregistrés à l'une des étapes suivantes :

- A la sortie de l'usine de traitement,
- A la sortie de la station de pompage en cas de désinfection simple,
- A la sortie du réservoir en cas d'alimentation gravitaire avec désinfection simple.

Par conséquent, ces volumes peuvent différer de ceux prélevés dans l'environnement naturel.

PLOGASTEL ST GERMAIN - Production St Avé

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	25 486	25 134	28 832	22 884	28 218	24 588	22 461	23 781	21 069	17 272	19 990	24 341	284 056
2024	25 024	24 939	24 818	23 636	25 828	23 378	23 831	25 975	21 863	19 891	29 737	20 049	288 969

PLOZEVET - Production St Ronan

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	23 953	26 030	35 266	32 273	33 296	39 951	33 270	38 968	33 571	30 084	35 602	27 836	390 100
2024	29 587	27 318	35 291	34 230	37 461	30 178	33 769	38 435	29 166	33 052	37 906	29 754	396 147

LANDUDEC - Production de Kergamet

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	11 777	12 029	15 456	12 627	13 493	17 663	15 343	17 192	13 207	10 504	11 895	13 671	164 857
2024	14 523	14 134	15 433	15 117	14 024	13 790	15 231	20 101	13 174	14 915	10 565	14 115	175 122

Les volumes importés mensuels par ressource

Volumes importés : volumes achetés en gros à d'autres services, y compris à titre provisoire ou de secours. Les volumes achetés en gros sont les volumes d'eau potable provenant de services de distribution d'eau externe.

Si la fourniture se fait dans le cadre d'une adhésion entre collectivités, le volume fourni doit être tout de même être comptabilisé comme importé.

Depuis DZCO - Comptage Kerfreost (concerne ex-périmètre 2964)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	7 295	7 839	9 162	7 028	3 676	8 530	6 655	6 436	7 513	6 370	11 398	4 225	86 127
2024	4 554	2 964	4 865	5 016	4 544	2 989	3 914	4 047	4 280	4 686	5 601	5 759	53 219

Depuis DZCO - Comptage lot Bellevue (concerne ex-périmètre 2964)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	342	271	330	307	332	464	302	340	293	270	305	273	3 829
2024	282	257	284	262	313	270	356	321	247	241	230	220	3 283

Depuis CCPBS -Comptage Canapé (concerne périmètre 2962)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	34 224	29 471	28 934	26 490	28 231	40 255	30 302	38 949	36 915	28 545	29 652	25 179	377 147
2024	27 320	24 360	23 970	21 210	29 360	30 550	36 190	39 020	28 170	22 310	23 630	23 037	329 127

Les volumes exportés mensuels par ressource

Volumes exportés concernant l'approvisionnement en eau potable fourni à un autre service.

Vers DZCO - Comptage kerfreost

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	5 154	6 705	8 367	5 210	8 989	4 920	6 009	6 451	5 704	4 218	7 111	8 006	76 844
2024	7 951	8 084	7 577	5 477	4 795	4 040	3 643	2 178	2 192	2 337	2 704	5 789	56 767

Vers DZCO - Comptage Leurvoyec

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	3 649	3 404	4 140	3 270	3 246	4 082	3 301	3 630	3 497	2 968	4 489	3 581	43 257
2024	3 820	3 612	4 056	3 900	4 538	3 949	3 957	4 316	3 525	4 049	4 910	5 071	49 703

Vers MAHALON - Comptage Ty Touze

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	3 952	3 680	4 453	4 208	3 942	5 452	4 071	4 439	4 365	3 609	4 519	3 650	50 340
2024	3 846	3 431	3 973	4 125	4 386	3 784	4 184	4 721	3 738	3 639	4 081	4 561	48 469

Vers CCPBS - Comptage Kerfilin

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	2 139	1 980	2 466	2 143	2 330	3 121	115	1 441	2 734	2 393	2 578	2 290	25 730
2024	2 560	337	2 713	499	0	554	2 586	1 853	625	0	2 167	728	14 622

Nota : en 2024, des campagnes de recherches de fuite sur le territoire de CCPBS (Saint Jean Trolimon) ont été réalisées à partir du réseau de Plomeur sans passer par l'export de Kerfilin

Vers CCPBS – Comptage Kervilloc

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	58	52	63	56	60	71	77	81	69	62	64	62	775
2024	64	61	68	71	77	65	60	224	75	66	22	9	862

Vers CCPBS-Comptage Le Cosquer

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	458	407	489	498	513	706	620	665	597	499	484	492	6 428
2024	504	467	533	506	600	543	630	722	543	472	448	520	6 488

Vers Mahalon – Comptage Menez Lann Marzin

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2024	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Vers CCPBS – Comptage Treluon - TREGUENNEC

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	1 900	2 635	2 150	2 266	2 365	3 354	3 552	4 454	2 776	2 069	1 729	1 711	30 961
2024	1 637	1 446	1 801	1 707	2 174	1 379	2 992	4 523	2 748	2 444	2 501	2 389	27 741

Les volumes mensuels par comptage interne au territoire CCHPB

RES Kerlaeron Cne PLOZEVET - Import de landudec (export ex-2964 vers ex-2934)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	567	686	1 654	542	1 298	862	1 350	2 432	484	598	816	3 339	14 628
2024	3 915	3 527	3 934	3 029	325	942	1 011	1 417	773	1 896	2 023	4 076	26 868

Bâche de Kerguivien Cne PLONEOUR-LANVERN (Export 2962 vers 2934)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	3 960	485	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4445
2024	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Bâche de Kerguivien Cne PLONEOUR-LANVERN (Export 2934 vers 2962)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	0	1 175	4 783	4 127	3 749	8 818	0	0	620	3 865	4 505	4 764	36 406
2024	4 570	4 315	9 112	8 508	4 454	2 917	2 884	3 103	2 835	6 663	10 038	8 541	67 940

Compteur de KERFRUC (export 2964 vers 2934)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	0	0	1	0	153	0	0	0	0	150	0	0	304
2024	0	0	1	1	2	0	0	3 222	178	0	0	20	3 424

RES Kerlaeron Cne PLOZEVET - Export vers Landudec (export 2934 vers 2964)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2023	77	91	81	82	81	178	100	125	98	80	88	74	1 155
2024	66	53	51	68	107	80	113	127	75	65	75	40	920

LES INDICATEURS

Attention : Pour le calcul des indicateurs ci-dessous, les volumes utilisés sont extrapolés sur la période de relève puis ramenés sur 365j afin de se conformer au décret n°2007-675 et arrêté du 2 mai 2007 des indicateurs du maire.

Définitions des notions utilisées pour les indicateurs :

Les volumes produits sont les volumes issus des ouvrages du service et introduits dans le réseau de distribution.

Les volumes importés sont les volumes d'eau en provenance d'un service d'eau extérieur.

Les volumes exportés sont les volumes d'eau livrés à un service d'eau extérieur.

Les volumes mis en distribution correspondent à la somme des volumes produits et importés, auxquels on soustrait les volumes exportés.

Les volumes consommés autorisés sont la somme des volumes consommés comptabilisés hors vente en gros sur 365 jours, des volumes sans comptage (essai de poteaux d'incendie, arrosage, ...) et des volumes de service du réseau (purges, nettoyage de réservoirs, ...).

Les volumes consommés comptabilisés sont les volumes d'eau potable consommés comptabilisés par les clients du périmètre de votre contrat n'incluant pas les ventes d'eau en gros et/ou les volumes exportés.

Le Rendement IDM (Indicateur du maire)

$$\text{Rendement IDM} = \frac{\text{Volumes consommés autorisés} + \text{Volumes vendus en gros}}{\text{Volumes produits} + \text{Volumes achetés en gros}}$$

Ex-périmètre St Ronan (Plozévet-Plovan-Pouldreuzic-Tréogat) : objectif contractuel moyenne 2023-2024 : 88.2%

	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution N/N-1
Volume produit	373 201	372 447	369 654	369 966	394 263	6,57%
Volume acheté en gros	14 181	24 002	30 446	39 773	24 634	-38,06%
Volume vendu en gros	1 534	2 562	1 253	23 618	77 326	227,40%
Volume consommé autorisé	322 906	331 260	331 803	322 752	288 782	-10,53%
Rendement IDM (%)	83,75	84,2	83,2%	84,5%	87,4%	3,43%

Ex-périmètre Plonéour-Lanvern : objectif contractuel moyenne 2023-2024 : 93%

	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution N/N-1
Volume acheté en gros	400 565	415 459	416 076	423 014	396 823	-6,19%
Volume vendu en gros	79 343	85 710	90 239	82 761	50 608	-38,85%
Volume consommé autorisé	295 225	299 256	300 673	288 071	294 832	2,35%
Rendement IDM (%)	93,51	92,66	94,0%	87,7%	87,1%	-0,68%

Ex-périmètre Landudec - Gourlizon- Plogastel- Peumerit- Guiler : objectif contractuel moyenne 2023-2024: 90.5%

	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution N/N-1
Volume produit	426 530	436 326	415 406	415 262	455 274	9,64%
Volume acheté en gros	73 574	72 355	92 304	97 175	63 111	-35,05%
Volume vendu en gros	181 270	195 031	182 747	168 396	187 873	11,57%
Volume consommé autorisé	295 405	284 343	281 046	286 201	279 252	-2,43%
Rendement IDM (%)	95,32	94,24	91,4%	88,7%	90,1%	1,58%

Le Rendement Primaire

$$\text{Rendement primaire} = \frac{\text{Volumes consommés comptabilisés}}{\text{Volumes mis en distribution}}$$

Ex-périmètre St Ronan (Plozévet-Plovan-Pouldreuzic-Tréogat) :

	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution N/N-1
Volume produit	373 201	372 447	369 654	369 966	394 263	6,57%
Volume acheté en gros	14 181	24 002	30 446	39 773	24 634	-38,06%
Volume vendu en gros	1 534	2 562	1 253	23 618	77 326	227,40%
Volume mis en distribution	385 848	393 887	398 847	386 121	341 571	-11,54%
Volume consommé	319 033	327 295	327 802	318 655	284 593	-10,69%
Rendement primaire (%)	84,04	83,09	82,2%	82,5%	83,3%	0,97%

Ex-périmètre Plonéour-Lanvern :

	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution N/N-1
Volume acheté en gros	400 565	415 459	416 076	423 014	396 823	-6,19%
Volume vendu en gros	79 343	85 710	90 239	82 761	50 608	-38,85%
Volume mis en distribution	321 221	329 749	325 837	340 253	346 215	1,75%
Volume consommé	291 218	297 522	296 513	283 841	286 879	1,07%
Rendement primaire (%)	90,66	90,23	91,0%	83 4%	87,1%	4,44%

Ex-périmètre Landudec - Gourlizon- Plogastel- Peumerit- Guiler) :

	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution N/N-1
Volume produit	426 530	436 326	415 406	415 262	455 274	9,64%
Volume acheté en gros	73 574	72 355	92 304	97 175	63 111	-35,05%
Volume vendu en gros	181 270	195 031	182 747	168 396	187 873	11,57%
Volume mis en distribution	318 834	313 650	324 963	344 041	330 512	-3,93%
Volume consommé	290 404	279 257	275 969	281 076	274 068	-2,49%
Rendement primaire (%)	91,08	89,03	84,9%	81,7%	82,9%	1,47%

L'Indice Linéaire de Pertes

L'Indice Linéaire de Pertes (ILP) indique les volumes perdus par jour et par kilomètre de réseau.

Cet indicateur permet de quantifier, par kilomètre de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés. Il permet de mesurer la performance du réseau en fonction de sa nature.

$$\text{Indice linéaire de pertes (ILP)} = \frac{\text{Volumes mis en distribution} - \text{Volumes consommés autorisés}}{\text{Linéaire de réseau} * 365j}$$

Ex-périmètre St Ronan (Plozévet-Plovan-Pouldreuzic-Tréogat) :

	2020	2021	2022	2023	2024
Indice linéaire de pertes (en m3/km/j)	0,72	0,72	0,77	0,73	0,60

Ex-périmètre Plonéour-Lanvern :

	2020	2021	2022	2023	2024
Indice linéaire de pertes (en m3/km/j)	0,49	0,56	0,46	0,92	0,76

Ex-périmètre Landudec - Gourlizon- Plogastel- Peumerit- Guiler) :

	2020	2021	2022	2023	2024
Indice linéaire de pertes (en m3/km/j)	0,27	0,34	0,50	0,65	0,58

L'Indice Linéaire de Volumes Non Comptés

L'Indice Linéaire des volumes non comptés (ILVNC) correspond au ratio des volumes non comptés par jour, par kilomètre de réseau.

Cet indicateur permet de quantifier, par kilomètre de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution reflètent la mise en œuvre de la politique de comptage aux points de livraison et l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{Indice linéaire de volumes non comptés (ILVNC)} = \frac{\text{Volumes mis en distribution} - \text{Volumes consommés}}{\text{Linéaire de réseau} * 365j}$$

Ex-périmètre St Ronan (Plozévet-Plovan-Pouldreuzic-Tréogat) : objectif contractuel : 0,54

	2020	2021	2022	2023	2024
Indice linéaire de volume non compté	0,76	0,76	0,81	0,77	0,65

Ex-périmètre Plonéour-Lanvern : objectif contractuel : 0,57

	2020	2021	2022	2023	2024
Indice linéaire de volume non compté	0,56	0,59	0,54	1,00	0,82

Ex-périmètre Landudec - Gourlizon- Plogastel- Peumerit- Guiler) : objectif contractuel : 0,56

	2020	2021	2022	2023	2024
Indice linéaire de volume non compté	0,32	0,39	0,56	0,71	0,64

L'Indice Linéaire de Consommation

L'Indice Linéaire de consommation (ILC) correspond au ratio des volumes consommés autorisés et des volumes exportés par kilomètre de réseau.

Ce ratio est utilisé pour évaluer la conformité du rendement du réseau.

$$\text{Indice linéaire de consommation (ILC)} = \frac{\text{Volumes consommés autorisés} + \text{Volumes exportés}}{\text{Linéaire de réseau} * 365j}$$

Ex-périmètre St Ronan (Plozévet-Plovan-Pouldreuzic-Tréogat) :

	2020	2021	2022	2023	2024
Indice linéaire de consommation (m3/km/j)	3,7	3,81	3,80	3,96	4,17

Ex-périmètre Plonéour-Lanvern :

	2020	2021	2022	2023	2024
Indice linéaire de consommation (m3/km/j)	7	7,05	7,16	6,55	4,62

Ex-périmètre Landudec - Gourlizon- Plogastel- Peumerit- Guiler) :

	2020	2021	2022	2023	2024
Indice linéaire de consommation (m3/km/j)	5,42	5,49	5,32	5,14	5,26

CONSOMMATION D'ENERGIE

Le tableau ci-après présente les consommations d'énergie calculées à partir de la facturation du distributeur pour l'ensemble du contrat au cours de l'exercice, et prennent en compte toutes les corrections de facturation : avoirs et rattrapages.

	2020	2021	2022	2023	2024
Ex Bâche de Kerandoare - PLOGASTEL ST GERMAIN	52 350	39 743	25 713	0	0
Bâche de Kerguivien - PLONEOUR LANVERN	0	5 694	14 258	20 688	13 636
CHLORATION de Menez Kerveyen - PLOGASTEL ST GERMAIN	190	163	192	191	- 31
Chloration de Quelordan - PLONEOUR LANVERN	3 601	2 280	3 762	4 257	853
Chloration Kervriec - POULDREUZIC	108	98	126	128	123
Chloration Pencleuziou vers Plovan - PLOVAN	217	159	129	141	141
Chloration Pencleuziou vers Tréogat - PLOVAN	52	846	223	326	883
Exp Kerfruc - PLOZEVET	132	136	100	85	51
Exp Kermoguer - PLOGASTEL ST GERMAIN	269	251	252	273	221
Pompage de St Ave - PLOGASTEL ST GERMAIN	163 343	159 222	145 885	144 170	134 070
Pompage St Ronan - PLOZEVET	132 362	137 857	134 700	140 394	137 880
Regard de vannage Le Fort - GOURLIZON	0	0	215	351	363
RES - LANDUDEC	8 731	4 952	3 697	11 476	13 634
RES Croas Ar Bleon - PLONEOUR LANVERN	31 333	30 089	33 308	31 874	31 577
RES Kerlaeron - PLOZEVET	73 769	66 484	71 061	76 733	83 562
Réservoir Kerandoaré - PLOGASTEL ST GERMAIN	0	0	13 575	39 760	38 110
Station Kergamet - LANDUDEC	126 749	111 377	143 947	133 040	138 268
SU Creach Calvic - PLONEOUR LANVERN	20 230	20 343	23 442	14 772	26 489
SU Kerlavar - PLONEOUR LANVERN	85 649	84 684	93 958	78 497	56 255
SU Menez Kerveyen - PLOGASTEL ST GERMAIN	2 311	2 091	2 485	1 814	2 376
SURP Menez kerguelen - PLOZEVET	4 809	3 769	2 688	2 513	284
Total	706 205	670 238	713 716	701 700	678 745

Les sites avec des consommations négatives sont des ex-tarifs bleus où la facturation est basée sur des estimations de consommation. Lors de la relève terrain ENEDIS, ces estimations sont régularisées et peuvent être négatives dans les cas où elles ont été fortement surestimées en année n-1.

SAUR a travaillé étroitement avec ENEDIS ces dernières années afin de faciliter le déploiement du compteur LINKY sur vos sites. A ce jour, 99% du parc de compteurs électriques exploités par SAUR sont équipés d'un compteur LINKY.

CONSOMMATION DE REACTIFS

Installation	Réactif	2022	2023	2024	Unité
Pompage de St Ave PLOGASTEL ST GERMAIN	Carbonate calcium	14 926	14 200	14 400	kg
Pompage de St Ave PLOGASTEL ST GERMAIN	Eau de Javel	1 868	2400	2300	kg
RES Kerlaeron - PLOZEVET	Carbonate calcium	27 901	16 000	15 000	kg
RES Kerlaeron - PLOZEVET	Eau de Javel	2 618	3250	3100	kg
Station Kergamet - LANDUDEC	Carbonate calcium	13 441	15 000	17 500	kg
Station Kergamet - LANDUDEC	Eau de Javel	1 484	1400	1350	kg

A man with glasses and a white lab coat is focused on writing in a form on a laboratory bench. He is holding a pen in his right hand. The background shows a window with a view of greenery outside and some laboratory equipment on the bench, including a digital scale and some containers.

15 LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

La qualité de l'eau, notre priorité

L'EAU BRUTE

Synthèse des analyses sur l'eau brute

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)
Bactériologique	1	0
Physico-chimique	29	34
Nombre total d'échantillons	29	34

Evolution des concentrations en Nitrates dans les différents captages et forages en 2024 :

	Nitrates (mg/l)		
	Maxi	Moyen	Mini
Captage St-Ronan	37	32	28
Captage de Kergamet	38	34	32
Forage 1	33	32	31
Forage 2	17	16	12
Forage Ty Nevez Scuiller	1	1	1
Puits Saint-Avé	29	26	21

Evolution des concentrations en Nitrates dans le captage de « Saint Ronan » (moyennes en mg/l) :

	Minimum	Moyenne	Maximum
2000	44	52	56
2001	43	49	54
2002	43	49	54
2003	42	46	51
2004	38	42	49
2005	38	43	49
2006	42	47	50
2007	39	45	49
2008	41	44	47
2009	42	46	49
2010	41	46	50
2011	42	46	51
2012	39	44	46
2013	36	42	46
2014	36	40	45
2015	36	40	43
2016	36	40	44
2017	35	40	45
2018	36	40	44
2019	34	39	45
2020	33	37	40
2021	31	37	39
2022	33	38	40
2023	29	33	36
2024	28	32	37

On notera la présence de métolachlore ESA et d'ASDM dans l'ensemble des eaux brutes, tout au long de l'année 2024, à des concentrations parfois supérieures à 0.1 µg/l.

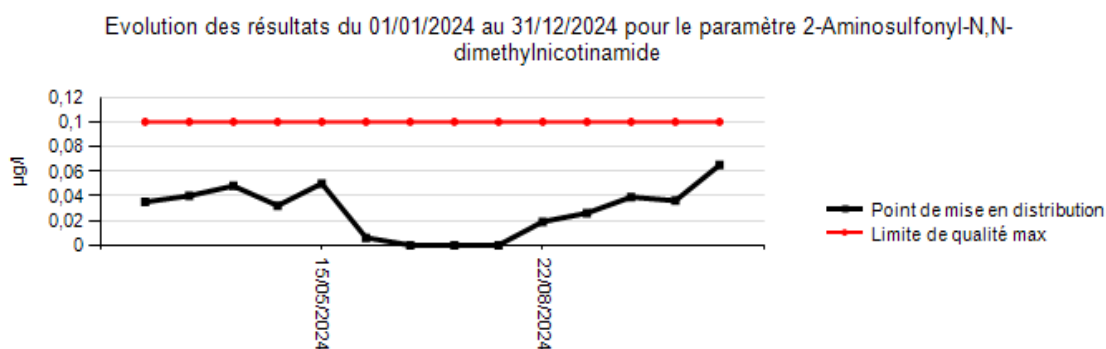
L'EAU TRAITEE

Station de Kerlaeron

En 2024, l'eau traitée à la station de Kerlaeron présente les caractéristiques moyennes suivantes :

- Un pH moyen de **8.0**
- Des teneurs en Nitrates comprises entre **28** et **37** mg/litre (moyenne **32** mg/litre)

Un suivi spécifique pour le paramètre ASDM a été mis en place pour suivre le bon fonctionnement de la filtration au charbon actif, installée début juillet 2021. Le charbon a été renouvelé en juin 2024.

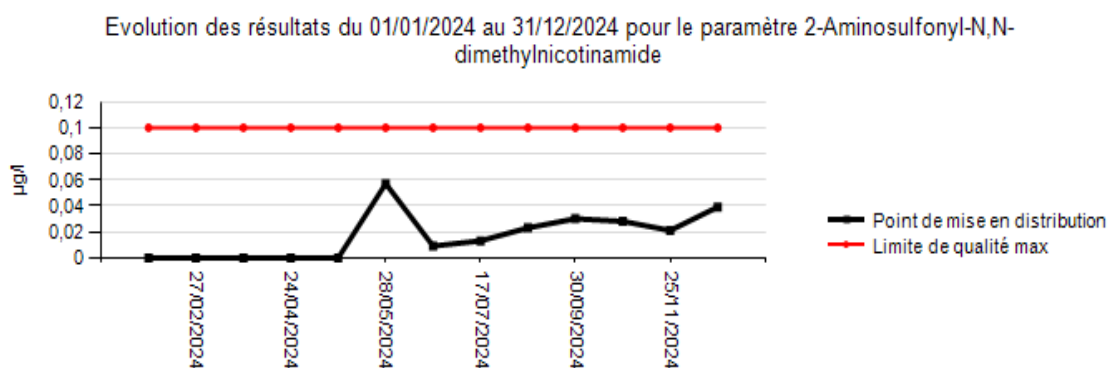


Station de Kergamet

L'eau traitée présente les caractéristiques moyennes :

- ™ Un pH moyen de **8.0**
- ™ Des teneurs en Nitrates comprises entre **14** et **38** mg/litre (moyenne **33** mg/litre).

Avec la filtration sur charbon actif, aucun dépassement en ASDM n'a été enregistré en 2024 dans l'eau mise en distribution.



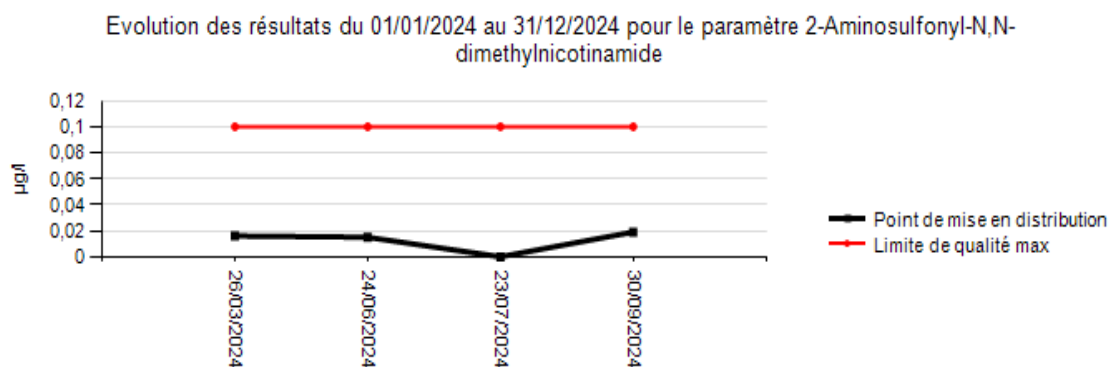
Station de Saint-Avé :

L'eau produite est issue du mélange des eaux du forage Ty Névez Sculler et du captage de Saint-Avé.

En 2024, l'eau traitée à la station présente les caractéristiques moyennes suivantes :

- ™ Un pH moyen de **8.3**
- ™ Des teneurs en Nitrates comprises entre **14 et 27 mg/litre** (moyenne **21 mg/litre**)

Aucun dépassement en ASDM n'a été enregistré en 2024 dans l'eau mise en distribution.



L'EAU POINT DE MIS EN DISTRIBUTION

Synthèse des analyses sur l'eau point de mise en distribution

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons conformes (ARS)	% Conformité (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)	Nombre d'échantillons conformes (Exploitant)	% Conformité (Exploitant)
Bactériologique	11	11	100	0	0	0
Physico-chimique	11	11	100	42	42	100
Nombre total d'échantillons	11	11	100	42	42	100

L'EAU DISTRIBUEE

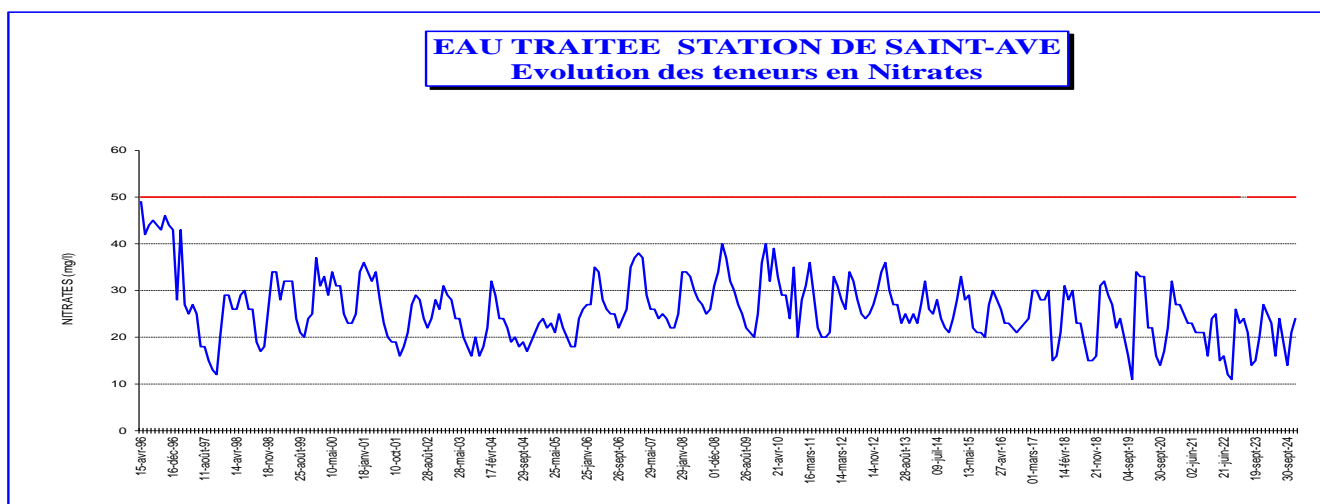
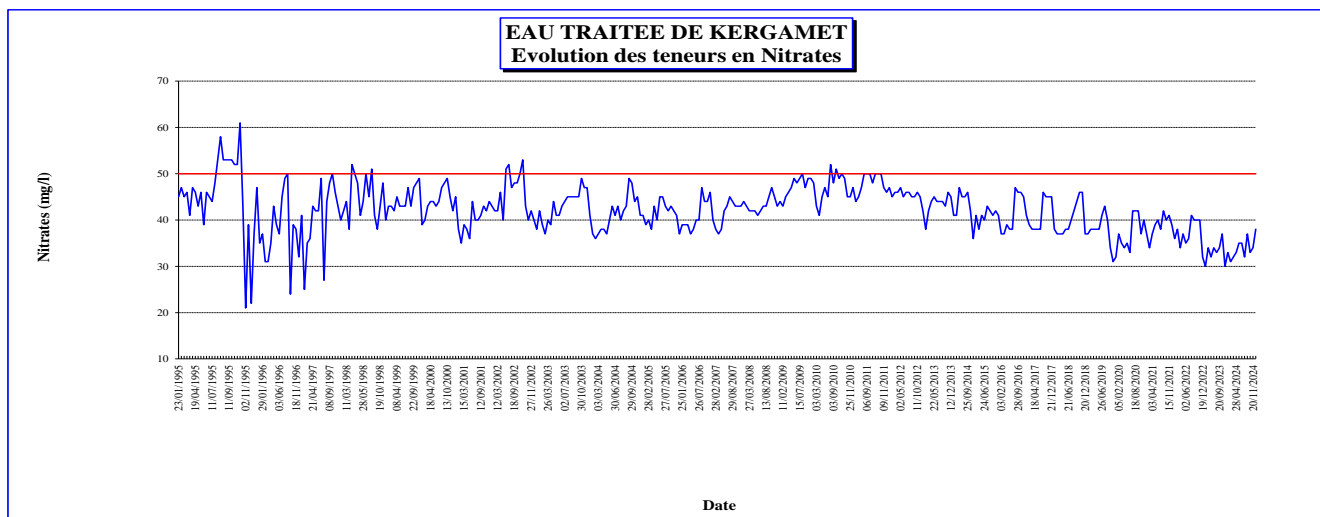
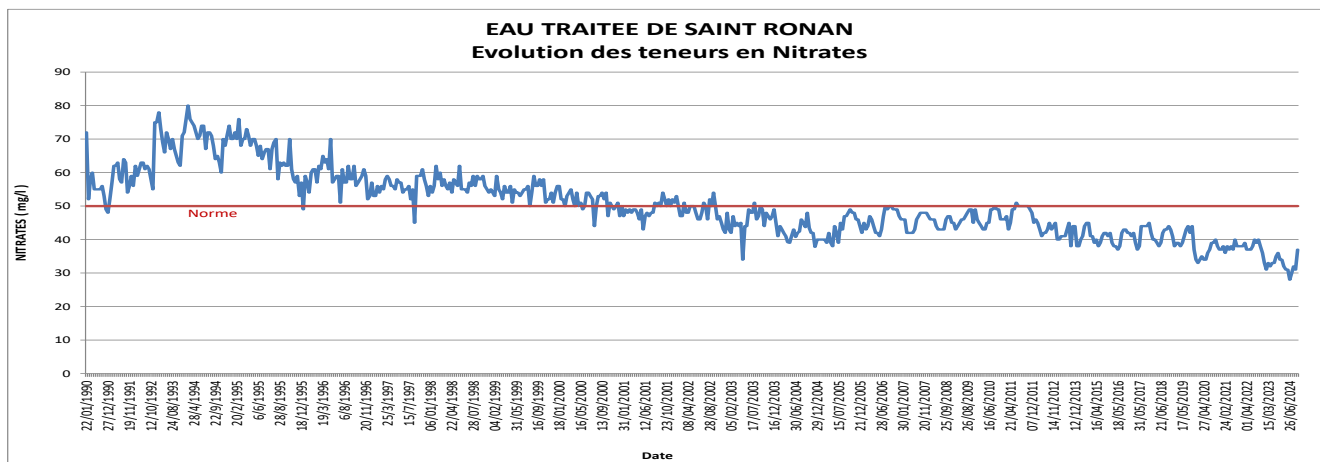
Synthèse des analyses sur l'eau distribuée

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons conformes (ARS)	% Conformité (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)	Nombre d'échantillons conformes (Exploitant)	% Conformité (Exploitant)
Bactériologique	57	57	100	0	0	0
Physico-chimique	61	61	100	18	18	100
Nombre total d'échantillons	61	61	100	18	18	100

Commentaire sur l'eau distribuée

L'ensemble des analyses physico-chimiques et bactériologiques effectuées sur l'eau distribuée en 2024, respectait les normes de potabilité et montrait la bonne qualité générale de l'eau mise en distribution.

Suivi des paramètres spécifiques du contrat



NOUVELLE DIRECTIVE EUROPEENNE

La nouvelle Directive Européenne (UE) 2020/2184, relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, est parue au Journal Officiel de l'Union Européenne le 23 décembre 2020.

Le nouveau texte a pour objectif de promouvoir l'eau du robinet et suit cinq axes d'évolution :

- l'accès à l'eau potable pour tous, en réponse à la 1ère initiative citoyenne européenne « L'eau, un droit humain ».
- l'évaluation de la sécurité sanitaire de l'eau, du captage au robinet, fondée sur une analyse des risques, pour repérer et traiter ces derniers de façon proactive.
- l'actualisation de la liste des critères à suivre pour déterminer la qualité de l'eau, basé sur un partenariat avec l'OMS pour la mise à jour des paramètres et des valeurs paramétriques.
- l'harmonisation entre les Etats membres des dispositions des matériaux en contact avec l'eau potable.
- le renforcement de la transparence pour les consommateurs en ce qui concerne la qualité et la fourniture de l'eau potable, afin d'améliorer la confiance dans l'eau du robinet.

Les 14 premiers arrêtés de la directive eau potable ont été publiés

Après sa traduction en droit français, et la publication de l'ordonnance du 22 décembre 2022 (n°2022-1611) et de deux décrets (2022-1720 et N°2022-1721) du 29 décembre 2022, le nouveau cadre de la directive eau potable 2020/2184 s'est mis en place en 2023. De nombreux arrêtés se rapportant à cette directive ont été publiés dès le mois de janvier sans que ne soient toutefois précisé les moyens financiers alloués aux collectivités pour la mise en place de ces nouvelles dispositions.



- L'arrêté du 3 janvier relatif au plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau est également paru au JO du 11 janvier 2023.
 - Il précise les modalités de sa mise en place par les personnes responsables de la production et de la distribution d'eau (PRPDE)
 - Sa mise en place devra être effective avant le 12 juillet 2027 pour les zones de captage et avant le 12 janvier 2029 pour la production et la distribution d'eau.
 - Il devra faire l'objet d'une mise à jour tous les 6 ans et d'une évaluation obligatoire de sa mise en œuvre avant chaque mise à jour.
 - Le texte rappelle les finalités des plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau d'identifier les dangers et événements dangereux susceptibles de détériorer la qualité de l'eau prélevée, les acteurs, d'évaluer les risques associés (ces risques sont soit qualitatifs soit quantitatifs si ils agissent indirectement sur la qualité de l'eau) et de mettre en place des mesures de gestion des risques, dont la faisabilité technique et financière aura été éprouvée, afin de permettre d'éviter ou de diminuer ces risques à un niveau acceptable.
 - En annexe l'arrêté précise le contenu de l'évaluation des risques appliquée aux zones de captage et à la production et à la distribution d'eau.
 - SAUR anticipe d'ores et déjà les futures évolutions réglementaires. En particulier, SAUR pourra être votre partenaire et vous accompagner pour la mise en place de votre Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau (PGSSE).

13 arrêtés d'application sont également parus début 2023 :

- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique
 - Principales dispositions transposées :
 - Intégration de nouveaux paramètres et des exigences de qualité associées : sous-produits de la désinfection, chlorates, chlorites, acides haloacétiques, composés perfluorés, bisphénol A, uranium chimique, microcystines.
 - Normes de qualité relevées pour : antimoine, bore, sélénium.
 - Normes de qualité abaissées pour : plomb, chrome.
 - Normes précisées pour : métabolites de pesticides.
 - Introduction des valeurs indicatives → utilisation pour les métabolites de pesticides non pertinents
 - Introduction des valeurs de vigilance
 - Principales évolutions pour les exigences de qualité en eaux distribuées

Évolutions par rapport à la réglementation antérieure	Paramètres	Limites de qualité	Commentaires	Dates pour la mise en conformité
Nouveaux paramètres				Janvier 2023
	Chlorates	0,25 mg/L	0,7 mg/L si traitement de désinfection pouvant générer des chlorates	
	Chlorites	0,25 mg/L	0,7 mg/L si traitement de désinfection pouvant générer des chlorites	
	Bisphénol A	2,5 µg/L	Mise à jour possible par la CE au regard des travaux EFSA	
	AHA (somme de 5)	60 µg/L	Si traitement de désinfection pouvant générer des AHA. Somme : acide chloroacétique, dichloroacétique et trichloroacétique, acide bromoacétique et dibromoacétique	
	Uranium chimique	30 µg/L		
	Microcystines Total	1 µg/L	À analyser en fonction de la situation	
	PFAS (somme de 20)	0,1 µg/L	Somme de 20 molécules définies dans l'arrêté	
	Chrome VI	6 µg/L		
Relèvement de la limite de qualité				Janvier 2023
	Antimoine	10 µg/L		
	Bore	1,5 mg/L	2,4 mg/L si eau de mer dessalée ou conditions géologiques particulières	
	Sélénium	20 µg/L	30 µg/L si conditions géologiques particulières	
Abaissement de la limite de qualité				Janvier 2036
	Chrome	25 µg/L		
	Plomb	5 µg/L	En amont des installations privées de distribution	
Autre				Janvier 2023
	Pesticides	Pas de changement	Précision sur la notion de pertinence d'un métabolite dans les EDCH. Les métabolites de pesticides non pertinents sont exclus du calcul pour la somme des pesticides. Définition d'une valeur de gestion (valeur indicative) pour les métabolites non pertinents = 0,9 µg/L.	

- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 25 novembre 2003 relatif aux modalités de demande de dérogation aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles pris en application des articles R.1321-31 à R.1321-36 du code de la santé publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 relatif au programme de tests et d'analyses à réaliser dans le cadre de la surveillance exercée par la personne responsable de la production et de la distribution d'eau et aux conditions auxquelles doivent satisfaire les laboratoires réalisant ce programme, en application des articles R.1321-23 et R.1321-24 du code de la santé publique

- Le programme de tests et d'analyses de la surveillance est défini sur la base d'une analyse des dangers que peuvent présenter les installations du système de production et de distribution d'eau, réalisée dans le cadre du PGSSE.
- Réévaluation a minima tous les 6 ans.
- Il doit comprendre la surveillance des paramètres :
 - turbidité, notamment afin de vérifier l'efficacité de l'élimination physique au moyen de procédés de filtration ;
 - coliphages somatiques, afin de vérifier, si nécessaire, l'efficacité des procédés de traitement des eaux brutes contre les virus pathogènes ;
 - chlore et sous-produits de désinfection, afin d'évaluer l'efficacité du traitement de désinfection, ainsi que la rémanence du chlore et la présence de sous-produits de la désinfection en tout point et jusqu'au bout du réseau de distribution, lorsqu'un traitement de désinfection est mis en oeuvre ;
 - équilibre calco-carbonique, afin de prévenir ou d'anticiper les phénomènes de corrosion ou d'entartrage des réseaux de distribution et une éventuelle dégradation de la qualité de l'eau dans le réseau ;
 - tout autre paramètre caractéristique d'une dégradation de la qualité de l'eau prélevée ou d'une dégradation de la qualité de l'eau au cours de sa distribution tel que le chlorure de vinyle monomère, au regard des limites de qualité fixées dans l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié susvisé et relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R.1321-24 du code de la santé publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'exploiter une eau de source ou une eau rendue potable par traitement à des fins de conditionnement
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvement et d'analyse du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique
 - Ce texte établit le programme du contrôle sanitaire assuré par les agences régionales de santé pour les eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinées à la consommation humaine et pour les eaux destinées à la consommation humaine.
 - Il détermine le contenu des analyses types à effectuer sur la ressource (eaux d'origine souterraine ou superficielle), sur les points de mise en distribution, et au robinet du consommateur.
 - Il détermine les fréquences minimales annuelles des prélèvements d'échantillons d'eau et d'analyses en fonction du débit (en m³/jour).
 - Il entrera en vigueur le 1er janvier 2026.
- Arrêté du 30 décembre 2022 relatif à l'évaluation des risques liés aux installations intérieures de distribution d'eau destinée à la consommation humaine
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux utilisées dans une entreprise alimentaire ne provenant pas d'une distribution publique, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 19 octobre 2017 relatif aux méthodes d'analyses utilisées dans le cadre de la réalisation du contrôle sanitaire des eaux
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2013 relatif aux analyses de contrôle sanitaire et de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les laboratoires réalisant les prélèvements et les analyses de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 1er février 2010 relatif à la surveillance des légionnelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire

D'autres arrêtés d'application complémentaires viendront transposer des exigences de la Directive Européenne (UE) 2020/2184, en particulier les articles suivants :

- L'article 4.3, dédié à la maîtrise des pertes en eau, demande aux Etats membres d'évaluer les niveaux de fuite d'eau sur leur territoire, pour les services >10 000 m³/j ou >50 000 habitants. D'ici 2028, la Commission européenne fixera un seuil au-delà duquel un plan d'actions de réduction des fuites sera nécessaire.

- L'article 11 fixe et uniformise à l'échelle européenne, les principes applicables et les exigences minimales pour les matériaux en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine.
- L'article 16 a pour objectif de réduire les inégalités sociales et territoriales. Les Etats membres sont ainsi enjoins à prendre des mesures pour garantir l'accès à l'eau, en particulier pour les populations vulnérables,
- L'article 17 vise améliorer la confiance du consommateur en l'eau du robinet et sa connaissance de ses consommations avec la diffusion régulière d'une information complète de l'eau potable distribuée (qualité, prix, volume, méthode de production ...)

METABOLITES DE PESTICIDES

L'EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

Comment définit-on la liste des pesticides et métabolites recherchés ?

- La liste des pesticides à rechercher dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux n'est pas arrêtée au niveau national.
- Compte-tenu du nombre élevé de molécules de pesticides étant ou ayant été autorisées/utilisées et de la diversité des contextes régionaux, le choix des molécules est effectué par chaque ARS et est révisé régulièrement.
- Il est ainsi tenu compte des activités et usages agricoles, des surfaces cultivées, de la probabilité de les retrouver dans les eaux et de leur toxicité sur la santé humaine.

Comment surveille-t-on les pesticides et leurs métabolites ?

Les exigences de qualité de l'eau distribuée sont précisées dans le Code de la santé publique en application de la Directive européenne 2020/2184. La surveillance mise en œuvre par les ARS dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux compare les concentrations retrouvées dans les eaux distribuées à ces limites ainsi qu'à des valeurs de gestion introduites par l'instruction N°DGS/EA4/2020/177 du 18 décembre 2020 :

Pour les métabolites PERTINENTS et les pesticides :

- La limite de qualité (LQ) :
 - 0,1 µg/l par molécule (sauf pour l'aldrine, la dieldrine, l'heptachlore et l'heptachlorépoxyde : 0,03 µg/l) et 0,5 µg/l pour la somme des molécules mises en évidence.
 - L'eau est conforme lorsqu'elle répond à la limite de qualité.
 - Ces valeurs réglementaires ont été établies dans un objectif de lutte contre la pollution de la ressource et non sur la base d'une approche toxicologique d'impact sur la santé.
- La valeur sanitaire maximale (Vmax) :
 - C'est une valeur de gestion, établie par l'ANSES, propre à chaque molécule, en deçà de laquelle l'eau peut être consommée sans entraîner d'effet néfaste pour la santé.
 - A vocation à n'être utilisée que pour une durée limitée (période de dérogation), pendant laquelle des actions de remédiation doivent être mises en place.

Pour les métabolites NON-PERTINENTS :

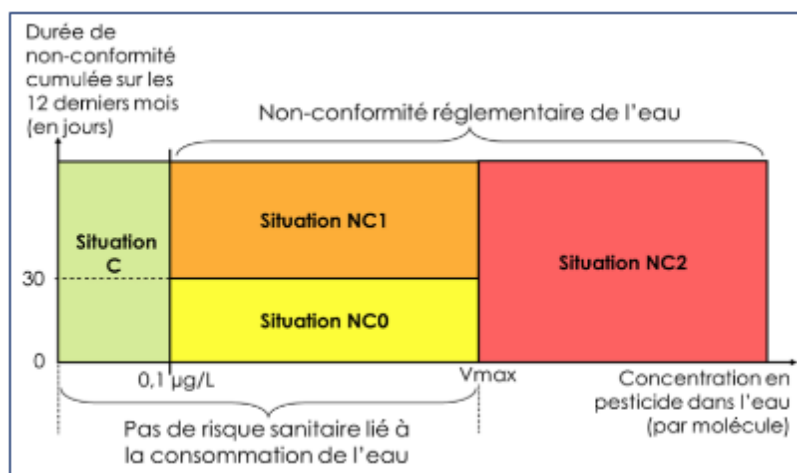
- Ne sont pas soumis aux limites de qualité. Cependant leur concentration dans l'eau doit rester inférieure à la valeur guide de gestion sanitaire (Vguide) définie pour chaque substance par l'ANSES, ou à défaut, à une valeur indicative unique fixée à 0,9 µg/l.

Comment sont déterminées les Vmax ?

- Les valeurs sanitaires maximales sont déterminées par l'ANSES à partir des valeurs toxicologiques de référence (VTR) s'appliquant aux substances actives ou métabolites, en considérant que l'exposition d'une personne par l'eau qu'elle consomme ne doit pas dépasser 10 % de la VTR.
- Pour assurer la plus grande sécurité possible, la Vmax est construite pour protéger les forts consommateurs d'eau du robinet et tient compte de la consommation d'eau tout au long de la vie.
- Ces valeurs sanitaires maximales sont susceptibles d'être actualisées en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques, en particulier quand des VTR sont actualisées, ou encore quand les méthodes de calculs sont revues. La méthode d'élaboration des Vmax, mise en place à l'Agence en 2007, a ainsi été réactualisée dans un avis de 2019 en utilisant des données nationales récentes.
- Depuis 2007, ce sont un peu moins de 200 molécules qui ont fait l'objet d'une détermination de Vmax, dont environ 20 ont fait l'objet d'une réévaluation. A ce jour, les Vmax déterminées sont presque toutes supérieures à la limite de qualité de 0,1 µg/L (rares exceptions pour certains chlorés)
- En l'absence d'évaluation disponible de la Vmax par l'ANSES, l'instruction de la DGS du 24 mai 2022 prévoit la possibilité d'utiliser une Valeur Sanitaire Transitoire (VST) établie par l'Agence fédérale de l'environnement allemande (Umweltbundesamt, UBA)

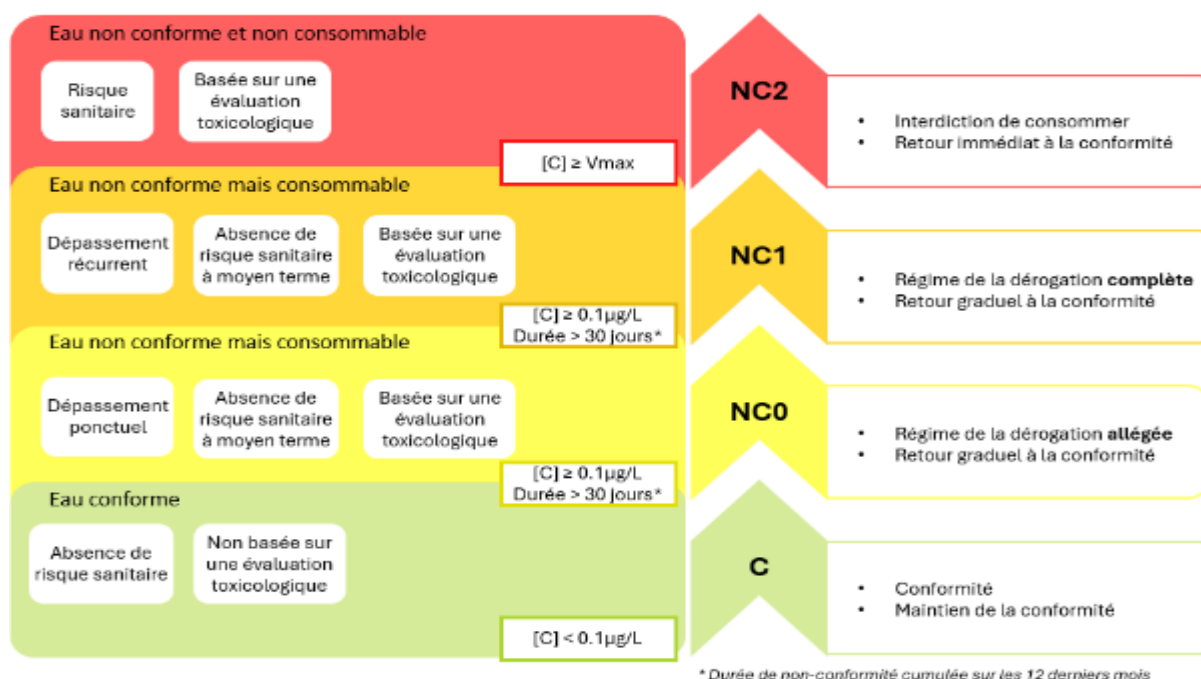
Mesures de gestion en cas de dépassement de la LQ

L'instruction de la DGS du 18/12/2020 distingue 4 types de situations selon la concentration et la durée du dépassement :



Situation		Risque sanitaire pour la population	Qualification	Actions à engager par l'ARS	Actions à engager par la PRPDE
C	<LQ en permanence	Non	Eau conforme	RAS	RAS
NC0	>LQ mais <Vmax pendant <30j/an cumulés	Non	Eau non conforme mais consommable	Programme renforcé de suivi, distribution eau encadrée par une dérogation selon une procédure "allégée"	<ul style="list-style-type: none"> Information de la population, demande de dérogation auprès du préfet avec plan d'action retour à la conformité sous 3 ans maxi. Renouvelable 1 fois.
NC1	>LQ mais <Vmax pendant >30j/an cumulés	Non	Eau non conforme mais consommable	Programme renforcé de suivi, distribution eau encadrée par une dérogation selon une procédure "complète"	<ul style="list-style-type: none"> Information de la population demande de dérogation auprès du préfet avec plan d'action retour à la conformité sous 3 ans maxi. Renouvelable 1 fois.
NC2	> Vmax quelle que soit la durée du dépassement	Oui	Eau non conforme et non consommable	Pas de dérogation possible	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser une enquête afin de déterminer l'origine de la contamination. Informers la population de ne pas utiliser l'eau du réseau public pour les usages alimentaires (boisson, préparation des aliments, cuisson, hormis le lavage des aliments). Informers les centres de dialyse, professions médicales et responsables d'entreprise du secteur alimentaire. Informers les propriétaires ou utilisateurs de puits privés.

Principes de gestion des non-conformités



Instruction DGS du 20 octobre 2023

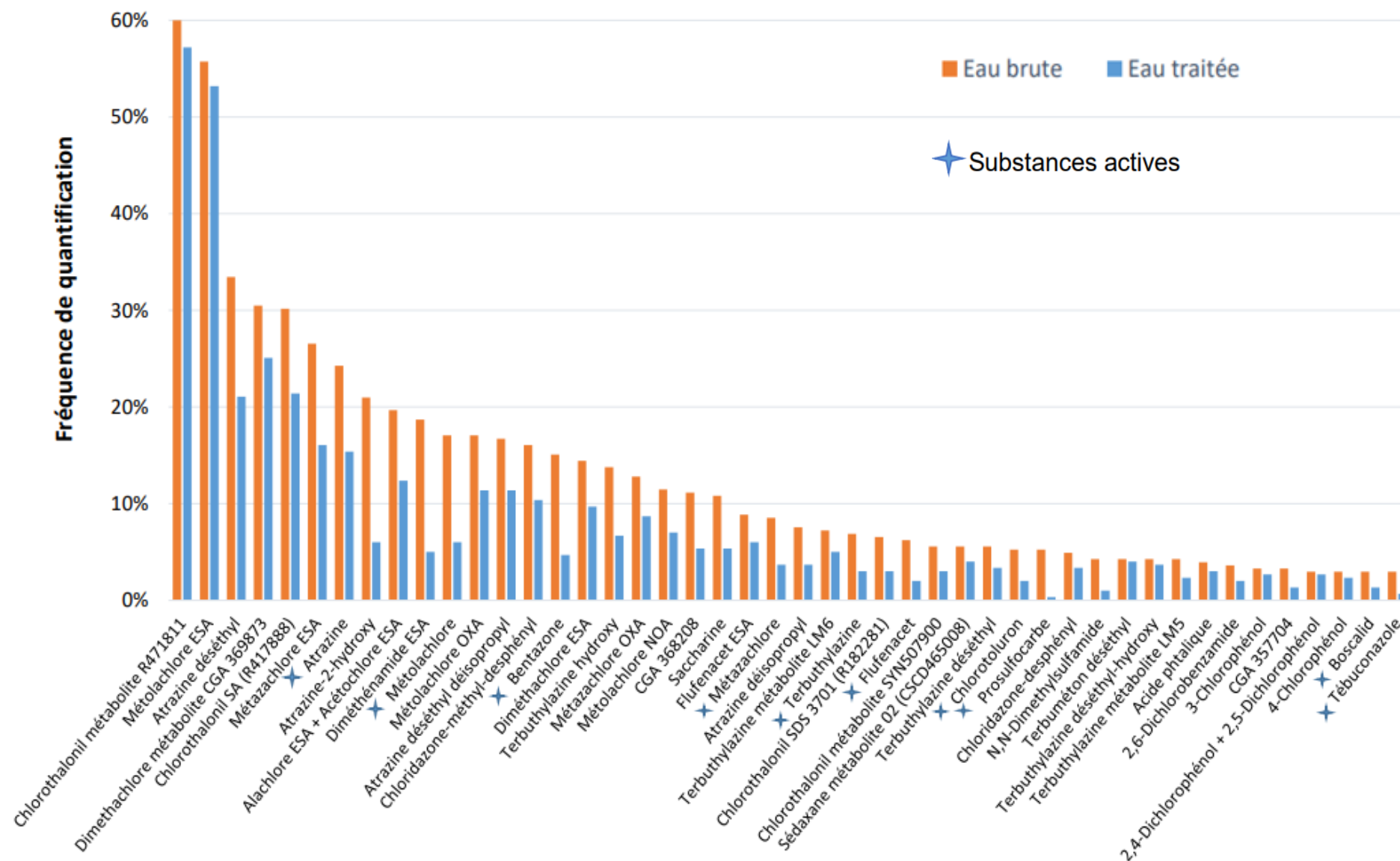
- Parution d'une instruction interministérielle de la DGS à destination des ARS : Instruction N° DGS/EA/2023/160 du 20 octobre 2023 relative à « la gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les EDCH, à l'exclusion des eaux conditionnées. »
- Fait suite aux difficultés d'application des mesures de gestion sanitaire par certaines ARS sur des territoires qui font face à des valeurs particulièrement élevées de certaines molécules sans V max.
- Les métabolites du Chloridazone et du Chlorothalonil sont particulièrement ciblés, car concernés par des dépassements des valeurs transitoires (VST) définies dans l'instruction du 24 mai 2022. L'application littérale des mesures de gestion impliquerait des restrictions d'usages pour plusieurs centaines de milliers de personnes sur le territoire national.
- Compte tenu de :
 - la difficulté de mise en œuvre des restrictions sur un tel périmètre,
 - le risque subséquent de difficulté d'accès à l'eau potable,
 - les différences d'application des règles sanitaires issues de la même Directive au sein des pays de l'UE,
 - la prise en compte du rapport bénéfice/risque.
- La DGS recommande donc à ses ARS de surseoir temporairement à l'application de ces restrictions d'usage.
 - « approche de gestion proportionnée » de l'action publique.
 - concerne également le cumul des substances
- Un plan d'action interministériel découle immédiatement de cette décision.

Les métabolites du Chlorothalonil

Le Chlorothalonil est un fongicide qui a été utilisé en France depuis les années 70 sur de nombreuses grandes cultures : la vigne, le blé-orge, le pois, la betterave, le tournesol, la pomme de terre, l'avoine, seigle, triticales, gazon, cultures de pleins champs type ail, oignon, melon... 39 préparations commerciales en contenant ont obtenu une autorisation de mise sur le marché. Il a été interdit à la vente en France en 2019 avec une fin d'utilisation en mai 2020. Ses produits de dégradation sont très persistants.

Parmi les métabolites du chlorothalonil, le R471811 est particulièrement résistant à la dégradation (forme d'acide sulfonique – la famille phénolique se dégrade beaucoup plus vite).

La campagne nationale menée à grande échelle par l'ANSES entre 2020 et 2022 sur les eaux brutes et eaux traitées représentant 20 % de la population consommatrice d'EDCH (136 000 résultats d'analyses) a montré la présence du R471811 dans plus d'un prélèvement sur 2 et un dépassement de 0.1 µg/l dans un tiers des échantillons



Fréquence de quantification des pesticides et métabolites en eau brute (EB) et eau traitée (ET) dans les eaux destinées à la consommation humaine - Campagne ANSES 2020-2022

Le chlorothalonil R471811, métabolite pertinent, a été déclassé le 29/04/2024 en métabolite non pertinent alors qu'une nouvelle molécule issue de la dégradation de la même substance active dans l'environnement, le chlorothalonil R417888 (ou chlorothalonil SA) a été déclaré pertinent à la même date.

Dans la campagne nationale de l'ANSES, ce nouveau métabolite pertinent est détecté 2 voire 3 fois moins souvent que le chlorothalonil R471811 et à des concentrations 4 à 5 fois plus faibles.

En 2024, des prélèvements ont été effectués sur les ressources. Les résultats (en ng/l) obtenus sont les suivants.

Le Chlorothalonil R417888 (classé pertinent avec une limite de qualité de 0.1 µg/l)

	EB			ET		
	Min	Moyenne	Max	Min	Moyenne	Max
St-AVE				<10	<10	<10
KERGAMET	<10	<10	<10	<10	<10	<10
KERLAERON	<10	<10	<10	<10	<10	<10

Absence de cette molécule dans les différentes ressources.

Le chlorothalonil R471811 (classé non-pertinent avec une valeur indicative de 0.9 µg/l).

	EB			ET		
	Min	Moyenne	Max	Min	Moyenne	Max
St-AVE				21	57	102
KERGAMET	200	211	218	23	97	237
KERLAERON	58	168	216	<10	93	171

Les valeurs enregistrées en 2024 restent largement inférieures à la valeur indicative.

En 2025, dans notre planning d'autocontrôle, 3 analyses (eau brute et eau traitée) sont prévues ces 2 métabolites du chlorothalonil

Les métabolites du Chloridazone

Le Chloridazone un herbicide de la famille des diazines qui a été utilisé principalement dans la culture des betteraves depuis les années 1960 jusqu'en décembre 2020.

Il n'a pas été prouvé de potentiel cancérigène ou mutagène pour l'homme. L'arrêt de sa commercialisation est lié à l'absence de demande de renouvellement d'autorisation par le producteur.

Le desphényl-chloridazone (DPC) et le méthyl-desphényl-chloridazone (MDPC) sont deux produits de dégradation du chloridazone dans le sol ou dans l'eau (métabolites).

En 2007, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) écarte un risque pour la santé humaine associé à ces deux métabolites → toxicité comparable ou inférieure à celle de la chloridazone qui ne présente aucun potentiel cancérigène ou mutagène.

En 2020, l'ANSES identifie des faiblesses dans les protocoles toxicologiques disponibles → elle classe ces 2 métabolites PERTINENTS, par défaut (principe de précaution).

Pas de Valeur Sanitaire Maximum (Vmax) établie par l'ANSES à date, en l'absence de données d'études suffisantes concernant le potentiel génotoxique du DPC et le MDPC.

Certaines ARS intègrent le suivi de ces 2 molécules au contrôle sanitaire, notamment l'ARS HDF à partir de mai 2021. En l'absence de Vmax disponible, elles utilisent une valeur de gestion provisoire (VGP) de 44 µg/l, c'est-à-dire 5 fois plus protective que la Vmax établie par l'ANSES pour la molécule mère de chloridazone (222µg/l).

Cette valeur de gestion provisoire n'est plus appliquée depuis juin 2022, date à laquelle le ministère de la santé a fixé une valeur commune à toutes les régions.

En juin 2022, en attendant que l'ANSES établisse la Vmax de ces 2 métabolites, le ministère de la santé fixe une « valeur sanitaire transitoire » à 3 µg/L, applicable dans toutes les régions.

Elle correspond à celle établie par l'UBA (Umweltbundesamt, agence fédérale pour l'environnement) en Allemagne. A noter qu'un dépassement de cette valeur en Allemagne n'entraîne pas de restriction de la consommation de l'eau, comme en France, mais uniquement des actions de surveillance des concentrations dans l'eau et de réduction des apports en pesticides.

Le 04 mai 2023, ces deux molécules sont déclarées métabolites pertinents par l'ANSES et le 25 juillet 2024 des Valeurs Sanitaires Maximum (Vmax) ont été déterminées permettant une gestion sanitaire classique de ces deux molécules en cas de dépassement des limites de qualité.

Sur les ressources de CCHPB, **aucune trace de Chloridazone n'a été détecté sur ces 10 dernières années**

	Chloridazone en ng/l					
	EB			ET		
	Min	Moyenne	Max	Min	Moyenne	Max
St-AVE	<10	<10	<10	<10	<10	<10
KERGAMET	<10	<10	<10	<10	<10	<10
KERLAERON	<10	<10	<10	<10	<10	<10

Pour ses 2 métabolites (non recherchés par ARS29 à ce jour), SAUR a ajouté ces molécules à son planning d'autocontrôle 2025.

FACE AUX METABOLITES : LE CARBOPLUS® DE SAUR, VERITABLE BARRIERE CONTRE LES MICROPOLLUANTS

CarboPlus® – traitement des micropolluants

CarboPlus® est la barrière contre les micropolluants.

Même à faible concentration, la multiplicité des micropolluants génère un risque potentiel sur la santé humaine et l'environnement.

Vous souhaitez



Disposer d'un traitement des micropolluants très performant à moindre coût



Bénéficier d'une solution de traitement des micropolluants pérenne et évolutive

Vos bénéfices



Garantie de la **qualité de l'eau** distribuée et épurée



Maîtrise des coûts d'exploitation



Flexibilité de la **technologie** vis-à-vis de la charge de pollution entrante



Solution **pérenne** par sa capacité d'anticipation sur les exigences réglementaires

Comment ça marche ?

CarboPlus® est un réacteur vertical dans lequel l'eau rentre à la base de l'ouvrage et s'écoule de manière ascendante.

Ce flux traverse un lit de charbon actif qui adsorbe les micropolluants.

Un dispositif de traitement :
- facile à exploiter
- performant et fiable
- compact



1. L'eau à traiter est injectée à la base de l'ouvrage

2. L'eau traverse le réacteur de bas en haut

3. Les micropolluants sont adsorbés sur le lit de charbon actif qui est expansé par le passage de l'eau

4. Le charbon est séparé de l'eau par gravité

5. L'eau traitée est récupérée par surverse

6. Sortie de l'eau traitée



PFAS

Les PFAS ou composés perfluorés

- Les substances per- et polyfluoroalkylées, également connues sous le nom de PFAS, sont une large famille de plus de 4 000 composés chimiques aux propriétés très diverses.
- Antiadhésives, imperméabilisantes, résistantes aux fortes chaleurs, les substances PFAS sont largement utilisées depuis les années 1950 dans de très nombreux domaines industriels et produits de consommation courante : textiles, emballages alimentaires, mousses anti-incendie, revêtements antiadhésifs, cosmétiques, produits phytosanitaires, produits utilisés pour la photographie, isolant de câbles électriques, etc.

Les sources d'exposition aux PFAS

- Les PFAS se dégradent très peu, c'est pourquoi il est possible d'en retrouver des traces dans l'environnement, y compris des substances qui ont été interdites depuis plusieurs années (d'où l'appellation de « polluants éternels »).
- La présence de PFAS dans l'environnement a une origine uniquement anthropique, c'est-à-dire due à l'activité humaine.
- Du fait de l'utilisation variée de ces composés chimiques et de leur persistance, tous les milieux peuvent être concernés par des contaminations : l'eau, l'air, les sols, et la chaîne alimentaire.
- Toute la population est exposée, à des niveaux variables.
- La principale source d'exposition est l'alimentation, en particulier la consommation de produits de la mer, de viande, de fruits, d'œufs et la consommation d'eau de boisson.
- L'air intérieur et extérieur est aussi une voie d'exposition possible mais moins importante, ainsi que l'ingestion de poussières contaminées.
- Une campagne exploratoire est lancée en 2024 sur tout le territoire national par la Direction Générale de la Santé. Le rapport sera publié à une date prévisionnelle à mi année 2025.

Réglementation relative aux eaux de consommation en France

- Les PFAS font partie des nouveaux paramètres introduits à l'occasion de la refonte de la directive cadre sur l'eau, par la directive européenne 2020/2184 du 16/12/2020 relative à la qualité des Eaux destinées à la consommation humaine (EDCH).
- Ainsi, 20 PFAS sont ciblés et une limite de qualité réglementaire (0,10 µg/L ou 100 ng/L) est fixée pour la somme de ces 20 molécules dans les EDCH. Un autre paramètre plus global, intitulé « PFAS (total) », est également introduit avec une limite de qualité associée de 0,50 µg/L.
 - En décembre 2022, la directive européenne a été transposée en droit français (ordonnance n°2022-1611 du 22.12.2022 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine)
 - A partir du 1er janvier 2023, la France a décidé de faire appliquer, en anticipation, la directive européenne pour les points où la présence de PFAS a déjà été identifiée par l'administration.
 - A partir du 1er janvier 2026, les PFAS seront intégrés dans le contrôle sanitaire de routine de l'eau de consommation.

Procédés de traitement

- SAUR mène depuis plusieurs années des programmes de recherche et de développement afin d'analyser l'occurrence et le traitement de ces composés dans l'eau.
- Plusieurs technologies sont en cours de développement, présentant des niveaux de maturités différents, et des niveaux de performances technico-économiques variés.
- Il convient de préciser qu'il n'existe pas de traitement « universel » pour éliminer les PFAS, compte tenu de la très grande variété de molécules que cette dénomination recouvre.
- Plusieurs paramètres intrinsèques à chaque molécule influent sur leur facilité à être éliminée : la longueur de la chaîne carbonée, le groupe fonctionnel (carboxylique ou sulfonique), polarité, hydrophilie, etc.

SAUR dispose de solutions de traitement adaptées, avec de nombreux retours d'expérience permettant de vous guider au mieux vers la solution la plus pertinente en fonction de votre problématique locale :

- Traitements au charbon actif (charbon en grain ou micrograin)
 - Le choix du charbon actif doit être adapté aux molécules à éliminer : longueur de la chaîne carbonée et du groupe fonctionnel (acides sulfoniques = OK, carboxyliques = KO).
 - Peut se montrer inefficace sur composés à chaîne courte.
 - Impact important de la matière organique dissoute sur les capacités d'adsorption.
- Filtration membranaire par osmose inverse et nanofiltration
 - Adaptée à l'ensemble des composés perfluoroalkylés
 - Mais génère des volumes de concentrats importants qui doivent être éliminés : pas de filière économique à date pour le devenir de ces rejets.
- Résines échangeuses d'ions

- Choix de résine polystyrénique anionique sélective, exploitation du filtre jusqu'à saturation du média filtrant – durée de vie avancée > durée de vie du CAG
- Efficacité limitée sur les acides carboxyliques
- Solutions eaux souterraines :
 - à court terme = location d'unité mobile CAG
 - à moyen/long terme = mis en place d'unité fixe à CAG ou d'une unité CarboPlus micrograin.

Par ailleurs, SAUR dispose de pilotes-démonstrateurs « CarboPlus », spécialement conçus pour permettre une mise en place rapide sur une filière de traitement.

Un protocole de 6 mois est alors mis en place, sous pilotage par notre Direction Technique, afin de tester différentes configurations opérationnelles et vous proposer la solution technique la plus performante (validation du type de charbon actif utilisé, prise en compte des variations de qualité de l'eau à traiter, validation des paramètres de pilotage du CarboPlus, validation des hypothèses de consommation et de coûts d'exploitation, etc.).



En 2024, sur les ressources de CCHPB, la somme des 20 PFAS est restée en dessous du seuil de détection en 2024 (limite de qualité est fixée à 0.1 µg/l pour 2026).

	Somme des 20 PFAS en ng/l					
	EB			ET		
	Min	Moyenne	Max	Min	Moyenne	Max
St-AVE	<10	<10	<10	<10	<10	<10
KERGAMET	<10	<10	<10	<10	<10	<10
KERLAERON	<10	<10	<10	<10	<10	<10

2 analyses EB et ET sont prévues au planning d'autosurveillance en 2025.

CHLORURE DE VINYL MONOMERE (CVM)

Valeur de référence dans l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH) : < 0,5 µg/L

Description générale :

Le chlorure de vinyle monomère est un produit chimique strictement synthétique, dont la présence dans l'eau de consommation est principalement liée à sa migration à partir de conduites en PVC posées avant 1980 sur les réseaux de distribution.

Outre la nature et l'ancienneté de la conduite, deux facteurs favorisent son relargage dans l'eau : le temps de contact de l'eau dans la conduite et sa température.

En avril 2020, la DGS a modifié l'instruction du 18 Octobre 2012 en lien avec le CVM dans l'EDCH. Une **nouvelle instruction** est parue avec une échéance de respect de cette dernière pour **le 29 avril 2023**. Les évolutions majeures étaient :

- **Votre collectivité**, en tant que Personne Responsable de la Production et de la Distribution d'Eau (PRPDE) et Maître d'ouvrage, est responsable de la gestion de la problématique CVM, en raison de votre connaissance du réseau et vos obligations de moyen et de résultats, à veiller à la qualité sanitaire de l'eau distribuée.
- Un repérage des canalisations à risques devait être finalisé **pour le 29 avril 2023**, avec identification **des conduites PVC ou matériau inconnu posées avant 1980**. Un **diagnostic CVM** devait être transmis à la Délégation Départementale de l'ARS (DDARS) à la date prévue sur l'ensemble des conduites à risque (selon la nature de la conduite, sa date de pose et le temps de contact de l'eau) avec la mise en place d'un plan pluriannuel de réalisation des campagnes d'analyses (effectués dans un laboratoire accrédité COFRAC et agréé par le ministère de la santé)
- **Pour les conduites à risques**, une mesure initiale devait être programmée pour confirmer le risque, avec une priorisation des sites selon le risque, dans le cas où plusieurs tronçons devaient faire l'objet d'un prélèvement. Ce programme d'investigation devait être transmis à l'ARS dans un délai court et toute analyse non-conforme, devait faire l'objet d'une communication à la DDARS. Par la suite, une campagne de prélèvement est à organiser annuellement pour suivre les évolutions de concentration de CVM, avec 4 prélèvements au minimum dont 2 lors des périodes estivales (température de l'eau pouvant être supérieure à 15°C).
- En cas de non-conformité confirmée (> 0,5 µg/l), le délai de mise en œuvre d'actions correctives **pérennes** dépend de la concentration en CVM : entre 3 mois (cas les plus critiques) et 2 ans.

Comme évoqué plus haut, l'arrêté du 30 décembre 2022 exige que le programme d'autocontrôle de la PRPDE intègre des actions de surveillance sur tout paramètre caractéristique d'une dégradation de la qualité de l'eau prélevée ou distribuée, tel que le chlorure de vinyle monomère. Les plans d'actions doivent être transmis à la DDARS ainsi que les plannings des travaux qui seront entrepris pour limiter le risque CVM, avec leurs chiffrages, les échéanciers, et le suivi des réalisations.

Le PRPDE et les maîtres d'ouvrage risquent une mise en demeure en cas de non mise en œuvre de programmes de travaux permettant la fin des non-conformités CVM de manière pérenne (la DDARS ne considère pas les purges de réseau une méthode pérenne pour limiter le contact CVM).

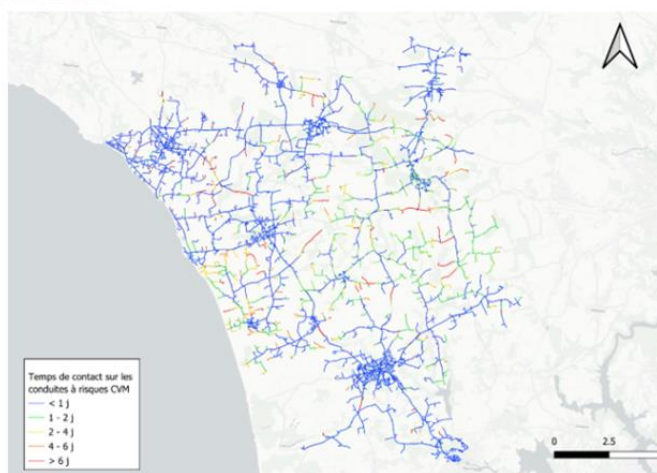
De plus, avec l'établissement du Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE), qui est une obligation réglementaire à l'horizon de janvier 2029, l'analyse des dangers permettra de déterminer le programme de surveillance en fonction du niveau de risque identifié.

En 2024,

- SAUR a utilisé la **modélisation hydraulique** du réseau pour mettre à jour la carte des temps de contact après modification de certains vannages.

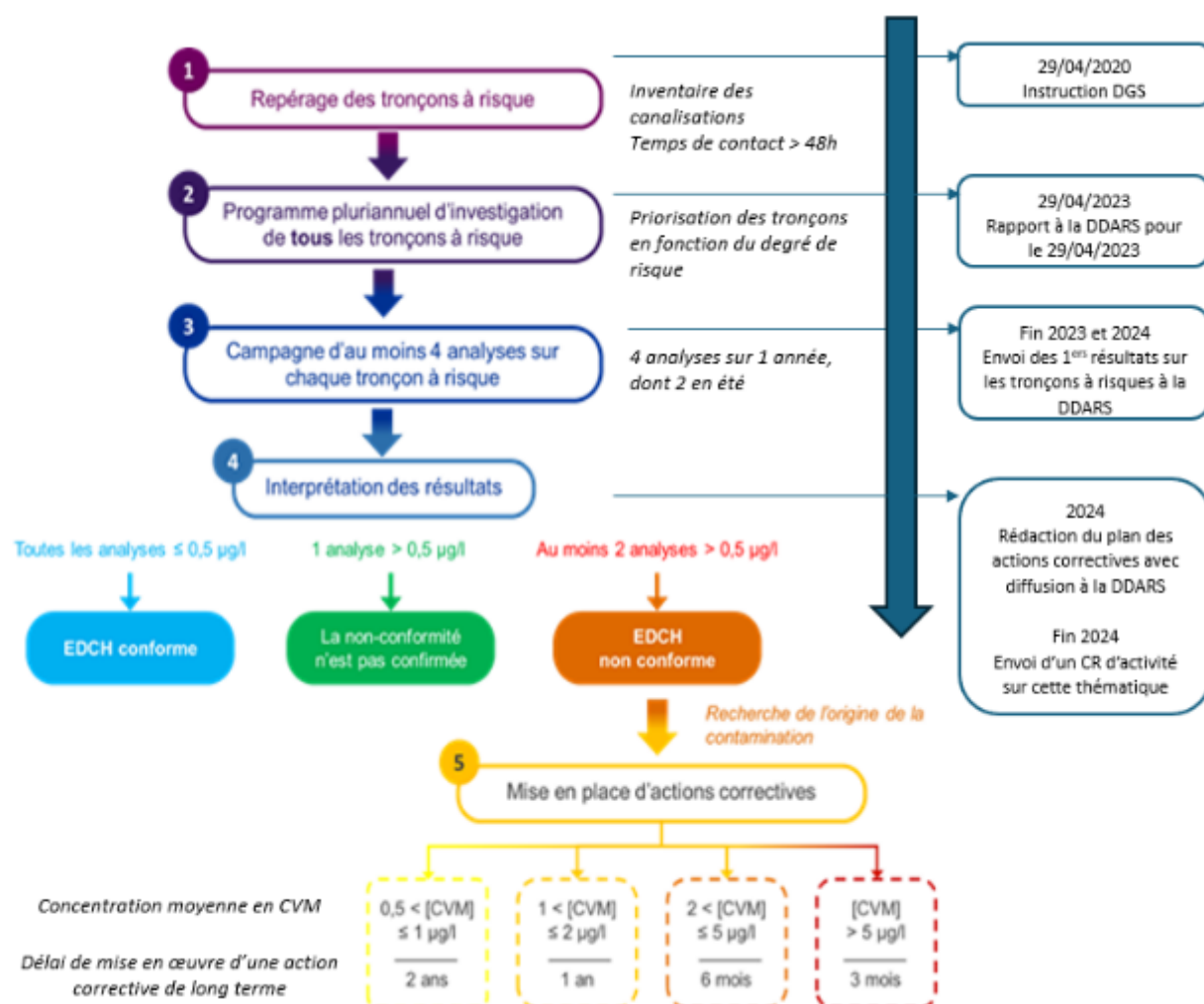
Temps de contact

- ▶ 78 kml de canalisation à risque avec un temps de contact supérieur à 2 jours, soit 12% du réseau



- **CCHPB a ensuite adressé un courrier à l'ARS le 21 mars 2025** précisant les actions menées (étude / travaux réalisés / travaux à venir)
- SAUR a proposé à CCHPB de réaliser **en 2025 une campagne de prélèvements**. Il reste à fixer avec CCHPB les points retenus pour ce suivi.

Le logigramme ci-dessous reprend les grandes étapes et les dates clés définies pour transmettre les informations aux autorités compétentes.





16 LES INTERVENTIONS REALISEES

Préserver et moderniser votre patrimoine

LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION

Les nettoyages de réservoirs

Commune	Site	Ouvrage	Date de lavage
LANDUDEC	Station Kergamet	Bâche eau traitée Station Kergamet	04/04/24
	RES Landudec	Château d'eau de 200 m3	11/03/24
PLOGASTEL ST GERMAIN	Bâche de Kerandoare	Bâche de Kérandoaré	01/02/24
	Pompage de St Ave	Bâche de reprise Pompage de St Avé	06/03/24
PLONEOUR LANVERN	Bâche de Kerguivien	Bâche de Kerguivien	29/01/24
	RES Croas Ar Bleon	Réservoir de Croas Ar Bléon - Cuve 1	17/04/24
	RES Croas Ar Bleon	Réservoir de Croas Ar Bléon - Cuve 2	17/04/24
	SU Creach Calvic	Bâche surpression de Créach Calvic	21/05/24
	SU Kerlavar	Bâche surpression de Kerlavar	16/10/24
	SU Kerlavar	Bâche surpression de Kerlavar	06/03/24
PLOZEVET	RES Kerlaeron	Réservoir de 1000m3	16/04/24
	RES Kerlaeron	Château d'eau de 500 m3	18/04/24

Synthèse des fuites/casses réparées sur conduites

Commune	Nombre de casse/fuites réparées
GOURLIZON	2
GUILER SUR GOYEN	2
LANDUDEC	4
PEUMERIT	1
PLOGASTEL ST GERMAIN	3
PLONEOUR LANVERN	3
PLOVAN	3
PLOZEVET	6
POULDREUZIC	1
TREOGAT	0
Total	25

Détails des fuites/casses réparées sur conduites

Commune	Date	Adresse	Nature / diamètre cana	Casse par Tiers
GOURLIZON	29/01/24	Penhiel	Fuite sur réducteur de pression	
	25/06/24	Hameau de Bellevue	PVC 110	Oui
GUILER SUR GOYEN	22/07/24	Kergaradec Pennaros	PVC50	
	25/07/24	Stang Corzoù Vras	PVC 125	
LANDUDEC	17/01/24	Keridreuff Trémaeron	PVC 63	Oui
	18/11/24	Kerhuel	PVC 40	Oui
	02/12/24	Keridreuff Trémaeron	PVC 63	Oui
	23/12/24	Kerivin / keranor	PVC 63	Oui
PEUMERIT	26/06/24	Poul Rannick	PVC 140	
PLOGASTEL ST GERMAIN	02/05/24	Kervil	PVC 40	
	02/07/24	Pont Cleguer	PVC 110	Oui (fibre)
	14/08/24	Moulin du Quilliou	PVC 40	Oui
PLONEOUR LANVERN	20/02/24	Moitie Route	PVC 90	
	26/09/24	Rue de Mariano	Fuite sur vanne bcht camping à l'abandon, transformé en purge	
	10/12/24	Rue Bananec	PVC 63	
PLOVAN	19/01/24	Ru Vein	PVC 63	
	18/10/24	Kergalan	PVC 90, fuite sur Té PI, abandon PI	
	21/10/24	Kergalan	Sur vanne d'antenne PVC40/90	
PLOZEVET	18/03/24	Rue du 11 novembre 1918	PVC 40	Oui
	28/03/24	Rue des Bruyères	PVC90	
	09/08/24	Chemin de Kergolier	PVC 40	
	13/09/24	85 Chemin de la Corniche	FORTE 125	
	17/10/24	Keringard	PVC 110	
	05/11/24	Le Gored	Fonte 150	
POULDREUZIC	22/01/24	Pendreff	PVC 110	

A noter, 8 réparations sont liées à des casses par tiers notamment dans le cadre de la pose de la fibre (poteau/tranchée).

Synthèse des fuites/casses réparées sur branchements

Commune	Nombre de casse/fuites réparées
GOURLIZON	0
LANDUDEC	0
PEUMERIT	0
PLOGASTEL ST GERMAIN	0
PLONEOUR LANVERN	4
PLOVAN	1
PLOZEVET	1
POULDREUZIC	0
Total	6

Détails des fuites/casses réparées sur branchements

Commune	Date	Adresse	Casse par tiers (OUI/NON)	nature/diam cana	Suite à donner
PLOZEVET	08/03/2024	3 allée des Pluviers	OUI	PVC25	Renouv à faire
PLONEOUR LANVERN	29/04/2024	Brenanvec	NON	Pehd25	Réparation manchon thermosoudé
PLOVAN	26/05/2024	chequer	OUI	Pvc 25	Renouv réalisé 2024
PLOEOUR LANVERN	21/08/2024	12 hameau de Brenanvec	NON	Pehd25	Réparation manchon thermosoudé
PLONEOUR LANVERN	27/09/2024	Rue de la forge	OUI	Pvc 25	Renouv réalisé 2024
PLONEOUR LANVERN	17/10/2024	Rue Henri Lautredou	OUI	pvc25	Renouv réalisé 2024

Renouvellements de branchements réalisés

Commune	Date	Adresse	Raison du renouv complet du bcht
PLOGASTEL ST GERMAIN	27/05/24	Rue de Parc Zalé	Casse par tiers
PLONEOUR LANVERN	17/10/2024	Rue Henri Lautredou	Casse tiers
PLOVAN	13/09/2024	chequer	Casse tiers
PLOZEVET	03/12/2024	22 rue menez gored	Compteur intérieur
PLONEOUR LANVERN	05/12/2024	Rue de la forge	Casse Tiers

Pour mémoire, ci-dessous liste des branchements à renouveler en 2025 suite à des interventions de SAUR

Commune	Année réparation provisoire	Adresse	Casse par tiers
PLOZEVET	2024	3 allée des Pluviers	Oui
LANDUDEC	2023	5 Rue des Camélias	Non
PLOGASTEL ST GERMAIN	2023	407 Lieu-Dit Saint Germain	Oui
PLOZEVET	2023	1 Lieu Dit LEZAVREC	Oui

LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE

Les opérations de maintenance ont pour but de maintenir ou de rétablir un groupe fonctionnel, un équipement ou du matériel dans un état spécifié, ou de leur restituer les caractéristiques de fonctionnement requises.

Les **opérations d'entretien de niveau 2**, correspondent à des travaux de maintenance préventive ou corrective de complexité moyenne. Ces travaux peuvent inclure des réparations effectuées dans des ateliers spécialisés ou le remplacement d'équipements. L'entretien de deuxième niveau ne couvre pas les opérations de renouvellement prévues dans le cadre des comptes de renouvellement ou des programmes de renouvellement. Ces opérations de maintenance peuvent être soit :

- curatives : réalisées en réponse à un dysfonctionnement ou une panne.
- préventives : effectuées pendant le fonctionnement normal de l'équipement pour maintenir ses performances et éviter les pannes.

Quant aux **contrôles réglementaires**, ils ont pour objectif de vérifier la conformité des installations électriques et des équipements de type systèmes de levage ou ballons anti-béliers, garantissant ainsi la sécurité du personnel.

Synthèse des interventions de maintenance 2ème niveau

Commune	Curatif	Préventif	Total
GOURLIZON	1	0	1
LANDUDEC	23	0	23
PLOGASTEL ST GERMAIN	25	0	25
PLONEOUR LANVERN	37	0	37
PLOZEVET	12	0	12
Total	98	0	98

Détail des interventions de maintenance 2ème niveau

Commune	Installation	Equipement	Date	Type
PLONEOUR LANVERN	Bâche de Kerguivien	Télétransmission	11/02/24	Curatif
LANDUDEC	Station Kergamet	Automate	10/06/24	Curatif
GOURLIZON	STAB Penhiel	STAB Penhiel	09/07/24	Curatif
LANDUDEC	RES	Télésurveillance	02/01/24	Curatif
	Station Kergamet	Pompe reprise 1	04/01/24	Curatif
	RES	Debitmetre	11/03/24	Curatif
	RES	RES	14/03/24	Curatif
	Station Kergamet	Dialogue opérateur	26/04/24	Curatif
	RES	Télésurveillance	26/04/24	Curatif
	Station Kergamet	Télésurveillance	26/04/24	Curatif
	STAB Kermoguer	Télésurveillance	26/04/24	Curatif
	Station Kergamet	Pompe reprise 1	28/05/24	Curatif
	Station Kergamet	Pompe reprise 2	28/05/24	Curatif
	STAB Kermoguer	Télésurveillance	04/07/24	Curatif
	STAB Kermoguer	Télésurveillance	26/07/24	Curatif
	Station Kergamet	Pompe reprise 2	30/07/24	Curatif
	Station Kergamet	Télésurveillance	31/07/24	Curatif
	Station Kergamet	Pompe reprise 2	07/08/24	Curatif
	Station Kergamet	Automate	19/08/24	Curatif
	Station Kergamet	Pompe reprise 2	30/08/24	Curatif
	Station Kergamet	Télésurveillance	24/09/24	Curatif
	Station Kergamet	Télésurveillance	15/11/24	Curatif
	STAB Kermoguer	Télésurveillance	18/11/24	Curatif
	Station Kergamet	Automate	27/11/24	Curatif

Commune	Installation	Equipement	Date	Type
LANDUDEC	Station Kergamet	Télésurveillance	20/12/24	Curatif
PLONEOUR LANVERN	Pompage de St Ave	Pompage de St Ave	15/01/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Serrurerie	19/01/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Pompe n°2	23/01/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Pompe n°2	26/01/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Tuyauterie	07/03/24	Curatif
	Réservoir Kerandoaré	Trappe accès personnel	14/03/24	Curatif
	Réservoir Kerandoaré	Télésurveillance	23/04/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Vanne papillon pneumatique sortie EF	30/05/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Vanne papillon pneumatique entrée filtre	13/06/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Pompe de reprise n°2	17/06/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Pompe de reprise n°1	25/06/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Télésurveillance	28/06/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Télésurveillance	03/07/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Pompe n°1	08/07/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Sonde forage	30/07/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Sonde forage	02/08/24	Curatif
	Réservoir Kerandoaré	Télésurveillance	06/08/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Vanne papillon pneumatique eau de lavage	04/10/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Vanne papillon pneumatique entrée filtre	17/10/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Sonde forage	18/10/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Pompe de reprise n°2	15/11/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Pompe n°1	22/11/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Télésurveillance	29/11/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Armoire électrique intérieure	05/12/24	Curatif
	Pompage de St Ave	Télésurveillance	26/12/24	Curatif
	SU Kerlavar N	Pompe de surface verticale n°1	03/01/24	Curatif
	Chloration de Quelordan	Télésurveillance	01/02/24	Curatif
	SU Kerlavar	Serrurerie	14/06/24	Curatif
	SU Kerlavar	Vanne amont P2	14/06/24	Curatif
	Bâche de Kerguivien	Télétransmission	11/07/24	Curatif
	SU Creach Calvic	Armoire électrique intérieure	02/09/24	Curatif
	SU Creach Calvic	Bac de rétention javel	11/09/24	Curatif
	Bâche de Kerguivien	Pompe 1	19/09/24	Curatif
	SU Kerlavar	SU Kerlavar	10/10/24	Curatif
	SU Kerlavar	SU Kerlavar	14/10/24	Curatif
	SU Kerlavar	Variateur pompe 1	29/10/24	Curatif
PLOZEVET	Pompage St Ronan	Sonde piézométrique	10/01/24	Curatif
	Pompage St Ronan	Pompe de reprise n°2	28/02/24	Curatif
	RES Kerlaeron	Télésurveillance	18/03/24	Curatif
	Comptage Kerlaeron vers	Compteur distribution Res. Kerlaeron vers	15/04/24	Curatif
	Pompage St Ronan	Armoires électriques	10/06/24	Curatif
	Pompage St Ronan	Démarrateur pompe N°2	07/08/24	Curatif
	Pompage St Ronan	Pompage St Ronan	20/08/24	Curatif
	RES Kerlaeron	Menuiserie Tout Type	29/08/24	Curatif
	Pompage St Ronan	Télésurveillance	10/09/24	Curatif
	Pompage St Ronan	Pompe de reprise n°1	10/09/24	Curatif

Commune	Installation	Equipement	Date	Type
PLOZEVET	SURP Menez kerguelen	Compteur secteur	18/11/24	Curatif
	Pompage St Ronan	Armoires électriques	30/12/24	Curatif

Les interventions de contrôle réglementaire sur les installations électriques

Commune	Installation	Equipement	Date
GOURLIZON	Regard de vannage Le Fort	Armoire électrique	27/11/24
LANDUDEC	RES	Armoire électrique	26/11/24
	Station Kergamet	Armoire électrique	26/11/24
	Station Kergamet	Armoire électrique	26/11/24
	Station Kergamet	Armoire électrique	26/11/24
PLOGASTEL ST GERMAIN	CHLORATION de Menez Kerveyen	Armoire électrique	25/11/24
	SU Menez Kerveyen	Armoire électrique	25/11/24
	Pompage de St Ave	Armoire électrique	25/11/24
	Pompage de St Ave	Armoire électrique	25/11/24
PLONEOUR LANVERN	Bâche de Kerguivien	Armoire électrique	05/09/24
	SU Kerlavar	Armoire électrique	05/09/24
	RES Croas Ar Bleon	Armoire électrique	25/11/24
	Chloration de Quelordan	Armoire électrique	25/11/24
PLOVAN	Chloration Pencleuziou vers Tréogat	Armoire électrique	26/11/24
PLOZEVET	SURP Menez kerguelen	Armoire électrique	26/11/24
	Exp Kerfruc	Armoire électrique	26/11/24
	Pompage St Ronan	Armoire électrique	26/11/24
	Pompage St Ronan	Armoire électrique	26/11/24
POULDREUZIC	Chloration Kervriec	Armoire électrique	26/11/24

Les interventions de contrôle réglementaire sur les appareils de levage

Commune	Installation	Equipement	Date
PLOGASTEL ST GERMAIN	Pompage de St Ave	Transpalette	25/11/24
	Réservoir Kerandoaré	Rail de manutention des pompes	25/11/24
	Réservoir Kerandoaré	Palan	25/11/24
PLONEOUR LANVERN	Bâche de Kerguivien	Monorail nu n°1	25/11/24
	RES Croas Ar Bleon	Potence	25/11/24

LES OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT

Les Opérations de renouvellement dans le Cadre du programme contractuel : Un **Programme Contractuel du Renouvellement** correspond à un engagement du Déléataire à réaliser un programme prédéterminé d'opérations de renouvellement. Une dotation annuelle lissée a été établie à partir d'un planning prévisionnel détaillé des opérations de renouvellement.

Le montant des opérations réalisées correspond à l'affectation de la dépense au Programme Contractuel. Le tableau de suivi comprend l'ensemble des années depuis l'origine du contrat jusqu'à l'exercice actuel, et notamment le solde du Programme à date.

Les Opérations de renouvellement dans le Cadre du fonds contractuel : Un **Fonds Contractuel de Renouvellement** consiste à prélever tous les ans sur les produits du service un certain montant défini contractuellement et de le consacrer à des dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. La liste des équipements entrant dans le cadre de ce Fonds Contractuel de Renouvellement a été établie à l'origine du contrat.

Le montant des opérations réalisées correspond à l'affectation de la dépense au Fonds Contractuel. Le tableau de suivi comprend l'ensemble des années depuis l'origine du contrat jusqu'à l'exercice actuel, et notamment le solde du fonds à date.

La garantie pour la continuité de service : Une **garantie** est un renouvellement fonctionnel qui se traduit par un engagement contractuel de garantie de bon fonctionnement des installations. Elle s'applique sans programme contractuel et sans restitution des montants non dépensés en fin de contrat. C'est une « assurance » de bon fonctionnement pour la collectivité.

Le bilan financier est le suivant :

2914000101 - CC DU HAUT PAYS BIGOUDEN-AEP Contrat du : 01/01/2022 au : 31/12/2030 - Clause de renouvellement : C Dotations non actualisées du compte au : 30/04/2025	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total (€)
Dotations totale(€)	40 038	40 038	40 038	40 038	40 038	40 038	40 038	40 038	40 038	360 342
Dotations programmé(€)	36 056	36 056	36 056	36 056	36 056	36 056	36 056	36 056	36 056	324 504
Dotations non programmé(€)	3 983	3 983	3 983	3 983	3 983	3 983	3 983	3 983	3 983	35 847

2914000101 - CC DU HAUT PAYS BIGOUDEN-AEP Contrat du : 01/01/2022 au : 31/12/2030 - Clause de renouvellement : C Coefficients du compte au : 30/04/2025	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Dernier coefficient connu de la dotation	1.000000	1.166745	1.170942	1.172041					
Dernier coefficient connu de report de solde	1.000000	1.000000	1.000000	1.000000					

2914000101 - CC DU HAUT PAYS BIGOUDEN-AEP Contrat du : 01/01/2022 au : 31/12/2030 - Clause de renouvellement : C Bilan financier du compte au : 30/04/2025	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total (€)
Dotation actualisée (€)	40 038	46 714	46 882	46 926	0	0	0	0	0	149 062
Report de solde actualisé (€)	0	32 217	61 928	49 918	0	0	0	0	0	
Non programmé au contrat	6 276	7 880	8 027							22 183
Programmé au contrat	989	4 033	58 301							63 323
Total renouvellement(€)	7 265	11 913	66 328	0	0	0	0	0	0	83 716
Solde(€)	32 217	61 928	49 918	65 345	65 345	65 345	65 345	65 345	65 345	

Renouvellement programmé :

2914000101 - CC DU HAUT PAYS BIGOUDEN-AEP Contrat du : 01/01/2022 au : 31/12/2030 - Clause de renouvellement : C Renouvellement Réalisé en compte au : 06/02/2023	Code Matériel	Libellé Matériel	Description Opération	Numéro de FIM	Type Renouvellement	Date réalisation	Montant	montant actualisé	Montant cout direct	Montant achat	Montant sous traitance	Montant MO	Pourcentage frais	Montant MO+frais	Montant frais	Montant cout réel soldé
29108CO00005 - CS Ty Varlen Cne LANDUEC / FE00022759 - Debitmetre Ty Varlen	IFE00022759	Debitmetre Ty Varlen	Renouvellement complet du matériel	1005136903	TOTAL	22/01/2024	1 650	1932	1474	1249	0	225	0.844	497	273	1747
29108CO00005 - CS Ty Varlen Cne LANDUEC / KST00058267 - Telesurveillance	KST00058267	Telesurveillance	Renouvellement complet du matériel	1005136911	TOTAL	22/01/2024	800	937	766	721	0	45	0.844	187	142	907
29174CO00002 - Exp Stang Cne PLONEOUR-LAN/VERN / IQE00034645 - Compteur Export Vers CCBPS	IQE00034645	Compteur Export Vers CCBPS	Renouvellement complet du matériel	1005054772	TOTAL	22/01/2024	1 050	1229	861	539	0	322	0.844	481	159	1020
29108PT00001 - Station Kergamet Cne LANDUEC / ICA00027879 - Sonde de niveau	ICA00027879	Sonde de niveau	Renouvellement complet du matériel	1007698468	TOTAL	29/04/2024	810	948	419	329	0	90	0.844	167	77	497
29167PT00001 - Pompage de St Ave Cne FLOGASTEL-ST-GERMAIN / VCL00051496 - Clapet de pied crépine LAVAGE	VCL00051496	Clapet de pied crépine LAVAGE	Renouvellement complet du matériel	1007069358	TOTAL	29/04/2024	380	445	272	272	0	0	0.844	50	50	323
29167CO00001 - CS Kervinic Cne FLOGASTEL ST GERMAIN / KST00060682 - Telesurveillance	KST00060682	Telesurveillance	Renouvellement complet du matériel	1007768689	TOTAL	26/06/2024	800	937	819	759	0	60	0.844	212	151	971
29167PT00001 - Pompage de St Ave Cne FLOGASTEL-ST-GERMAIN / PCS00023432 - Pompe de reprise n°1	PCS00023432	Pompe de reprise n°1	Renouvellement complet du matériel	1005329886	TOTAL	26/06/2024	2 800	3279	3331	2583	0	748	0.844	1363	616	3946
29167PT00001 - Pompage de St Ave Cne FLOGASTEL-ST-GERMAIN / VCL00050993 - Clapet de pied crépine POMPAGE	VCL00050993	Clapet de pied crépine POMPAGE	Renouvellement complet du matériel	1006642176	TOTAL	26/06/2024	680	796	1091	609	0	482	0.844	684	202	1293
29167PT00001 - Pompage de St Ave Cne FLOGASTEL-ST-GERMAIN / XTU00063354 - Tuyauterie	XTU00063354	Tuyauterie	Renouvellement complet du matériel	1006642401	TOTAL	26/06/2024	5 490	6428	4104	2430	0	1674	0.844	2433	759	4863
29174CO00003 - Exp Kerfilin Cne PLONEOUR-LAN/VERN / IQE00034646 - Compteur Export Vers CCBPS	IQE00034646	Compteur Export Vers CCBPS	Renouvellement complet du matériel	1005054783	TOTAL	26/06/2024	1 210	1417	1086	682	0	404	0.844	604	201	1287
29174CO00008 - Exp. Plozevet Cne PLONEOUR LAN/VERN / IQE00034194 - Compteur d'export Plozevet	IQE00034194	Compteur d'export Plozevet	Renouvellement complet du matériel	1005136915	TOTAL	26/06/2024	1 060	1241	1618	1458	0	160	0.844	460	299	1917
29174SS00002 - SU Creach Calvic Cne PLONEOUR LAN/VERN / DAM00009836 - Ballon anti-bélier	DAM00009836	Ballon anti-bélier	Renouvellement complet du matériel	1004872194	TOTAL	26/06/2024	2 250	2635	3036	2681	0	355	0.844	916	561	3597
29174SS00003 - SU Kerlavar Cne PLONEOUR LAN/VERN / DAM00009837 - Ballon Pompage de refoulement	DAM00009837	Ballon Pompage de refoulement	Renouvellement complet du matériel	1004872041	TOTAL	26/06/2024	3 230	3782	2884	2681	0	203	0.844	736	533	3417
29174SS00003 - SU Kerlavar Cne PLONEOUR LAN/VERN / PCS00023400 - Pompe de surface verticale n°1	PCS00023400	Pompe de surface verticale n°1	Renouvellement complet du matériel	1007087635	TOTAL	26/06/2024	4 210	4930	7781	5733	0	2048	0.844	3486	1438	9219
29215CO00006 - CS Corniche Cne PLOZEVEY / IQE00034763 - Compteur La Corniche	IQE00034763	Compteur La Corniche	Renouvellement complet du matériel	1005054803	TOTAL	26/06/2024	1 050	1229	873	682	0	191	0.844	352	161	1034
29215CO00008 - Exp Mahalon Menez Lann Marzin Cne PLOZEVEY / IQE00035670 - Gros Compteur Export Vers Kergamet	IQE00035670	Gros Compteur Export Vers Kergamet	Renouvellement complet du matériel	1005054807	TOTAL	26/06/2024	1 060	1241	568	348	0	221	0.844	326	105	674
29108CO00006 - STAB Kermoguer Cne LANDUEC / KST00060936 - Télésurveillance	KST00060936	Télésurveillance	Renouvellement complet du matériel	1006641494	TOTAL	18/09/2024	800	937	2591	1246	0	1345	0.844	1823	479	3069
29108PT00001 - Station Kergamet Cne LANDUEC / JHD00004050 - Sécheur d'air	JHD00004050	Sécheur d'air	Renouvellement complet du matériel	1005718561	TOTAL	18/09/2024	1 600	1874	1970	1356	164	450	0.844	814	364	2334
29108PT00001 - Station Kergamet Cne LANDUEC / JHD00004051 - Filre d'air	JHD00004051	Filre d'air	Renouvellement complet du matériel	1005718566	TOTAL	18/09/2024	500	585	503	350	0	153	0.844	246	93	596
29108PT00001 - Station Kergamet Cne LANDUEC / KST00060938 - Télésurveillance	KST00060938	Télésurveillance	Renouvellement complet du matériel	1006641950	TOTAL	18/09/2024	2 410	2822	3559	1834	0	1725	0.844	2383	658	4217
29108SG00001 - RES Cne LANDUEC / IFE00036360 - Débitmètre gravitaire	IFE00036360	Débitmètre gravitaire	Renouvellement complet du matériel	1003115474	TOTAL	18/09/2024	870	1019	1072	713	0	359	0.844	557	198	1270
29167PT00001 - Pompage de St Ave Cne FLOGASTEL-ST-GERMAIN / XTU00063350 - Tuyauterie	XTU00063350	Tuyauterie	Renouvellement complet du matériel	1007316384	TOTAL	18/09/2024	2 350	2752	1597	1351	0	246	0.844	541	295	1892
29174CO00008 - Exp. Plozevet Cne PLONEOUR LAN/VERN / KST00104762 - Télésurveillance	KST00104762	Télésurveillance	Renouvellement complet du matériel	1005137294	TOTAL	18/09/2024	1 700	1991	972	721	0	251	0.844	431	180	1151
29215SA00001 - SURP Menez kerguelen Cne PLOZEVEY / KST00060240 - Télésurveillance	KST00060240	Télésurveillance	Renouvellement complet du matériel	1006643897	TOTAL	18/09/2024	2 010	2354	1817	1246	0	571	0.844	907	336	2153
29070CO00001 - CS Ty Polet Cne GULER SUR GOYEN / KST00062085 - Telesurveillance	KST00062085	Telesurveillance	Renouvellement complet du matériel	1008410558	TOTAL	19/11/2024	800	937	779	733	0	46	0.844	190	144	923
29108PT00001 - Station Kergamet Cne LANDUEC / BPD00011742 - Pompe javel 1	BPD00011742	Pompe javel 1	Renouvellement complet du matériel	1009153441	TOTAL	19/11/2024	1 030	1206	784	664	0	120	0.844	265	145	928
29167PT00001 - Pompage de St Ave Cne FLOGASTEL-ST-GERMAIN / KST00057082 - Télésurveillance	KST00057082	Télésurveillance	Renouvellement complet du matériel	1004943696	TOTAL	19/11/2024	2 650	3103	2579	1627	0	951	0.844	1428	477	3055

Renouvellement non programmé :

2914000101 - CC DU HAUT PAYS BIGOUDEN-AEP Contrat du : 01/01/2022 au : 31/12/2030 - Clause de renouvellement : C Renouvellement Réalisé en compte au : 06/02/2023	Code Matériel	Libellé Matériel	Programmé au contrat	Description Opération	Numéro de FIM	Type Renouvellement	Date réalisation	Montant cout direct	Montant achat	Montant sous traitance	Montant MO	Pourcentage frais	Montant MO+frais	Montant frais	Montant cout réel soldé	n° fiche navette	état renou
29174SS00003-SU Kerlavar Che PLONEOUR LANV'ERN/NPV/00012392-Variateur pompe 1	NPV/00012392	Variateur pompe 1	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	1009191877	TOTAL	19/11/2024	2 862	2 000	0	863	0.844	1 392	529	3 392	N°6	soldé (cloture technique)
29108PT00001-Station Kergamet Che LANDUDEC/ VCL00051360-Clapet 2	VCL00051360	Clapet 2	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	1008558496	TOTAL	19/11/2024	1 383	1 153	0	230	0.844	486	256	1 638	N°7	soldé (cloture technique)
29108PT00001-Station Kergamet Che LANDUDEC/ VCL00051361-Clapet 1	VCL00051361	Clapet 1	Non programmé au contrat	Renouvellement complet du matériel	1008558487	TOTAL	19/11/2024	2 530	2 530	0	0	0.844	468	468	2 997	N°8	soldé (cloture technique)

Un travail d'analyse du PPR avait été réalisé avec CCHPB d'isoler des opérations à ne pas faire. Un courrier officiel signé par les 2 parties (annexe du courrier ci-dessous) a permis de constituer une **dotation de 35 340 €** qui sera utilisée sur la durée du contrat pour des travaux soumis pour validation à CCHPB sous forme de fiche navette.

Liste des équipements isolés du programme de renouvellement pour former une dotation de renouvellement

MONTANT INITIAL : 35 340 € en valeur de base 2022

Installation	Equipement	Année Programmée	Montant Programmé	Observations
Station Kergamet Cne LANDUDEC	Pompe soude	2025	1030 €	Non utilisé
Station Kergamet Cne LANDUDEC	Pompe KMnO4	2025	1030 €	Non utilisé
Station Kergamet Cne LANDUDEC	Hydrocontrol	2022	1360 €	Non utilisé
STAB Coat Pen Guilly Cne PEUMERIT	Stabilisateur de pression aval	2023	1660 €	Non utilisé
Exp Guerueur Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN	Compteur Export vers Pluguffan	2022	790€	Non utilisé
29167CO00005 - Exp Viny-Izella Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN / IQE00035561 - Gros Compteur Export Vers Ploneour	Gros Compteur Export Vers Ploneour	2022	790€	Non utilisé
Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN	Ballon Surpression de Kérandoaré	2026	1600€	N'existe plus à la suite des travaux
Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN	Compteur eau étage 1	2025	750€	N'existe plus à la suite des travaux
Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN	Compteur eau étage 2	2025	1150€	N'existe plus à la suite des travaux
Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN	Compteur d'eau retour Moulin	2022	1150€	N'existe plus à la suite des travaux
Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN	Compteur d'eau	2022	860€	N'existe plus à la suite des travaux
Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN	Compteur arrivée St Avé	2026	950€	N'existe plus à la suite des travaux
Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN	Armoire électrique intérieure	2026	3980 €	N'existe plus à la suite des travaux
Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN	Pompe de surpression n°1	2023	2400€	N'existe plus à la suite des travaux
Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN	Clapet de non-retour à boule	2023	780€	N'existe plus à la suite des travaux
Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN	Boîte à boues	2022	400€	N'existe plus à la suite des travaux
SU Kerlavar Cne PLONEOUR LANVERN	Batterie de condensateur	2023	1340€	Pas d'utilité suite étude
Chloration Pencleuziou vers Plovan Cne PLOVAN	Analyseur de chlore 2 vers Treogat	2022	2200€	Non utilisé
RES Kerlaeron Cne PLOZEVET	Résine échangeuse d'ions	2029	7570€	Erreur dans l'élaboration du plan
RES Kerlaeron Cne PLOZEVET	Débitmètre a lution	2026	910€	N'existe plus sur site
RES Kerlaeron Cne PLOZEVET	Compteur eau denitrée	2026	630€	N'existe plus sur site
STAB et Secto Pontalan Cne PLOZEVET	Compteur Sectorisation Treogat	2022	1060€	N'existe plus sur site
STAB et Secto Pontalan Cne PLOZEVET	Boîte à boues	2022	950€	N'existe plus sur site
TOTAL :			35 340€	

Suivi financier de cette dotation

2918010202 - CC DU HAUT PAYS BIGOUDEN-ASST Contrat du : 01/01/2022 au : 31/12/2030 - Clause de renouvellement : C	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total (€)
opération supprimé (€)	0	35 340	0	0	0	0	0	0	0	35 340
rereport solde budget opération supprimé	0	0	35 340							
Opération ajouté plan programmé(€)	0	0	16 270	0	0	0	0	0	0	16 270
Solde(€)	0	35 340	19 070	0	0	0	0	0	0	

Détail des opérations réalisées en 2024 pour 16270€

Installation	Sous Installation	Code Matériel	Libellé matériel	Année de Réalisation	Description de l'opération	Commentaire sur obligation	Année prévue de Réalisation PPR	Année prévisionnel de renouvellement	montant renou initial
29214TS00001 - Chloration Pencleuziou vers Plovan Cne PLOVAN / GOU00027018 - Portes	GOU00027018 - Portes	GOU00027018	Portes		Renouvellement complet du matériel	Modification de PRG selon Fiche navette N°2 du 17/04/2024	2024		2 510
29108PT00001 - Station Kergamet Cne LANDUEC / JHD00004050 - Sécheur d'air	29108PT00001-0000-05 - LOCAL POMPES	JHD00004050	Sécheur d'air	2024	Renouvellement complet du matériel	Modification de PRG selon Fiche navette N°3 du 29/04/2024	2024		1 600
29108PT00001 - Station Kergamet Cne LANDUEC / JHD00004051 - Filre d'air	29108PT00001-0000-05 - LOCAL POMPES	JHD00004051	Filre d'air	2024	Renouvellement complet du matériel	Modification de PRG selon Fiche navette N°3 du 29/04/2024	2024		500
29108SG00001 - RES Cne LANDUEC / IFE00036360 - Débitmètre gravitaire	IFE00036360 - Débitmètre gravitaire	IFE00036360	Débitmètre gravitaire	2024	Renouvellement complet du matériel	Modification de PRG selon Fiche navette N°3 du 29/04/2024	2024		870
29167PT00001 - Pompage de St Ave Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN / XTU00063350 - Tuyauterie	29167PT00001-1000-01 - EXHAURE	XTU00063350	Tuyauterie	2024	Renouvellement complet du matériel	Modification de PRG selon Fiche navette N°1 du 11/03/2024	2024		2 350
29174CO00008 - Exp. Flozevet Cne PLONEOUR L'ANVERN / KST00104762 - Télésurveillance	KST00104762 - Télésurveillance	KST00104762	Télésurveillance	2024	Renouvellement complet du matériel	Modification de PRG selon Fiche navette N°3 du 29/04/2024	2024		1 700
29108PT00001-Station Kergamet Cne LANDUEC/VAN02583951-Vannes pneumatiques (filtre à charbon)	VAN02583951-Vannes pneumatiques (filtre à charbon)	VAN02583951	Vannes pneumatiques		Renouvellement complet du matériel	Modification de PRG selon Fiche navette N°4		2025	6 740

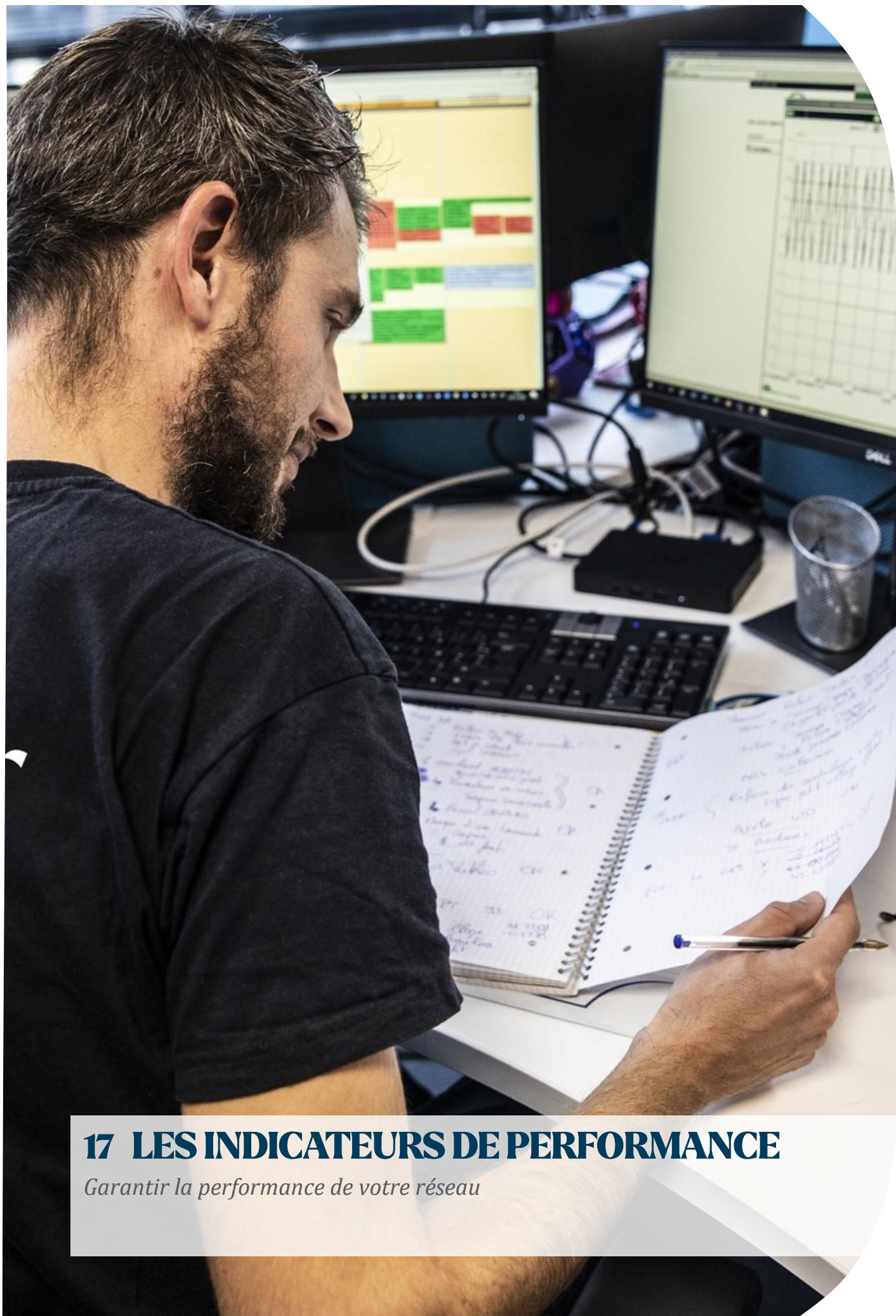
En compensation des lignes suivantes

Installation	Sous Installation	Code Matériel	Libellé matériel	Année de Réalisation	Description de l'opération	Commentaire sur obligation	Année prévue de Réalisation PPR	Année opération supprimée plan	montant renou initial	reunion	commentaire	Proposition sortie plan	proposition remplacement
29108PT00001 - Station Kergamet Cne LANDUEC / BPD00012967 - Pompe soude	29108PT00001-4030-04-LOCAL-REACTIFS	BPD00012967	Pompe-soude		Renouvellement complet du matériel	Validé CCHPB 05/12	2025		1 030	n'existe plus , à supprimer		N°1	N°3
29108PT00001 - Station Kergamet Cne LANDUEC / BPD00012968 - Pompe KMnO4	29108PT00001-4030-04-LOCAL-REACTIFS	BPD00012968	Pompe-KMnO4		Renouvellement complet du matériel	Validé CCHPB 05/12	2025		1 030	n'existe plus , à supprimer		N°1	N°3
29108PT00001 - Station Kergamet Cne LANDUEC / ICT00026931 - Hydrocontrol	29108PT00001-0000-01-EAUX-BRUTES	ICT00026931	Hydrocontrol		Renouvellement complet du matériel	Validé CCHPB 05/12	2022		1 360	n'existe plus , à supprimer		N°1	N°2
29159VA00002 - STAB Coat Pen Gully Cne PEUMERIT / VDR00026663 - Stabilisateur de pression aval	VDR00026663-CHAMBRE-DE-REGULATION	VDR00026663	Stabilisateur-de-pression-aval		Renouvellement complet du matériel	Validé CCHPB 05/12	2023		1 660	n'existe plus , à supprimer		N°1	N°3
29167CO00004 - Exp Gueuvreur Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN / IQE00035592 - Compteur Export vers Pluguffan	IQE00035592-CHAMBRE-DE-REGULATION	IQE00035592	Compteur-Export-vers-Pluguffan		Renouvellement complet du matériel	Validé CCHPB 05/12	2022		790	n'existe plus , à supprimer		N°1	N°4
29167SG00001 - Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN / DAM00009776 - Ballon Surpression de Kerandoare	29167SG00001-SURPRESSION-DE-KERANDOARE	DAM00009776	Surpression-de-Kerandoare		Renouvellement complet du matériel	Validé CCHPB 05/12	2026		1 600	à supprimer ancien contrat		N°1	N°1
29167SG00001 - Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN / IQE00031816 - Compteur eau étage 1	29167SG00001-0000-01-CHAMBRE-DE-REGULATION	IQE00031816	Compteur-eau-étage-1		Renouvellement complet du matériel	Validé CCHPB 05/12	2025		750	à supprimer ancien contrat		N°1	N°1
29167SG00001 - Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN / IQE00031817 - Compteur etage 2	29167SG00001-0000-01-CHAMBRE-DE-REGULATION	IQE00031817	Compteur-etage-2		Renouvellement complet du matériel	Validé CCHPB 05/12	2025		1 150	à supprimer ancien contrat		N°1	N°2
29167SG00001 - Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN / IQE00032656 - Compteur d'eau retour-Moulin	29167SG00001-0000-01-CHAMBRE-DE-REGULATION	IQE00032656	Compteur-d'eau-retour-Moulin		Renouvellement complet du matériel	Validé CCHPB 05/12	2022		1 150	à supprimer ancien contrat		N°1	N°4
29167SG00001 - Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN / IQE00035201 - Compteur d'eau	29167SG00001-SURPRESSION-DE-KERANDOARE	IQE00035201	Compteur-d'eau		Renouvellement complet du matériel	Validé CCHPB 05/12	2022		860	à supprimer ancien contrat		N°1	N°4
29167SG00001 - Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN / IQE00035444 - Compteur arrivée St Avé	29167SG00001-0000-01-CHAMBRE-DE-REGULATION	IQE00035444	Compteur-arrivée-St-Avé		Renouvellement complet du matériel	Validé CCHPB 05/12	2026		950	à supprimer ancien contrat		N°1	N°3
29167SG00001 - Bâche de Kerandoare Cne PLOGASTEL-ST-GERMAIN / PCS00023611 - Pompe de surpression n°1	29167SG00001-SURPRESSION-DE-KERANDOARE	PCS00023611	Pompe-de-surpression-n°1		Renouvellement complet du matériel	Validé CCHPB 05/12	2023		2 400	à supprimer ancien contrat		N°1	N°4
29215SG00001 - RES Kerlaeron Cne FLOZEVET / IFE00022350 - Débitmètre à lution	29215SG00001-0000-02-Dénitratation	IFE00022350	Débitmètre-à-lution		Renouvellement complet du matériel	Validé CCHPB 05/12	2026		910	n'existe plus , à supprimer		N°1	N°4
29215SG00001 - RES Kerlaeron Cne FLOZEVET / IQE00034407 - Compteur eau dénitraté	29215SG00001-0000-02-Dénitratation	IQE00034407	Compteur-eau-dénitraté		Renouvellement complet du matériel	Validé CCHPB 05/12	2026		630	n'existe plus , à supprimer		N°1	N°4

Il existe aussi une réserve financière formée avec les objets cités ci-dessous qui sera utilisé pour un programme de travaux.

2914000101 - CC DU HAUT PAYS BIGOUDEN-AEP Contrat du : 01/01/2022 au : 31/12/2030 Dotations de la réserve financière		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
reliquat fin de contrat 2934-2964-2962		18 070.07 €								
annulation opérations sur programme renouvellement			21 180.00 €							
subvention agence de l'eau (5 débitmètres)			19 387.50 €	19 387.50 €						
	CREDIT DE L'ANNEE	18 070.07 €	40 567.50 €	19 387.50 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
MONTANT CUMULE DE LA RESERVE FINANCIERE (€)		18 070 €	58 638 €	78 025 €	78 025 €	78 025 €	78 025 €	78 025 €	78 025 €	78 025 €

2914000101 - CC DU HAUT PAYS BIGOUDEN-AEP Contrat du : 01/01/2022 au : 31/12/2030 Bilan financier suivi dépenses prises sur la réserve financière APRES validation par CCHPB		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
REPORT DE SOLDE N-1			18 070 €	58 638 €	78 025 €	78 025 €	78 025 €	78 025 €	78 025 €	78 025 €
nature des travaux	fiche navette									
	DEPENSES ENGAGEES SUR L'ANNEE	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Solde DE LA RESERVE FINANCIERE (€)		18 070 €	58 638 €	78 025 €	78 025 €	78 025 €	78 025 €	78 025 €	78 025 €	78 025 €



17 LES INDICATEURS DE PERFORMANCE


Garantir la performance de votre réseau

DETAIL DE L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX D'EAU POTABLE

Condition d'acquisition	Code SISPEA	Descriptif	Résultats	Note
PARTIE A : Plan des réseaux				
Sur 10 points	VP.236	Existence d'un plan du réseau d'eau potable pour l'année 2024	OUI	10 points
Sur 5 points	VP.237	Mise à jour au moins annuelle des plans du réseau d'eau potable	OUI	5 points
Total Partie A : (Sur 15 points)			15 points / 15 points	
PARTIE B : Inventaire des réseaux				
	VP.238	Inventaire avec mention de la catégorie de l'ouvrage	OUI	
	VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux d'eau potable à partir d'une procédure formalisée pour les informations relatives aux tronçons de réseaux.	OUI	
Si les 2 conditions précédentes sont « Oui » alors les indicateurs suivants ont 10 points chacun. Les 5 points restants sont répartis ainsi : <60%=0 ; >60%=1 ; >70%=2 ; >80%=3 ; >90%=4 ; >95%=5 points				
Sur 15 points	VP.239	Pourcentage de connaissance des informations structurelles	99,3%	15 points
	-	Linéaire de réseau d'eau potable avec diamètre / matériau renseigné pour l'année 2024	634,618	Km
Sur 15 points	VP.241	Pourcentage de connaissance de l'âge des canalisations	99,54%	15 points
	-	Linéaire de réseau d'eau potable avec période de pose renseignée pour l'année 2024	635,852	Km
Pour évaluer :	-	Linéaire total de réseau d'eau potable pour l'année 2024	638,795	Km
Total Partie B : (Sur 30 points)			30 points / 30 points	
Pour comptabiliser le total de la partie B, la partie A doit être à 15 points				
PARTIE C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux				
Sur 10 points	VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes du réseau d'eau potable	OUI	10 points
Sur 10 points	VP.243	Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques	OUI	10 points
Sur 10 points	VP.244	Localisation des branchements du réseau d'eau potable	OUI	10 points
Sur 10 points	VP.245	Un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau	OUI	10 points
Sur 10 points	VP.246	Un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau	OUI	10 points
Sur 10 points	VP.247	Localisation et identification complète des interventions sur le réseau d'eau potable	OUI	10 points
Sur 10 points (conditionnel)	VP.248	Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	Si les 2 conditions suivantes sont « Oui »	10 points
	-	Existence d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations en eau potable	OUI	
	-	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations en eau potable	OUI	
Sur 5 points	VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux.	OUI	5 points
Total Partie C : (Sur 75 points)			75 points / 75 points	
Pour comptabiliser le total de la partie C, la somme des parties A+B doit être à minima de 40 points				
	P103.2B	VALEUR DE L'INDICE	120 points / 120 points	

DETAIL DE L'INDICE D'AVANCEMENT DE LA PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU : P108.3

Référence	Libellé	Valeur	Note
MIR_009	Etude confiée à un géologue	NON	20
MIR_019	Périmètre de protection défini	NON	20
MIR_029	Dossier déposé en préfecture	NON	10
MIR_003	Arrêté préfectoral notifié	NON	10
MIR_002	Arrêté préfectoral mis en œuvre	NON	20
MIR_020	Suivi régulier du périmètre avec relevé des infractions éventuelles pour la protection de la ressource en eau	NON	20
Total			100
MIR_030	Volume eau potable produit prélevé (Données de consolidation)	849 537 m3	

	Communauté de communes du Haut Pays Bigouden - 2A, rue de la mer 29710 POULDREUZIC
Comité de suivi et d'évaluation des périmètres de protection des ressources en eau de Saint-Avé à Plogastel-Saint-Germain	

COMPTE RENDU DE REUNION

Date Réunion : 12/12/2024
Lieu : Mairie de Plogastel St Germain

Objet : Première réunion de comité

ATTESTATIONS D'ASSURANCES

Attestation Dommages aux Biens

DocuSign Envelope ID: 05C0F4CB-5439-45DB-8910-91F65CC49533



XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE

XL Insurance Company SE, Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 6416866, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous atteste que la société :

SAUR SAS

11 Chemin de Bretagne
CS 40082

92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

A souscrit auprès de notre Société un contrat d'assurance Dommages et Pertes d'exploitation portant le n° **FR00046587PR** (LCI : 19.900.000 EUR).

Ce contrat garantit l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers :

- En propriété ou loués,
- Vendus avec une clause de réserve de propriété,
- Appartenant à autrui, lorsque l'assuré en est, à titre onéreux ou gratuit, utilisateur, occupant, gardien ou détenteur à quelque titre que ce soit,
- Appartenant au personnel de l'Assuré, lorsque que lesdits biens sont situés dans les établissements assurés,
- Tous titres de paiement désignés sous le titre générique de valeurs,

Ainsi que les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie, Foudre, Explosions, Implosions et électricité, Chute d'appareils de navigation aérienne et franchissement du mur du son, Tempêtes, ouragans, cyclones, tornades, Grêle, chute et/ou poids de la neige et/ou de la glace, Ruissellement d'eau, de boue ou de lave, Glissements et effondrements de terrains, Inondation, Séismes, Eruption volcanique, Raz-de-marée, Chocs de véhicules terrestres à moteur, Fumées, Bris de glaces, Dégâts des eaux, Emeutes, Mouvements populaires, Vandalisme, Malveillance, Sabotage, Terrorisme et Attentats en France (art.L126-2 et L126-3 du Code des Assurances), Vol, Détériorations immobilières consécutives à un vol ou une tentative de vol, Gel (dommages aux installations), Bris de Machines, Catastrophes naturelles (art.L125-1 et suivants du Code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions du contrat cité en référence ci-dessus.

La présente attestation d'assurance, valable du 1^{er} Avril 2025 au 31 Mars 2026 inclus, sous réserve du paiement de la prime, est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager les assureurs au-delà des limites de garanties de la police à laquelle elle se réfère

Fait à Puteaux, le 1 avril 2025

Signed by:
XL SAFUR SERVICES SAS
06BE1028E8D84F9...

XL Insurance Company SE
Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX
Telephone: +33 1 56 92 80 00 axaxl.com

XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 6416866, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie)
XL Insurance Company SE, Succursale française : Tour Majunga - La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927.
Directors: X. Veyry (FR), D. Guest, D. Palici-Chehab (FR), J. O'Neill, H. Browne, P.H. Rastoul (FR)

Responsabilité civile



Attestation d'Assurance

Nous soussignés, Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

SAUR SAS
11, Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° FRL002815 garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation

Tous dommages confondus (corporels, matériels et Immatériels consécutifs ou non) 20 000 000 EUR Par sinistre

Responsabilité Civile Après Livraison

Tous dommages confondus (corporels, matériels et Immatériels consécutifs ou non) 20 000 000 EUR Par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période d'assurance du 01/04/2025 au 31/03/2026

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 27/03/2025

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :



Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment)



ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance GENERALI Iard, dont le siège social est situé 2 rue Pillet-Will, 75009 PARIS, atteste que :

**STE SAUR
11, CHEMIN DE BRETAGNE
CS40082
92442 ISSY MOULINEAUX CEDEX
SIREN 339.379.984**

**Pour le compte de :
CITEC ASSAINISSEMENT
ZAC LA GARRIGUE
RUE VERDALE
34725 SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS
SIRET 43041743600028**

Est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° AP392620 pour la période de validité du 01/01/2025 au 31/12/2025 couvrant les activités professionnelles suivantes :

ENTREPRISE GÉNÉRALE

Réalisation de la totalité des travaux d'une opération de construction réalisés en tout ou partie par le personnel d'exécution de l'entreprise.

TERRASSEMENT

Défrichage, remise à niveau des terres, réalisation à ciel ouvert de creusement et de blindage de fouilles provisoire dans des sols, ainsi que des travaux de rabattement de nappes nécessaires à l'exécution des travaux, de remblai, d'enrochement non lié et de comblement (sauf des carrières) ayant pour objet soit de constituer par eux-mêmes un ouvrage soit de permettre la réalisation d'ouvrages. Cette activité comprend les sondages et forages.

VOIRIES RÉSEAUX DIVERS (V.R.D.)

Réalisation de réseaux de canalisations, de tous types de réseaux enterrés ou aériens, de systèmes d'assainissement autonome, de voiries, de poteaux et clôtures.
Réalisation d'espaces verts, y compris les travaux complémentaires de maçonnerie.
Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de terrassement et de fouilles.

CONTRACTANT GENERAL

Réalisation d'une opération de construction portant sur la maîtrise d'œuvre et l'exécution des travaux tous corps d'état, cette exécution étant donnée intégralement en sous-traitance.

Ces marchés sont pris uniquement dans le cadre de réalisation d'ouvrage de :

Voiries Réseaux Divers:

- réseaux et canalisation d'eau potable ou incendie,
- réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales,
- les ouvrages de voiries y compris fondations et terrassements

Ouvrages d'hygiène publique :

- stations de pompage, réservoirs et château d'eau,
- stations d'épuration des eaux usées et résiduaires,
- Usines de traitement de résidus ou d'effluents urbains,
- Collecteurs d'eaux usées ou pluviales,
- Usines de traitement d'eau potable,
- ouvrages liés à des opérations de traitement et de valorisation des déchets dont la construction

Generali Iard, S.A au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 512 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Generali Vie, S.A au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



d'unité de tri, compostage, incinération, plateforme de traitement de boues.

1. PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine ou dans les Départements d'Outre-Mer.
- aux chantiers dont le coût total de construction TTC tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 €.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P¹ ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P²,

pour des procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :

- d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Évaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P³,
- d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
- d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(¹) Les Règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en oeuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

(²) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

(³) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Generali Iard, SA au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 512 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Generali Vie, SA au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



2. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.</p> <p>Elle est gérée en capitalisation.</p>	<p>o En Habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>o Hors habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>o En présence d'un CCRD :</p> <p>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3. GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.</p>	<p>6.000.000 € par sinistre</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.</p>	

Generali Iard, SA au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
 Generali Vie, SA au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
 Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



Fait pour servir et valoir ce que de droit à PARIS, le 16/12/2024

JEANNE

Generali Iard, S.A au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Generali Vie, S.A au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Attestation Responsabilité civile Atteinte à l'Environnement



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, AIG Europe SA - Succursale pour la France – Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, 92913 Paris La Défense Cedex, attestons par la présente que

SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales, sont assurés par la police n° 7 201 983, souscrite par SAUR SAS contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant leur incomber en raison d'atteintes à l'environnement soudaines et accidentelles et/ou graduelles, de nuisances, de préjudice écologique ou de dommages environnementaux imputables à l'exercice de leurs activités et sites visés au contrat.

Garanties et limites :

Garanties	Limites par sinistre	Limites pour la période de garantie *
Tous dommages confondus :	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont Garantie Responsabilité Civile (A) y compris au titre du préjudice écologique	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont dommages matériels et immatériels	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont dommages aux biens confiés et biens des préposés	5.000.000 €	15.000.000 €
- dont préjudice écologique du fait des produits, ouvrages ou déchets livrés	10.000.000 €	25.000.000 €
- dont Garantie Responsabilité Environnementale (B)	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont dommages environnementaux en l'absence de pollution	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont Garantie Frais de dépollution du Site (C)	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont frais de décontamination et reconstruction y compris suite à une pollution subie	5.000.000 €	15.000.000 €
- dont frais relatifs à une pollution subie	15.000.000 €	15.000.000 €
- dont Garantie Frais de Prévention de dommages garantis (D)	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont pour tout dommage ou tout frais généré par les substances perfluoroalkylées et/ou polyfluoroalkylées (PFAS) ou par tout produit qui résulterait de leur dégradation.	2.500.000 €	2.500.000 €
- dont garanties relevant de l'annexe « Etudes et travaux »	25.000.000 €	25.000.000 €
- dont garantie du fait des activités d'épandage de boue	5.000.000 €	15.000.000 €
- dont dommages causés par l'amiante selon les dispositions de l'article 12.1. ci-après	2.500.000 €	5.000.000 €
- dont extension communication de crise en cas de fait de pollution ou de dommages environnementaux garantis	150.000 €	500.000 €

* Il est rappelé que la capacité est accordée en une seule enveloppe pour la période d'assurance sans renouvellement annuel des capacités.

Il est rappelé que sont inclus pour chaque garantie les Frais de défense associés (sans préjudice des dispositions de l'article 3.1.6. des Conditions générales relatif aux frais de défense lors de la mise en cause de la Responsabilité des dirigeants).

Territorialité : Monde hors Etats-Unis et Canada

Cette attestation est délivrée pour la période du 1^{er} avril 2023 au 1^{er} avril 2026 à zéro heure pour servir et valoir ce que de droit. Elle est valable dans la seule limite des montants et conditions de garantie, franchises et exclusions du contrat précité et n'implique qu'une présomption de garanties à la charge de l'assureur sous réserve des réglementations locales applicables.

En cas de sinistre, les sommes dues par l'assureur au titre de la police citée ci-dessus seront payées au souscripteur du contrat.

Fait à Paris La Défense le 29 mars 2024

AIG Europe SA
Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets,
CS 60234 - 92913 Paris La Défense Cedex
Tél : +33 1 49 02 42 22
Facsimile : 01 49 02 44 04

AIG Europe S.A. – compagnie d'assurance au capital de 47 176 225 euros, immatriculée au Luxembourg (RCS n° B 218806).
Siège social : 35 D Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg.
Succursale pour la France : Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, 92400 Courbevoie - RCS Nanterre 838 136 463
Adresse Postale : Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, CS 60234, 92913 Paris La Défense Cedex - Téléphone : +33 1 49 02 42 22 - Facsimile : +33 1 49 02 44 04.

Attestation Tous risques chantiers

GENERALI Iard

Police Tous Risques Chantier / Tous Risques Montage Essais

Police N° AH 116929 - Attestation

Assuré :
SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

Police n° AH 116929

Période de validité :	du 1 ^{er} avril 2025 au 31 mars 2026
Fonctionnement de la garantie :	L'assurance s'applique aux marchés qui, au 1 ^{er} avril 2025, sont en cours d'exécution ou de maintenance et/ou aux marchés dont l'exécution commencera après cette date, dès lors que, pour chaque chantier : <ul style="list-style-type: none">• le coût estimé est inférieur à 30 000 000 euros.• la durée des travaux est inférieure à 36 mois• la durée des essais n'excède pas 12 mois Après réception (période de maintenance), les garanties se poursuivent sur une période de 12 mois.
Biens Assurés :	Tous travaux de construction, extension, réhabilitation, etc. de stations d'épuration, installations de traitement des eaux, usines de traitement de déchets, installations de traitement des résidus d'épuration, y compris par incinération.
Etendue de la garantie :	La prise en charge des frais de remplacement et/ou de remise en état des biens assurés et/ou de tout ou partie de ceux-ci qui seraient physiquement endommagés, détruits ou perdus de quelque manière et pour quelque cause que ce soit, sous réserve des exclusions spécifiques dans le contrat.
Territorialité :	Site du chantier ou abords immédiats pour les aires d'entreposage, pour des chantiers situés dans le monde entier, à l'exception : <ul style="list-style-type: none">• des ETATS-UNIS D'AMERIQUE, CANADA et AUSTRALIE• des pays sous embargo, et notamment des pays suivants : CORÉE DU NORD, SYRIE, CRIMÉE, IRAN et VENEZUELA


La présente attestation est valable pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager **GENERALI Iard** au-delà des clauses, conditions et limites du contrat d'assurance auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 1er avril 2025

GENERALI Iard
SA au capital de 54 630 300 euros
Entreprise régie par le Code des assurances - 002 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Siège Social : 2 rue Pilet Willé - 75009 Paris
Tél : 01 53 53 53 53 - Fax : 01 53 53 53 53

Signature
numérique de
YILDIZ Erhan
Date :
2025.04.01
15:58:52 +02'00'

 **Generali Iard**, Société anonyme au capital de 54 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 002 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Generali Vie, Société anonyme au capital de 341 059 486 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 002 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Generali Retraite, Société anonyme au capital de 213 541 620 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 000 260 419 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Siège social : 2 rue Pilet Willé - 75009 Paris - Société appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances avec le numéro 036

ANNEXES COMPLEMENTAIRES



A
B
C

LE GLOSSAIRE

Ce glossaire récapitule pour les principaux termes utilisés dans les métiers de l'eau, et plus particulièrement dans ce rapport annuel du délégataire, la définition et éventuellement le mode de calcul des informations transmises :

Analyse de pilotage AEP : c'est un ensemble d'analyses effectuées par l'exploitant avec pour objectif d'améliorer et d'optimiser la configuration des installations liées à l'Approvisionnement en Eau Potable (AEP). Ces données peuvent être obtenues à partir de diverses sources, notamment :

- des instruments portables ou appareils installés en des emplacements fixes dédiés à la mesure de la qualité de l'eau.
- des analyses de la qualité de l'eau réalisées en utilisant des méthodes rapides adaptées aux conditions sur le terrain ou effectuées dans des laboratoires d'analyses spécialisés.

Biens financés par la collectivité : il s'agit de biens qui sont la propriété de la collectivité et qui sont mis à la disposition du délégataire dans le cadre d'un contrat. À la fin de ce contrat, ces biens reviennent automatiquement et gratuitement à la collectivité.

Biens de retour : ce sont des biens qui ont été financés par le délégataire, qui sont affectés au service et qui sont essentiels à son bon fonctionnement. À la fin du contrat, ces biens reviennent automatiquement et sans frais à la collectivité.

Biens de reprise : ce sont des biens financés par le délégataire, qui sont utilisés pour le service. À la fin du contrat, la collectivité a la possibilité de les racheter selon les modalités financières préalablement établies dans le contrat, sans que le délégataire puisse s'y opposer.

Branchement AEP : il s'agit de l'ensemble de canalisations et d'équipements qui relie la partie publique du réseau de distribution d'eau au réseau de distribution intérieur d'un client. Les équipements installés comprennent au minimum un robinet d'arrêt d'eau situé avant le compteur, ainsi qu'un compteur général.

CARE : compte Annuel de Résultat de l'Exploitation. Pour un contrat déterminé, les chiffres de l'année en cours sont indiqués, et ceux de l'année précédente sont rappelés. Le cadre de ce CARE a été établi par la FP2E, dans le respect strict du décret 2005-236 du 18 mars 2005.

Client : personne physique ou morale consommant de l'eau et ayant au moins un contrat abonné le liant avec le service de distribution de l'eau.

Compte (ou fonds contractuel) de renouvellement : il s'agit des opérations de renouvellement réalisées sans programmation contractuelle, imputées sur un compte de tiers qui correspond à la mise en place de fonds prélevés sur les produits du délégataire, pour couvrir les aléas de fonctionnement des équipements.

Compteur : équipement faisant partie intégrante du branchement et qui permet de comptabiliser les volumes consommés par le branchement.

Contrat abonnés AEP : contrat associé à un branchement liant un client au service de distribution de l'eau.

Contrôle sanitaire AEP : ensemble des analyses réalisées par les ARS afin de contrôler la qualité des eaux. Ces analyses sont effectuées dans des laboratoires agréés à partir d'échantillons prélevés sur différents points de contrôle (captage, installations de production/traitement, réseaux de distribution, points de consommation).

Echantillon AEP : volume d'eau prélevé dans le but d'analyser les caractéristiques de l'eau à l'endroit et au moment précis du prélèvement. Les caractéristiques de l'eau sont décomposées et quantifiées/évaluées par paramètre lors de leur analyse.

Garantie pour continuité de service (dite de renouvellement) : il s'agit d'un renouvellement, où le Délégataire prend à sa charge, et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation ou de renouvellement des équipements, nécessaires à la continuité du service.

Indice linéaire de pertes en réseau AEP : l'indice linéaire de pertes en réseau correspond aux volumes perdus dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors branchements) et est exprimé en m³/km/jour. Les volumes perdus sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Cet indicateur, qui rapporte les volumes des pertes en eau à une grandeur caractéristique du réseau, traduit directement l'état physique de ce réseau.

Indice linéaire des volumes non comptés AEP : l'indice linéaire des volumes non comptés correspond aux volumes non comptés dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors branchements) et est exprimé en m³/km/jour. Les volumes non comptés est égal à la différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés comptabilisés.

Paramètre d'une analyse AEP : un paramètre correspond à une caractéristique précise ou à un composé spécifique dont la teneur dans l'échantillon d'eau est quantifiée/évaluée. Certains paramètres font l'objet d'une réglementation. Un paramètre réglementé peut donc pour un échantillon donné être conforme ou non-conforme.

Patrimoine immobilier : il s'agit du patrimoine immobilier nécessaire à la réalisation du service. Le Délégué fournit un état de variation de ce patrimoine en intégrant trois types de mouvements :

- les investissements concessifs (achat de terrain, mise en service d'un ouvrage financé par le Délégué, destruction d'un ouvrage...).
- les opérations de renouvellement d'une telle importance qu'elles s'assimilent à la construction d'un bâtiment neuf.
- les investissements immobiliers du Délégué (bureaux) entièrement dédiés au service.

Période de relève des compteurs AEP : les compteurs permettant de connaître la consommation de chaque branchement d'un client sont relevés régulièrement. La relève pour une année donnée de tous les compteurs de tous les clients s'étale sur plusieurs jours ou plusieurs semaines en fonction du nombre de compteurs concernés. Pour une relève donnée, la date moyenne de la campagne de relève peut ainsi être calculée. C'est cette date moyenne qui est utilisée année après année pour calculer la consommation moyenne d'une commune ou d'un contrat sur une période correspondant sensiblement à une année.

Point de mise en distribution AEP : point de prélèvement d'échantillon pour lequel la qualité de l'eau en ce point est considérée comme représentative de la qualité de l'eau sur le réseau de distribution d'une zone géographique déterminée (en sortie d'installations de traitement dans la plupart des cas). A ce point, les eaux peuvent provenir d'une ou plusieurs sources mais leur qualité peut être considérée comme uniforme en distribution.

Programme contractuel de renouvellement : il s'agit de l'ensemble des opérations de renouvellement, effectuées par le Délégué dans le cadre d'un programme technique contractuel, évalué financièrement sur la durée du contrat.

Programme d'investissement : il s'agit des engagements pris par le Délégué de réaliser certains investissements sur le patrimoine, afin d'améliorer la qualité du service, ou le fonctionnement des installations. Ce programme est défini dans un inventaire contractuel.

Qualité eau au point de mise en distribution AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau au point de mise en distribution. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau brute AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau brute prélevée dans le milieu naturel avant tout traitement visant à la rendre potable. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau distribuée AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau au point de consommation (robinet) par le client. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau traitée AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau en sortie des installations de production/traitement avant admission sur le réseau de distribution. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Rapport bactériologique AEP : ensemble des paramètres de type bactériologique qui caractérisent un échantillon d'eau analysé. Un rapport bactériologique est déclaré conforme si tous les paramètres unitaires qui le composent sont en conformité avec la réglementation.

Rapport physico-chimique AEP : ensemble des paramètres de type physico-chimique qui caractérisent un échantillon d'eau analysé. Un rapport physico-chimique est déclaré conforme si tous les paramètres unitaires qui le composent sont en conformité avec la réglementation.

Rendements hydrauliques d'une installation AEP : correspondent au rapport entre les volumes d'eau produite et les volumes d'eau brute admis dans l'installation. Ils traduisent le rendement de conversion de l'eau potable à partir de l'eau brute.

Rendements du réseau de distribution AEP : correspondent au rapport entre, d'une part, les volumes consommés autorisés, augmentés des volumes exportés ou vendus en gros, et d'autre part, les volumes produits, augmentés des volumes importés ou achetés en gros. Les rendements constituent de bons indicateurs environnementaux, mais ils ne traduisent que de manière indirecte l'état du réseau, car ils dépendent de la consommation et des volumes exportés ou vendus en gros.

Réseau de distribution public AEP : ensemble de canalisations transportant l'eau produite par les installations de production jusqu'au compteur général des clients, partie publique des branchements inclus.

Réseau de distribution intérieur AEP : ensemble de canalisations et d'équipements placés sous la responsabilité d'un client. Le réseau intérieur d'un client commence après le compteur général permettant d'évaluer la consommation du branchement associé à ce client.

Surveillance de l'exploitant AEP : elle comprend un examen régulier des installations, un programme de tests ou d'analyses et la tenue par l'exploitant d'un fichier sanitaire. Ces analyses viennent en complément de celles réalisées par les ARS et contribue à la surveillance de la qualité des eaux.

Taux de mobilisation d'une installation AEP : rapport exprimé en % entre le volume de pointe journalier constaté et la capacité nominale d'une installation. Un rapport proche de 100% est le signe d'une installation dont les réserves de capacité sont minimales, voire insuffisantes.

Terre de décantation AEP : ensemble des résidus de traitement collectés sur certains ouvrages (décanteurs, filtres, ...) des installations de production. Ces résidus, bien souvent connus sous le terme de boues d'eau potable, sont régulièrement évacués des installations.

Volumes consommés comptabilisés AEP : volumes d'eau potable consommés par des clients du périmètre du contrat et résultant des relevés des appareils de comptage. Ces volumes n'incluent pas les volumes exportés ou vendus en gros (VEG).

Volumes consommateurs sans comptage AEP : correspondent aux volumes utilisés sans comptage par des usagers connus, avec autorisation ; ces volumes estimés incluent notamment :

- l'eau nécessaire à la défense incendie (Essais des PI/BI et manœuvres incendie),
- l'eau utilisée pour les espaces verts et le lavage de la voirie,
- l'eau utilisée par les fontaines (non équipées de compteurs)

Volumes de service du réseau AEP : correspondent aux volumes utilisés pour l'exploitation du réseau de distribution ; ces volumes estimés incluent notamment :

- l'eau utilisée pour le nettoyage des réservoirs,
- l'eau utilisée lors d'opérations de purge ou de nettoyage des conduites
- l'eau utilisée pour la désinfection et le rinçage des conduites après travaux

Volumes consommés autorisés AEP : il s'agit des volumes d'eau potable consommés tels qu'enregistrés par les compteurs, auxquels on ajoute les volumes nécessaires au fonctionnement du réseau (appelés volumes de service) consommés par les usagers. Ces volumes autorisés reflètent la quantité totale d'eau potable qui peut être consommée dans le périmètre couvert par le contrat, y compris l'eau nécessaire au bon fonctionnement du réseau.

Volumes consommés hors Vente En Gros AEP : font référence aux quantités d'eau potable consommées par les clients situés dans la zone couverte par le contrat, à l'exclusion des ventes d'eau en gros (VEG) et des volumes d'eau exportés. Ces volumes correspondent uniquement à la consommation d'eau potable par les usagers locaux du réseau, à l'exclusion de toute distribution d'eau à des tiers ou d'exportation.

Volume de pointe AEP : volume maximum journalier mesuré pendant l'année sur l'installation concernée.

Volumes d'eaux brutes AEP : font référence à l'eau prélevée directement dans des sources naturelles telles que des rivières, des lacs, des barrages, des nappes phréatiques, etc. L'eau est qualifiée de "brute" pour indiquer qu'elle n'a subi aucun traitement visant à la rendre potable. En plus des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel à l'intérieur du périmètre du contrat, les volumes d'eaux brutes incluent également les éventuels achats d'eau brute en dehors du périmètre du contrat, auxquels on soustrait les éventuels volumes d'eau brute vendus en dehors du périmètre du contrat. En résumé, il s'agit du volume global d'eau non traitée prélevée, achetée, vendue, ou transférée dans le contexte de l'approvisionnement en eau potable.

Volumes exportés (ou vendus en gros) AEP : font référence aux quantités d'eau produites livrées à un client extérieur au périmètre du contrat. Ce client peut être une autre collectivité, un syndicat, ou une commune distincte de celle couverte par le contrat.

Volumes importés (ou achetés en gros) AEP : correspondent aux quantités d'eau achetées à un client extérieur au périmètre du contrat. Le client peut être une autre collectivité, un syndicat ou une commune distincte de celle couverte par le contrat.

Volumes produits AEP : correspondent à la quantité d'eau provenant des installations de production d'eau potable. Il s'agit des volumes d'eau qui ont été traités et préparés pour la distribution aux usagers. Il est possible de soustraire de ces volumes les besoins de l'usine (s'ils sont mesurés après le compteur de production) pour obtenir la quantité nette d'eau potable produite et disponible pour la distribution.

Volumes besoin usine AEP : correspondent à la quantité d'eau traitée au sein des installations de production d'eau potable, mais qui est utilisée à l'intérieur de ces mêmes usines pour divers usages, tels que la préparation de réactifs chimiques, le nettoyage, et d'autres processus internes.

Volumes mis en distribution AEP : représentent l'eau potable qui est introduite dans le réseau de distribution d'eau en vue d'être consommée par les clients situés à l'intérieur du périmètre du contrat. Les volumes mis en distribution résultent de la somme des volumes produits auxquels on ajoute les volumes importés ou achetés en gros, puis duquel on soustrait les volumes exportés ou vendus en gros.

Volumes d'eau traitée AEP : ce sont les volumes d'eau fournis par les installations grâce à des traitements plus ou moins complexes en fonction de la nature des eaux brutes que l'on souhaite rendre potables.



LES NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES

NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES EAU POTABLE 2024

Cette veille réglementaire vous est présentée sous la forme d'une liste des textes parus en 2024 accompagnée d'un bref commentaire de leur objet.

Cette liste n'a pas pour ambition d'être exhaustive, il s'agit avant tout d'attirer votre attention sur les évolutions

PROTECTION ET GESTION DE LA RESSOURCE

→ [Un an après : Bilan du Plan d'action du 30 mars 2023 pour une gestion résiliente et concernée de l'eau, 53 mesures pour l'eau](#)

Ce plan comportait 53 mesures, et prévoyait notamment une ambition de réduire de 10% l'eau prélevée d'ici 2030, de sécuriser l'approvisionnement en eau potable, de prévenir les pollutions et d'améliorer la gestion des périodes de sécheresse. Sur les 53 mesures prévues 74 % sont engagées et 26% mises en œuvre parmi lesquelles :

- Les 51 sites industriels (mesure 2) représentant 25% de la consommation d'eau de l'industrie française ont été identifiés. Ils bénéficient d'un accompagnement de proximité afin de réduire leur consommation d'eau ;
- Les 171 points noirs (mesure 14), c'est-à-dire là où les pertes d'eau dans les réseaux de distribution atteignent 50%, soit un litre sur deux, ont été identifiés. Parmi ces 171 points noirs, 93 ont fait l'objet d'un accompagnement financier par les agences de l'eau ;
- Les aquapôts (mesure 41) connaissent un réel succès. L'enveloppe des aquapôts a été doublée, pour s'élever à 4 Md€ sur 2023-2027. Fin février 2024, se sont déjà 1,356 Md€ d'aquapôts qui ont été mobilisés en appui du Plan eau.

→ [Arrêté du 3 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement](#)

Le présent arrêté modifie l'arrêté du 30 juin 2023 concernant les mesures de restriction à mettre en œuvre en période de sécheresse dans les ICPE. Dans un souci de simplification, il modifie le site internet sur lequel l'exploitant transmet ses consommations d'eau lors des épisodes de sécheresse. Il précise que les réductions doivent être appliquées sur les prélèvements dans les ressources qui sont concernées par la sécheresse. Il apporte également des modifications concernant la déduction d'un volume de « sécurité » du volume de référence auquel l'exploitant doit appliquer des réductions de sa consommation d'eau en cas de sécheresse.

→ [Arrêté du 30 juillet 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole](#)

L'Arrêté du 30 juillet 2024 définit le Programme d'Actions Régional « nitrates » pour lutter contre la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Il précise les mesures spécifiques à chaque région afin de réduire les excès de nitrates dans les eaux, en imposant des restrictions sur les pratiques agricoles (fertilisation, épandage) et en améliorant les méthodes de gestion des effluents. L'arrêté inclut des objectifs de réduction des concentrations de nitrates dans les nappes et cours d'eau. Il prévoit également des dispositifs de suivi et de contrôle pour assurer la mise en œuvre des actions. Le programme vise à répondre aux exigences de la Directive européenne sur les nitrates.

→ [Rapport sur la sobriété hydrique des installations classées pour la protection de l'environnement ; IGEDD \(Inspection générale de l'environnement et du développement durable\) et CGE \(Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie, et des technologies ; juillet 2024](#)

Le rapport sur les sécheresses de 2022 et 2023 recommande plusieurs actions pour mieux gérer l'eau dans l'industrie. Il suggère d'améliorer la qualité des données et la coordination des réglementations sur les prélèvements d'eau. La mission propose de déterminer les volumes prélevables d'ici 2025 et de planifier les projets industriels dans des zones en tension hydrique. Elle encourage également les entreprises à adopter des pratiques de réutilisation de l'eau et à innover pour réduire la consommation. Enfin, elle rappelle l'importance de prendre en compte le vrai coût de l'eau et recommande la création d'un pôle de coordination national pour la mise en œuvre de ces actions.

→ [Arrêté du 5 août 2024 attribuant à certaines directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement \(DREAL\) une compétence relative aux études environnementales mentionnées à l'article L.311-10-3 du code de l'énergie](#)

L'Arrêté du 5 août 2024 attribue aux Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement (DREAL) une compétence interrégionale pour la préparation, la passation, et l'exécution de marchés publics relatifs aux études

environnementales mentionnées à l'article L.311-10-3 du Code de l'énergie. Ces études concernent la construction et l'exploitation d'installations de production d'énergie renouvelable en mer et de leurs ouvrages de raccordement au réseau public de transport d'électricité. Cette mesure vise à renforcer l'efficacité et la coordination des études environnementales nécessaires à la réalisation de projets d'énergie renouvelable en mer, en permettant une gestion plus souple et adaptées des compétences des DREAL.

➔ [Décret n°2024-1098 du 2 décembre 2024 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux \(SAGE\)](#)

Le décret modifie plusieurs dispositions du code de l'environnement relatives aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux afin de clarifier les procédures d'élaboration, de modification et de révision des schémas, de préciser le contenu des documents des schémas et d'améliorer le fonctionnement des commissions locales de l'eau. Le décret modifie également certaines dispositions du code de l'urbanisme afin de faciliter l'intégration des règles issues des schémas d'aménagement et de gestion des eaux dans les documents d'urbanisme, notamment concernant les zones humides.

ENVIRONNEMENT

➔ [Instruction du Gouvernement du 2 janvier 2024 relative à la stratégie des contrôles en matière de police de l'eau et de la nature \(SNCPEN.\)](#)

La présente instruction :

- Clarifie le périmètre de la stratégie de contrôles en matière de polices de l'eau et de la nature ;
 - Précise la chaîne d'action depuis l'impulsion gouvernementale jusqu'au bilan annuel des résultats obtenus ;
 - Définit le cadre de travail pour améliorer les conditions du contrôle pour les contrôleurs et les contrôlés.
- ➔ [Décret n°2024-33 du 24 janvier 2024 relatif aux eaux réutilisées dans les entreprises du secteur alimentaire et portant diverses dispositions relatives à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine \(entrée en vigueur le 24 janvier 2024\).](#)

Le décret définit :

- Les conditions requises pour la production et l'usage d'eaux réutilisées en vue de la préparation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine y compris dans l'environnement de production.
- Les catégories d'usages possibles, la procédure d'autorisation des projets de production d'eau usée traitée recyclée (le contenu de l'arrêté préfectoral d'autorisation) et les modalités de surveillance à mettre en place pour s'assurer que la production et l'utilisation des eaux réutilisées sont compatibles avec les impératifs en matière de sécurité sanitaire des aliments.

➔ [Décret n°2024-62 du 31 janvier 2024 relatif aux opérations d'entretien des milieux aquatiques et portant diverses dispositions relatives à l'autorisation environnementale \(entrée en vigueur le 2 février 2024\).](#)

Ce décret a pour objet d'améliorer et de clarifier les rédactions de certaines dispositions du code de l'environnement relatives à la procédure d'autorisation environnementale et introduire des simplifications pour la mise en œuvre d'opérations d'entretien des cours d'eau.

➔ [Arrêté du 28 mai 2024 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « Outil de Surveillance et de Contrôle Eau et Nature \(OSCEA\) » et de sa version mobile SONGE \(Solution pour un Outil Nomade de Gestion de l'Eau\).](#)

Cet arrêté introduit plusieurs mesures visant à moderniser et sécuriser les procédures de contrôle liées à la gestion de l'eau et de la nature, en améliorant l'accès et le traitement des informations nécessaires. La finalité du traitement étant de faciliter, centraliser, sécuriser et homogénéiser la rédaction des procédures judiciaires et administratives mises en œuvre par les fonctionnaires et agents habilités, notamment dans le cadre des contrôles relatifs à la gestion de l'eau et de la nature. Quelques informations sur les données collectées :

- Le traitement recueille des informations nominatives telles que l'identité, les coordonnées et les fonctions des personnes concernées par les procédures de contrôle.
- Ces données sont destinées aux agents habilités des services compétents en matière de gestion de l'eau et de la nature, ainsi qu'aux autorités judiciaires en cas de nécessité.
- La durée de conservation des données n'excède pas cinq ans à compter de la date de clôture de la procédure concernée.
- Des mesures techniques et organisationnelles sont mises en place pour garantir la sécurité et la confidentialité des données, conformément aux exigences du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

PFAS

➔ [Instruction N° DGS/EA4/2024/30 du 12 mars 2024 relative à la gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés \(PFAS\) dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées](#)

La présente instruction vient préciser les modalités de gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine. Les modalités de gestion décrites sont mises en œuvre par les agences régionales de santé en lien avec les personnes responsables de la production et/ou de la distribution d'eau au titre du Code de la santé publique. Cette instruction s'applique aux eaux destinées à l'alimentation humaine, distribuées par un réseau public. Les eaux conditionnées n'entrent pas dans le champ d'application de cette instruction.

→ [Plan d'actions interministériel sur les PFAS, Avril 2024](#)

En réponse aux préoccupations grandissantes concernant les PFAS, le gouvernement a lancé, le 4 avril, un plan d'action interministériel pour limiter les risques associés aux PFAS. Il s'appuie sur 5 axes et organise la mobilisation de toutes les administrations publiques, en définissant clairement les objectifs et les responsabilités pour assurer la cohérence et l'efficacité de l'action des différents ministères concernés. Il définit la doctrine du Gouvernement pour réduire le plus rapidement possible les risques associés aux PFAS.

→ [Règlementation des PFAS dans l'eau potable : Echéance d'obligation posée par l'arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique, au 1^{er} janvier 2026, obligation d'analyses sanitaires de l'eau de consommation pour les points où la présence de PFAS a déjà été identifiée par l'administration](#)

La Directive européenne 2020/2184 qui concerne la qualité des eaux de consommation humaine a été révisée pour suivre la présence des PFAS dans les analyses de l'eau et cible 20 molécules.

L'arrêté basé sur la directive européenne (transposition en droit français : Arrêté du 30 décembre 2022) fixe la limite de qualité à 0,10 µg/L pour la somme de ces 20 molécules dans les eaux de consommation humaines.

Pour les eaux brutes de toutes origines utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine la limite est de 2µg/l (2 000 ng/L).

Ce même arrêté impose l'obligation d'analyses sanitaires de l'eau de consommation pour les points où la présence de polluants éternels a déjà été identifiée par l'administration.

EXPLOITATION DES OUVRAGES

→ [Directive \(UE\) 2024/869 du 13 mars 2024 modifiant la directive 98/24/CE en ce qui concerne les diisocyanates et la directive 2004/37/CE concernant le plomb et ses composés inorganiques, date limite de transposition fixée au 9 avril 2026.](#)

Une nouvelle directive européenne fixe pour la première fois des valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP). Bien que pas encore transposée, il est recommandé de ne pas attendre pour anticiper sa mise en œuvre.

Concernant les diisocyanates, deux types de VLEP sont définies :

- Une VLEP sur une durée d'exposition de 8 heures, fixée à 10 µg/m³ jusqu'au 31 décembre 2028 et 6 µg/m³ à compter du 1^{er} janvier 2029
- Une VLEP sur une courte période d'exposition (15 minutes), fixée à 20 µg/m³ jusqu'au 31 décembre 2028 et 12 µg/m³ à compter du 1^{er} janvier 2029.

Concernant le plomb et ses composés inorganiques :

- La VLEP est révisée à 0,03 mg/m³ sur 8 heures, une valeur inférieure à celle actuellement en vigueur en France, fixée à 0,1 mg/m³.
- De plus, une nouvelle valeur limite biologique (VLB) est définie pour le plomb : 30 µg Pb/100 ml de sang jusqu'au 31 décembre 2028 et 15 µg Pb/100 ml de sang à compter du 1^{er} janvier 2029 (actuellement 400 pour les hommes et 300 pour les femmes en France).

La directive impose la mise en place d'une surveillance médicale en cas notamment de dépassement de la VLB fixée à 15 µg Pb/100 ml de sang.

→ [Arrêté du 4 juin 2024 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrément, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages](#)

Le mesurage des niveaux d'empoussièrément en fibres d'amiante dans l'air des milieux professionnels s'appuie sur l'élaboration par l'organisme accrédité d'une stratégie d'échantillonnage ayant pour objet de déterminer, pour l'objectif de mesurage fixé par son commanditaire, le nombre minimum de prélèvements à effectuer ainsi que leurs conditions de réalisation. Pour ce faire, l'article 3 de l'arrêté du 14 août 2012 prévoit que le respect par l'organisme accrédité missionné de la méthode définie par la norme NF EN ISO 16000-7 : 2007 complétée par les indications données par son guide d'application

français en vigueur emporte présomption de conformité aux exigences fixées par ledit texte réglementaire en matière d'établissement d'une stratégie d'échantillonnage.

La publication en 2023 par l'association française de normalisation (AFNOR) d'un fascicule constituant la nouvelle version dudit guide d'application, emportant l'abrogation de la version précédente, conduit à réviser la rédaction de l'article 3 de cet arrêté du 14 août 2012 afin de préciser les nouvelles conditions pour pouvoir se prévaloir de cette présomption de conformité aux dispositions dudit texte réglementaire. A cette occasion, une nouvelle rédaction est adoptée, se référant de façon générique au document en vigueur publié par l'AFNOR et valant guide d'application de la norme susmentionnée, afin de garantir la pérennité de cet arrêté en cas de publication ultérieure d'une nouvelle version dudit guide.

➔ **Arrêté du 4 juin 2024 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers**

Cet arrêté du 4 juin 2024, définit les obligations des donneurs d'ordre, maîtres d'ouvrage, ou propriétaire d'immeubles non bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers, qui doivent faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Cette obligation vise enfin à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante. L'arrêté précise les situations ou conditions dans lesquelles il peut être constaté l'impossibilité de réaliser tout ou partie du repérage amiante, ainsi que les mesures que l'entreprise appelée à réaliser l'opération doit prévoir dans ce cas pour assurer la protection des travailleurs et des populations résidant ou travaillant sur ces ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers.

➔ **Arrêté du 8 juillet 2024 relatif aux eaux réutilisées en vue de la préparation, de la transformation et de la conservation dans les entreprises du secteur alimentaire de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine**

L'arrêté, pris sur la base de l'[article R. 1322-77 du code de la santé publique](#), fixe les différents usages autorisés ainsi que, pour ces derniers, les exigences de qualité requises pour des eaux impropres à la consommation humaine, réutilisées pour la préparation, la transformation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine, y compris pour procéder au nettoyage des locaux, installations et équipements. Il ne prend pas en compte les étapes amont ou annexes à ces opérations (activités extérieures aux locaux de production, ...). Le présent arrêté ne s'applique pas à l'utilisation d'eaux pour la lutte contre l'incendie, la production de vapeur, la production du froid et à des fins semblables.

➔ **Arrêté du 12 juillet 2024 relatif aux conditions d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques pris en application de l'article R. 1322-94 du Code de la santé publique**

Il a pour objet de garantir d'une part, la sécurité sanitaire des eaux distribuées aux usagers et de prévenir d'autre part, toute altération de l'état de santé des personnes lié à de mauvaises conditions d'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine. Il établit les exigences sanitaires à satisfaire pour la conception, la mise en route, l'exploitation et l'entretien des systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine et précise les critères de qualité d'eau à atteindre. Il définit également les modalités de surveillance de la qualité de ces eaux ainsi que les mesures à mettre en œuvre en cas de dysfonctionnement des systèmes. Enfin, il précise le contenu du dossier de demande d'autorisation préfectorale requis au titre de l'article R. 1322-102 du [code de la santé publique](#).

➔ **Décret n°2024-796 du 12 juillet 2024 relatif à des utilisations d'eaux impropres à la consommation humaine entré en vigueur le 1^{er} septembre 2024**

Le décret est pris en application de l'[article L. 1322-14 du code de la santé publique](#) qui permet l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour certains usages domestiques, lorsque la qualité de ces eaux n'a aucune influence, directe ou indirecte, sur la santé des usagers et dans certains lieux dans lesquels ces eaux sont utilisées. Il vise à définir les usages domestiques pour lesquels le recours à des eaux impropres à la consommation humaine est possible, les eaux ou mélanges d'eaux impropres à la consommation humaine pouvant être utilisés pour ces usages ainsi que les exigences techniques et sanitaires à satisfaire. Ces mesures ont pour objet de prévenir les risques de contamination de l'eau distribuée au robinet ainsi que les risques d'exposition des personnes à des pathogènes et substances chimiques, susceptibles d'altérer leur état de santé. Il précise également les modalités de conception, de mise en service, de surveillance, d'entretien et de contrôle applicables aux systèmes d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine.

➔ **Arrêté du 30 juillet 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole**

L'Arrêté du 30 juillet 2024 définit le Programme d'Actions Régional « nitrates » pour lutter contre la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Il précise les mesures spécifiques à chaque région afin de réduire les excès de nitrates dans les

eaux, en imposant des restrictions sur les pratiques agricoles (fertilisation, épandage) et en améliorant les méthodes de gestion des effluents. L'arrêté inclut des objectifs de réduction des concentrations de nitrates dans les nappes et cours d'eau. Il prévoit également des dispositifs de suivi et de contrôle pour assurer la mise en œuvre des actions. Le programme vise à répondre aux exigences de la Directive européenne sur les nitrates.

➔ [**Arrêté du 5 août 2024 fixant les modalités spécifiques d'application des dispositions relatives aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles, pour les installations, services et organismes relevant de l'autorité ou placés sous la tutelle du ministre de la Défense**](#)

L'Arrêté du 5 août 2024 vise à garantir que l'eau potable distribuée dans les installations sous la tutelle du ministère de la Défense respecte des critères stricts de qualité, tout en tenant compte des spécificités et contraintes du milieu militaire. Les services concernés sont tenus de suivre des procédures de contrôle et de gestion rigoureuses pour assurer la santé des utilisateurs.

➔ [**Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité, déposé le 15 octobre 2024 à l'Assemblée nationale, et au Sénat, comme transposition de la Directive NIS 2 \(en français sécurité des réseaux et des systèmes d'information\)**](#)

Le secteur de l'eau n'est pas épargné par les menaces cyber et doit être protégé en raison de son importance cruciale pour la santé publique, l'agriculture et l'industrie. Il rentre pleinement dans le périmètre de la réglementation sur la protection des infrastructures critiques

Cette nouvelle réglementation imposera des obligations de sécurisation à plusieurs niveaux pour les services d'eau potable et d'assainissement, en particulier pour les installations desservant au moins 30 000 habitants.

L'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information, (ANSSI) qui pilote la transposition en droit national de la directive et assure sa mise en œuvre, sera en charge d'organiser les contrôles. Des sanctions financières et administratives pourront être appliquées aux organisations qui ne se sont pas mises en conformité.

Afin de renforcer le niveau de cybersécurité des entités, la directive NIS 2 impose plusieurs exigences clés :

- **Analyse des risques**
- **Gouvernance et gestion des risques**
- **Mesures de sécurité**
- **Notification des incidents**
- **Surveillance et audits**
- **Sensibilisation et formation**

Elle impose également des exigences de sûreté pour protéger les équipements et réseaux industriels contre les menaces cyber et physiques, nécessitant une approche globale de la cybersécurité et de la sûreté pour répondre à ces enjeux de protection et de résilience.

Si votre collectivité est concernée, vos interlocuteurs SAUR se tiennent à votre disposition pour aborder ce sujet.

Pour plus d'informations :

[SECTEUR DE L'EAU ÉTAT DE LA MENACE INFORMATIQUE - ANSSI](#)

[Guide d'application "La cybersécurité, un enjeu majeur dans les domaines de l'eau et de l'assainissement" - ASTEE](#)

➔ [**Arrêté du 20 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des systèmes d'assainissement collectif**](#)

Cet arrêté apporte des précisions/modifications quant à l'établissement des nouvelles redevances des agences de l'eau.

REDEVANCES AGENCES DE L'EAU

➔ [**Réforme des redevances des agences de l'eau : Loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 \(article 101\)**](#)

[La loi de finances pour 2024 introduit des changements significatifs aux redevances perçues par les agences de l'eau, qui ont pris effet à partir du 1^{er} janvier 2025. Ces modifications affectent plusieurs domaines :](#)

- [Remplacement de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique par une redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique pour les industriels non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées.](#)
- [Remplacement de la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique par une redevance pour pollution de l'eau par les activités d'élevage.](#)

- [Introduction d'une nouvelle redevance sur la consommation d'eau potable.](#)
 - [Remplacement des deux redevances pour la modernisation des réseaux de collecte par une redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et une redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif.](#)
 - [Modification des redevances pour pollution diffuses, sur la ressource en eau et pour le stockage d'eau en période d'étiage.](#)
 - [Remplacement de la redevance pour protection du milieu aquatique par une redevance cynégétique et pour la protection du milieu aquatique.](#)
 - [Modification des obligations déclaratives, contrôles et modalités de recouvrement.](#)
- ➔ **[Arrêté du 7 mai 2024 : Redevance pour le financement du guichet unique DT-DICT](#)**

Cet arrêté fixe le barème hors taxes des redevances pour l'année 2024, destinées au financement du guichet unique Déclaration des Travaux et Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DT-DICT). Cette redevance est perçue pour financer le service public de la gestion des réseaux et canalisations. Les collectivités devront intégrer ces nouvelles dispositions dans leur gestion financière.

- ➔ **[Arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L.2224-12-3 du code général des collectivités territoriales](#)**

Cet article dispose que les redevances d'eau potable et d'assainissement couvrent les charges consécutives aux investissements, au fonctionnement et aux renouvellements nécessaires à la fourniture des services, ainsi que les charges et les impositions de toute nature, afférentes à leur exécution.

Toutefois, la redevance d'eau potable prend en compte la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable prévue à l'[article L. 213-10-5 du code de l'environnement](#) à hauteur d'un montant forfaitaire maximal, déterminé par arrêté. De même, la redevance d'assainissement prend en compte la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif prévue à l'[article L. 213-10-6 du même code](#) à hauteur d'un montant forfaitaire maximal, déterminé par arrêté aussi.

Ce montant forfaitaire maximal est plafonné à 3 euros par mètre cube d'eau.

- ➔ **[Décret n°2024-787 du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau](#)**

Le décret relatif à la réforme des redevances des agences de l'eau modifie les redevances perçues par les agences de l'eau en France. Il supprime les redevances pour pollution d'origine domestique et pour la modernisation des réseaux de collecte. Une nouvelle redevance est instaurée sur la consommation d'eau potable, sans plafonnement sauf pour la l'élevage avec comptage spécifique. Des redevances pour la performance des réseaux sont mises en place pour inciter à la réduction des fuites et à l'entretien des infrastructures. L'objectif est d'encourager une gestion plus efficace de l'eau et de financer les actions de préservation.

- ➔ **[Arrêté du 20 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des systèmes d'assainissement collectif](#)**

Cet arrêté apporte des précisions/modifications quant à l'établissement des nouvelles redevances des agences de l'eau.

DROIT DE LA COMMANDE PUBLIQUE

- ➔ **[Formulaire DC4 : Publication d'un nouveau formulaire de déclaration d'un sous-traitant](#)**

Dans ce cadre, la Direction des Affaires Juridiques (DAJ) du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et Numérique a publié un [nouveau formulaire DC4](#) applicable à compter du 1^{er} janvier 2024. Il s'agit d'un modèle de déclaration de sous-traitance généralement pour présenter un sous-traitant. Il contient notamment une nouvelle rubrique relative à la durée du contrat conclu entre le titulaire du contrat et son sous-traitant.

- ➔ **[Réforme de Chorus Pro](#)**

Cette réforme inclut la généralisation de la facturation électronique qui concerne directement les collectivités territoriales en plusieurs points :

- Obligation de recevoir des factures électroniques : à partir de 2024 (et d'ici 2026 pour la généralisation) les collectivités territoriales devront être capables de recevoir des factures électroniques dans le cadre de leurs relations avec les entreprises assujetties à la TVA. La réforme impose à toutes les entités publiques de recevoir des factures sous un format électronique.
- Obligation d'émission de factures électroniques : le calendrier révisé prévoit que les grandes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire devront émettre des factures électroniques à partir du 1^{er} septembre 2026,

tandis que les petites et moyennes entreprises (PME) et les micro-entreprises seront concernées à partir du 1^{er} septembre 2027.

- Introduction de la double authentification, le 18 septembre 2024. Cette mesure vise à protéger les comptes utilisateurs contre les tentatives de piratage et à assurer une sécurité accrue pour l'ensemble des utilisateurs du portail.
- A noter que la généralisation de la facturation électronique concerne toutes les transactions entre entreprises assujetties à la TVA en France. Cette initiative s'inscrit dans un effort plus large pour moderniser et sécuriser les processus de facturation, tout en luttant contre la fraude fiscale.

→ **Décret Rep. Min. n° 09142 : JO Sénat Q, 15 février. 2024, p. 564 : Place des matériaux biosourcés ou bas carbone dans la commande publique**

La loi Climat et résilience introduit une obligation d'utiliser des matériaux biosourcés ou bas carbone dans au moins 25% des rénovations lourdes et constructions relevant de la commande publique à partir du 1^{er} janvier 2030. Les industriels de la filière des matériaux biosourcés prévoient de doubler leur capacité de production dès 2025 pour anticiper cette exigence. Cependant, certaines questions restent en suspens, notamment la quantité exacte de matériaux biosourcés ou bas carbone requise dans les rénovations et constructions concernées. Pour répondre à ces incertitudes, la présente réponse ministérielle a annoncé le lancement de travaux préalables à la rédaction du décret d'application de la loi. L'objectif est de définir précisément les matériaux à utiliser, leur proportion dans les ouvrages, les rénovations lourdes concernées, ainsi que les seuils de marchés de travaux pour lesquels cette obligation s'appliquera. Le gouvernement précise que la rédaction du décret interviendra après cette phase de concertation. Toutefois, il souligne que les acheteurs publics peuvent dès à présent anticiper cette mesure en incluant dans leurs marchés publics l'utilisation de matériaux biosourcés ou bas carbone, dans le respect des règles de la commande publique.

→ **Décret n°2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique**

Afin d'accroître la part des acquisitions de biens issus de l'économie circulaire par les acheteurs publics de l'Etat et des collectivités territoriales, le décret abroge le décret n°2021-254 du 9 mars 2021 et modifie la liste des produits visés ainsi que, pour chacun d'eux, la part minimale des acquisitions qui doit être issue des filières du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage. Il prévoit également une progression pluriannuelle de ces pourcentages jusqu'en 2030. Ces acquisitions peuvent être réalisées via un achat public à titre principal ou accessoire. Le décret donne par ailleurs la possibilité de comptabiliser les dons. Il rajoute les sacs poubelles en plastique à usage unique aux produits pouvant faire l'objet d'une exemption à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique.

→ **Guide sur les bonnes pratiques de facturation et de règlement dans les marchés publics de Travaux 2024 (09/09/2024)**

L'OECP a publié un guide des bonnes pratiques de facturation et de règlement dans les marchés publics de Travaux :

- Ce guide détaille le circuit de facturation et de paiement à toutes les étapes de la vie du marché
- Ce Guide rappelle que « Le CCAG Travaux prévoit que le maître d'œuvre accepte ou rectifie la demande de paiement du titulaire (article 12.1.9 du CCAG Travaux). Le maître d'œuvre ne peut, par conséquent, pas refuser la demande de paiement au motif qu'il n'est pas d'accord avec son montant ».

L'objectif étant de prévenir certaines situations critiques, susceptibles de générer des difficultés de paiement pour les titulaires et de complexifier les processus de validation et de traitement par les maîtres d'œuvre et les maîtres d'ouvrage.

→ **Décret n°2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique**

Le décret apporte des modifications au [code de la commande publique](#) afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics.

- Il relève à 300 000 euros hors taxes le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence pour les marchés innovants de défense ou de sécurité.
- Il prévoit les conditions dans lesquelles un groupement peut être constitué et sa composition modifiée dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue.
- La part minimale que le titulaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans dans le cadre des marchés globaux, des marchés de partenariat et des contrats de concession, est relevé.
- Il abaisse de 5 % à 3 % le montant maximum de la retenue de garantie pour les marchés publics conclus par certains acheteurs avec une petite ou moyenne entreprise.
- Il intègre les mesures réglementaires d'application de la [loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023](#) relative à l'industrie verte s'agissant de la possibilité pour une entité adjudicatrice de rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne.

DROIT PUBLIC ET DROIT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

→ [Création d'une chambre spécialisée au sein de la cour d'appel de Paris dédiée aux contentieux émergents du devoir de vigilance et de la responsabilité écologique ; le 15 janvier 2024.](#)

Le 15 janvier 2024, la cour d'appel de Paris a annoncé la mise en place, au sein de son pôle économique, d'une chambre dédiée aux contentieux émergents sur le devoir de vigilance et la responsabilité écologique. La chambre jugera des contentieux transversaux mettant en jeux des questions environnementales. Elle sera notamment compétente pour statuer en appel sur les décisions rendues par le tribunal judiciaire dans les litiges relatifs au devoir de vigilance fondés sur les articles L. 225-102-4 et L. 225-102-5 du code de commerce, ainsi que sur les litiges portant sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (nouvelle directive européenne « CSDD » en cours de publication).

→ [Plan d'action Simplification avril 2024](#)

Ce rapport présenté par le gouvernement français vise à alléger les démarches administratives et à faciliter le développement des entreprises. Le plan propose notamment des ajustements pour faciliter l'accès des entreprises aux marchés publics, ce qui peut également bénéficier aux collectivités territoriales en simplifiant leurs procédures d'achat. Des mesures sont envisagées pour simplifier les démarches administratives liées aux projets d'énergies renouvelables, facilitant ainsi leur intégration dans les projets des collectivités. Le plan inclut des actions visant à alléger les normes administratives, réduisant ainsi la charge administrative des collectivités territoriales.

→ [CA- Cour administrative d'appel de Lyon, 20 juin 2024 - N° 22LY00401 : Gestion de la ressource en eau et suppression de la clause dite de compétence générale des départements](#)

La cour a jugé que les départements, en vertu de l'article L. 3211-1 du Code général des collectivités territoriales, ne peuvent intervenir dans des domaines tels que la gestion de l'eau que pour des raisons de solidarité territoriale, respectant ainsi les compétences attribuées aux communes et intercommunalités.

→ [La proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau et assainissement »](#)

Le 9 octobre 2024, le Premier ministre a annoncé la fin du transfert obligatoire de la compétence eau et assainissement aux intercommunalités, prévu par la loi NOTRe de 2015. Les collectivités territoriales conserveront la possibilité de choisir l'échelon le plus approprié pour gérer l'eau et l'assainissement. Cela implique de nouvelles responsabilités en termes de prises de décision et de planification à long terme. Les communes devront évaluer leur capacité à gérer ces services de manière autonome ou l'intérêt d'un transfert à l'intercommunalité. Les transferts déjà effectués seront maintenus.

DROM-COM

→ [Instruction interministérielle du 12 juillet 2024 relative au plan eau DOM actualisé pour les services d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, Mayotte, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon](#)

A la suite de l'adoption du plan d'action pour une gestion résiliente, sobre et concertée de la ressource en eau, annoncé par le président de la République le 30 mars 2023, le plan eau DOM a été actualisé pour intégrer les dispositions du plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau qui s'appliquent également, en Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint Martin et Saint-Pierre et Miquelon. A la suite du comité interministériel des outre-mer du 18 juillet 2023, l'instruction vise également à actualiser les priorités d'action en outre-mer pour une gestion durable et équilibrée de l'eau par l'ensemble des secteurs, et intègre également les enjeux en termes d'assainissement.